

RÉSUMÉ

Les malheurs causés par la grande dépression des années 1930 et l'inertie du gouvernement Taschereau ont permis à une idéologie comme celle du nationalisme canadien-français de connaître un nouvel essor au Québec. En effet, le chômage toujours croissant, la misère tant urbaine que rurale et l'incapacité du libéralisme à remédier à tous ces problèmes n'ont pu que provoquer l'essor du nationalisme. Lorsque le Parti libéral et l'Union nationale s'affrontent dans l'arène électorale durant l'été 1936, ils sont conscients que le libéralisme à la Taschereau est fortement contesté et qu'ils se doivent d'adopter certaines mesures proposées par une idéologie nationaliste en pleine montée.

Bien qu'il se garde d'afficher un certain nationalisme lors de la campagne, le chef du Parti libéral, Adélard Godbout, propose quelques réformes sociales réclamées depuis longtemps par l'Église et les nationalistes. De son côté, l'Union nationale, sans pour autant être anglophobe, s'affiche ouvertement nationaliste dans ses pamphlets électoraux. Toutefois, les représentants de ce parti préfèrent ressasser les scandales du régime libéral dans leurs assemblées plutôt que de promouvoir l'idée d'une politique nationale. Le 17 août 1936, l'Union nationale écrase le Parti libéral. D'après nous, le nationalisme n'a pas joué un grand rôle dans cette victoire unioniste.

AVANT-PROPOS

Rouages essentiels à la démocratie, les campagnes électorales permettent à l'électorat de choisir les hommes et les femmes qui le représenteront. Ainsi, nul ne peut contester l'importance des élections dans l'histoire d'un pays ou d'une province. Au cours des dernières années, l'intérêt des historiens pour les campagnes électorales s'est amenuisé. Ils ont préféré s'intéresser à d'autres sujets dont celui des idéologies. J'ai donc cru bon de faire l'étude d'une campagne électorale (celle de 1936) qui se situe justement dans une époque où certaines idéologies et plus particulièrement le nationalisme canadien-français sont en pleine ébullition.

Je tiens à remercier tout particulièrement mon directeur de recherche, Monsieur Richard Jones. Sa disponibilité, ses encouragements et ses judicieux conseils m'ont été d'un atout précieux. Je veux également témoigner ma gratitude à Messieurs Marc Vallières et Jean-Guy Genest, lecteurs du manuscrit, pour leurs excellents conseils.

En outre, je veux remercier le personnel des Archives nationales du Québec, des Archives de l'Université Laval et du Centre de documentation Lionel-Groulx pour leur disponibilité et leur dévouement. Enfin, je tiens à témoigner ma reconnaissance aux membres de ma famille et à mes amis pour leurs encouragements.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	i
TABLE DES MATIÈRES	ii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PREMIER: UN CONTEXTE PROPICE À UNE MONTÉE DU	
NATIONALISME.....	14
1.1 Une crise économique accompagnée d'une crise sociale.....	14
1.2 Une crise sociale suivie d'une montée du nationalisme.....	19
1.2.1 Un nationalisme souvent en conflit avec la société moderne	19
1.2.2 Les encycliques: une inspiration. Le corporatisme: une solution.....	22
1.2.3 Le dévouement d'une jeunesse à l'égard du nationalisme: le cas des Jeune-Canada	24
1.3 Une crise économique et une effervescence idéologique qui mènent tout droit à une crise politique.....	27
1.3.1 Un parti nationaliste voit le jour: l'Action libérale nationale.....	27
1.3.2 L'élection de 1935 et ses conséquences: la volonté plus significative d'une politique nationale et le chant du cygne d'un régime.....	30
CHAPITRE II: UN PARTI LIBÉRAL QUI SE VEUT PLUS RÉFORMISTE QUE	
NATIONALISTE	34
2.1 Un Parti libéral qui remet en question son libéralisme.....	35
2.2 Un Parti libéral très peu nationaliste	39

<u>CHAPITRE III: LES VISÉES NATIONALISTES DE L'UNION NATIONALE À PARTIR DE SON PROGRAMME ET DE SA BROCHURE <u>LES FONDATEURS DE L'UNION NATIONALE</u></u>	44
<u>CHAPITRE IV: MAURICE DUPLESSIS: UN DISCOURS PARFOIS PLUS RÉPROBATEUR QUE NATIONALISTE</u>	58
<u>CHAPITRE V: LE DISCOURS DES CANDIDATS NATIONALISTES DE L'UNION NATIONALE ET LA MÉFIANCE DE L'ABBÉ GROULX ENVERS DUPLESSIS</u>	69
5.1 Les nationalistes convaincus de l'U.N.: plus résolu que leur chef à fixer les assises d'une politique nationale.	69
5.2 L'optimisme des groupes nationalistes et le scepticisme de Groulx face à la volonté du groupe unioniste d'appliquer une politique nationale.....	78
<u>CHAPITRE VI: LES RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE ET L'IMPORTANCE DU NATIONALISME DANS LE CHOIX DES ÉLECTEURS</u>	83
6.1 Un véritable revirement électoral	83
6.2 L'impact du nationalisme dans l'issue du scrutin	85
6.2.1 L'interprétation faite de l'élection de 1936 par les observateurs de l'époque et les chercheurs d'aujourd'hui	86
6.2.2 Le vote nationaliste: une affaire surtout d'élites et de jeunes.....	88
CONCLUSION	96
BIBLIOGRAPHIE	101
INDEX.....	109

INTRODUCTION

On peut dire sans se tromper que le Krach boursier de 1929 et ses répercussions durant les dix années qui vont suivre ont été un sujet de prédilection pour les chercheurs. L'intérêt significatif des historiens et autres observateurs se caractérise par une volonté évidente de comprendre l'incidence de ce mal généralisé sur l'ensemble des éléments qui régissent une société. Par conséquent, les chercheurs se sont intéressés aux questions d'ordre social, politique et idéologique pendant cette crise.

Le volet idéologique a intéressé bon nombre d'historiens et de politicologues. Cela est compréhensible, puisque, à l'échelle mondiale, la crise a suscité la naissance d'idéologies et a permis à d'autres de connaître un nouvel essor. En effet, un grand nombre de personnes parlent d'un ordre nouveau qui saura enrayer la crise et au surplus éliminer toute probabilité qu'un tel supplice se reproduise. Cette contestation de l'ordre établi et cette aspiration à un ordre nouveau s'effectuent par l'entremise de certains hommes politiques et intellectuels ainsi que des mouvements de pensée qu'ils représentent. Le Canada, et plus particulièrement le Québec, ne font pas exception à ce phénomène. Au Québec, la crise permettra à un mouvement de pensée comme celui du nationalisme canadien-français de connaître un certain regain. Les tenants de cette idéologie condamneront le libéralisme en vigueur dans la province et remettront en question certains principes du capitalisme.

A priori, il faut rappeler que depuis la fin du siècle dernier et jusqu'au début de la crise, le courant libéral s'affirme avec vigueur au Québec et la diffusion de son projet de société semble justifiée par le contexte de croissance économique et l'amélioration du niveau de vie.¹ Ce projet de société préconisé par l'administration libérale (1897-1936) consiste à favoriser une politique d'industrialisation sans la participation active de l'État. D'ailleurs pour les tenants de l'idéologie libérale: "The principle was a belief that government ownership of industry or any kind of intervention in the smooth functioning of the economic order was harmful and could be disastrous."²

¹ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, tome I: *De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Nouvelle édition refondue et mise à jour, Ville Saint-Laurent, Boréal, [1989] (1979), p.695.

² Herbert F. Quinn, *The Union Nationale: Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p.31.

Comme le Québec ne dispose pas de capitaux suffisants pour s'industrialiser et qu'il serait irresponsable (selon Taschereau et ses collègues) de retarder l'avancée industrielle jusqu'à l'époque future et hypothétique où des entrepreneurs canadiens-français auraient acquis les attitudes, les connaissances et le capital nécessaires pour engendrer eux-mêmes ce développement,³ le gouvernement de la province sollicite et accueille avec empressement les investissements américains.⁴ Il va même allouer aux investisseurs des exemptions de taxes ainsi que d'autres avantages. En misant sur le développement industriel, le gouvernement libéral espère créer des emplois et freiner le mouvement d'émigration vers les États-Unis qui avait pris naissance au milieu du XIX^e siècle.

Grâce aux capitaux étrangers, on voit se multiplier dans la province, durant les trois premières décennies du XX^e siècle, de grandes industries qui n'ont qu'un seul objectif: développer les richesses naturelles à savoir l'hydroélectricité, les pâtes et papiers, les mines et l'aluminium. Évidemment, cette croissance industrielle va inciter bon nombre de Canadiens français à désertir les milieux ruraux afin de prendre racine dans les centres industriels où l'on développe les richesses naturelles. Selon Linteau, Durocher et Robert, on assiste, entre 1897 et 1929, à l'urbanisation rapide de la Mauricie, du Saguenay-Lac Saint-Jean et, à la toute fin de la période, de l'Abitibi.⁵ C'est dans ces régions que le développement industriel s'est fait le plus sentir.

Durant les années 1920, le développement économique du Québec fait des progrès remarquables.⁶ La croissance industrielle est rapide et l'arrivée des capitalistes américains prend parfois l'allure d'une véritable invasion.⁷ Toutefois, ce capitalisme florissant a ses critiques et les nationalistes font partie du nombre. La revue (fondée en 1917) et le mouvement (fondé en 1921) de l'Action française ainsi que les diverses organisations d'action catholique appuyées par l'Église stigmatisent la politique économique de l'administration libérale. Ils reprochent aux gouvernants d'avoir concédé aux étrangers une grande partie des richesses naturelles de la province.

La politique économique prôchée par le gouvernement libéral et la faiblesse de l'enseignement scientifique dans les écoles francophones ont pour conséquence d'amener les Canadiens français à jouer un rôle négligeable dans le développement industriel du Québec. En effet, ces derniers ne sont que des subalternes dans les grandes compagnies tandis que les postes de direction sont occupés principalement par des anglophones. Cette situation, les tenants de l'idéologie nationaliste de

3 Bernard L. Vigod, Taschereau, trad. de l'anglais par Jude Des Chênes, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1996, p.174.

4 Yves Roby, Les Québécois et les investissements américains: 1918-1929, Québec, Presses de l'Université Laval, 1976, p.208.

5 Linteau et al., p.470.

6 Roby, p.3.

7 Ibid., p.208.

l'époque la considèrent comme une injustice sociale patente. Comme le soutient Herbert F. Quinn: "To the nationalists, the greater participation of the people of Québec in the economic development of their province was a matter of simple social justice."⁸ Cette injustice, les adeptes du nationalisme vont se charger de la crier à qui veut l'entendre.

De plus, la venue des capitalistes étrangers amène les nationalistes à craindre l'industrialisation.⁹ Ils persistent à croire que la campagne est le réservoir de la race, le rempart de l'ordre social, la plus sûre garantie de survivance catholique et française.¹⁰ C'est pourquoi ils s'opposent à la désertion des campagnes et à l'abandon de ce moteur économique que représente l'agriculture. Pour les nationalistes, c'est le gouvernement libéral qui est le principal responsable de l'exode rural. Ils l'accusent de ne pas avoir de politique d'agriculture et de colonisation comme de ne vouloir plaire qu'aux grandes entreprises étrangères.¹¹ À ses détracteurs nationalistes, le premier ministre Taschereau répond:

"Nous voulons attirer de nouvelles industries et sommes prêts à faire tout ce qui est possible en ce sens. Les capitaux étrangers ne nous font pas peur. Nous les invitons à se joindre à nous pour mettre nos ressources naturelles en valeur et créer des industries ici. Laissons les capitaux d'Angleterre et des États-Unis venir ici autant qu'ils le désirent et multiplier nos industries, de telle sorte que nos gens auront des emplois. Ces capitaux sont les bienvenus. Je ne crains pas et je ne craindrai jamais que nos Canadiens français se fassent américaniser à cause d'une arrivée de capitaux étrangers. Ils ont résisté à d'autres dangers et d'autres épreuves et, comme je l'ai souvent dit, je préfère importer des dollars américains que d'exporter des travailleurs canadiens."¹²

En somme, pour les nationalistes des années 1920, le capital étranger et l'industrialisation constituent une menace pour la race canadienne-française. De plus, ils ne peuvent accepter qu'un groupe d'étrangers prenne le contrôle des richesses naturelles de la province et fasse ainsi des Canadiens français leurs valets. Afin de remédier à cette situation, certains nationalistes proposent que les Canadiens français retournent à la campagne où la préservation des valeurs et des traditions canadiennes-françaises est davantage assurée. Selon les nationalistes moins attachés aux traditions, il faut que l'État intervienne afin d'aider les Canadiens français à jouer un rôle de premier plan dans le développement économique de la province. Cependant, Taschereau n'est pas de cet avis. Il croit que la place et le bien-être des Canadiens français au sein du nouvel ordre industriel dépendent plus de l'éducation que des politiques de l'État québécois en matière de ressources.¹³ Durant la période qu'il occupe le poste de premier ministre (1920-1936), Taschereau va faire la promotion de l'enseignement commercial et technique et effectuer plusieurs réformes dans le secteur de l'éducation

⁸ Quinn, p.38-39.

⁹ Foby, p.165.

¹⁰ *Ibid.*, p.160.

¹¹ *Ibid.*, p.192.

¹² Cité par Vigod, p.167-168.

¹³ Vigod, p.177.

afin de permettre aux Canadiens français d'acquérir les connaissances nécessaires pour percer dans le monde des affaires et dans celui de l'industrie.

L'idéologie nationaliste ne parvient pas, entre 1896 et 1929, à imposer parfaitement son modèle de société, car le pouvoir politique et le pouvoir économique demeurent fidèles aux principes du libéralisme.¹⁴ Cependant, le marasme économique des années 1930 va remettre en question ces principes, ce qui permettra aux nationalistes de mieux faire passer leur message et ainsi d'accroître leur crédibilité non seulement au sein des diverses classes sociales, mais aussi parmi les différents partis politiques.

Depuis longtemps au Québec, les formations politiques préconisant un certain nationalisme sont d'ordinaire bien perçues par l'électorat. On peut penser au Parti canadien de Louis-Joseph Papineau au début du XIX^e siècle ou au Parti national d'Honoré Mercier dans les années 1880. Durant la décennie 1930, plusieurs groupes politiques vont se faire les défenseurs du nationalisme canadien-français soit par conviction, soit par électoralisme, ou par un mélange des deux. C'est pour cette raison que nous avons décidé d'axer notre problématique sur cette interaction entre le nationalisme et les partis politiques. Pour ce faire, la campagne électorale de 1936 servira de champ d'étude. Cette campagne, en plus de coïncider avec la venue d'un parti qui se dit nationaliste, l'Union nationale, se distingue aussi par le trépas d'un régime libéral qui aura existé pendant presque 40 ans. Notre question principale a deux volets: Quels thèmes nationalistes les partis politiques exploitent-ils dans leurs discours électoraux et quel rôle un mouvement de pensée comme le nationalisme a-t-il pu jouer dans l'issue du scrutin?

Analyser la portée électorale du nationalisme peut paraître une tâche audacieuse, comme le souligne le politicologue Léon Dion: "Comment savoir par exemple si ces nationalismes peuvent jamais suffire par eux-mêmes, à assurer la victoire ou la défaite de l'un ou l'autre parti politique? Les raisons qui motivent le vote sont d'ordinaire bien trop complexes: étiquette du parti, personnalité du chef, conjoncture, programme, tout cela déborde amplement la dimension idéologique."¹⁵ Ce que Dion oublie de dire cependant, c'est qu'il est difficile de trouver les facteurs qui ont amené les électeurs à jeter leur dévolu sur un parti plutôt que sur un autre lors d'une élection, étant donné que les informations sur le sujet sont quasi inexistantes. Lorsqu'ils se rendent aux urnes, les votants n'ont pas à faire part des raisons qui les incitent à voter pour tel ou tel parti. On leur demande seulement de faire leur croix sur le nom du candidat qui leur convient. Également, les chercheurs qui s'intéressent aux campagnes électorales qui ont eu lieu il y a 30 ou 100 ans ne disposent pas de sondages ni d'autres sources qui leur permettraient, du moins dans une certaine mesure, de

¹⁴ Linteau *et al.*, p.707.

¹⁵ Léon Dion, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, p.135.

mieux définir le comportement de l'électorat. Ainsi, nous pouvons dire que le manque d'informations constitue un obstacle majeur pour les chercheurs qui désirent cerner les raisons qui ont incité les électeurs à appuyer une formation politique plutôt qu'une autre lors d'une élection. Alors, que le lecteur ne se surprenne guère si plus d'hypothèses que de certitudes ressortent de nos recherches sur le rôle du nationalisme dans le scrutin de 1936.

Avec une problématique comme la nôtre, plusieurs questions s'imposent. Tout d'abord, quelles sont les raisons qui ont poussé l'Union nationale, durant la campagne de 1936, à promouvoir le nationalisme canadien-français tel que formulé par l'élite traditionnelle? Est-ce que le Parti libéral va souscrire à cette idéologie? Sur quels thèmes nationalistes les politiciens insistent-ils le plus et pourquoi? Quelle importance accordent-ils à la question nationale dans leurs discours? Est-ce que Maurice Duplessis va lui-même jouer la carte du nationalisme durant la campagne et, si oui, dans quel but? Comme le nationalisme a pour fonction première de protéger les intérêts des Canadiens français, on peut se demander si les unionistes, en prônant cette idéologie, sont animés d'une certaine anglophobie. Finalement, comment les nationalistes, dont la plupart ne professent que du mépris envers les partis et la politique,¹⁶ ont-ils perçu cette volonté de l'Union nationale d'appliquer une politique conforme à leurs idées? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre tout au long de ce mémoire.

Nous montrerons que les malheurs causés par la crise ont amené les formations politiques (l'Union nationale surtout) à s'engager plus ouvertement sur certaines questions nationales et sociales. D'ailleurs elles préconiseront le même programme qui s'inspire de celui de l'École sociale populaire. Nous constaterons que le nouveau chef du Parti libéral, bien qu'il propose un programme très réformiste durant la campagne afin de montrer à l'électorat que le Parti libéral a fait peau neuve, se garde de promouvoir des mesures nationalistes et évite même d'aborder une question très controversée à l'époque, celle des trusts étrangers.

La plaquette Les fondateurs de l'Union nationale nous permettra de montrer que la formation unioniste affiche un certain nationalisme durant la campagne électorale de l'été 1936. Nous ferons valoir que Duplessis va tenir des propos nationalistes à des fins électorales. De plus, nous verrons que les thèmes nationalistes les plus défendus par l'Union nationale sont, en règle générale, d'ordre économique, car c'est la crise économique qu'il faut combattre. Toutefois, nous constaterons que l'Union nationale, bien qu'elle favorise une politique procanadienne-française, n'est pas anglophobe pour autant. Elle va d'ailleurs promettre à la minorité anglophone de protéger ses

¹⁶ André-J. Bélanger et Vincent Lemieux, "Le nationalisme et les partis politiques", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 22, no 4 (mars 1969), p.551; Vincent Lemieux, *Le quotient politique vrai. Le vote provincial et fédéral au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, p.45.

droits. Nous remarquerons que la question nationale n'est pas un sujet de prédilection pour les candidats unionistes et qu'ils préfèrent dissenter sur les scandales du régime Taschereau.

Il va de soi que le nationalisme ne sera pas le premier instrument de référence pour l'électeur qui se rend au bureau de scrutin, mais nous pourrions prétendre que l'Union nationale, en défendant certains principes de cette idéologie, va se gagner l'appui de certains groupes d'électeurs comme les jeunes et l'élite. Finalement, nous verrons que les nationalistes ont une réaction ambiguë face à cette volonté qu'ont certains politiciens de favoriser une politique nationale. Quelques nationalistes seront confiants et remplis d'espoir face à cette élection. Cet espoir vient principalement du fait que des nationalistes convaincus comme Philippe Hamel, René Chalouit, Albert Rioux et J.-E. Grégoire participent activement à la campagne. Néanmoins, il y a d'autres nationalistes, plus soupçonneux ceux-là, qui aiment mieux ne pas prendre parti et attendre l'issue de l'élection.

La campagne de l'été 1936 n'a pas fait l'objet d'une étude approfondie. Seule une revue s'y est intéressée en 1992 afin de commémorer 200 ans d'élections au Québec. Dans ce texte, Sylvio Dumas nous donne une bonne description des chefs qui s'affrontent, des programmes de chaque parti et des stratégies utilisées.¹⁷ Étant donné l'absence de synthèses sur cette élection, nous nous sommes intéressés à des ouvrages qui touchent aux partis politiques et aux hommes politiques et finalement aux études ayant rapport au phénomène idéologique plus particulièrement au nationalisme.

En ce qui concerne les études reliées aux partis politiques, Vincent Lemieux a fait une analyse de l'évolution du Parti libéral du Québec au XX^e siècle à travers ses relations d'alliance, de rivalité et de neutralité. Cet ouvrage renferme des informations concernant la composition de l'électorat libéral durant les années 1930 qui nous seront fort utiles.¹⁸ L'Union nationale, ce parti adversaire des libéraux qui est engendré par la coalition entre l'Action libérale nationale et le Parti conservateur, a été au centre de plusieurs études. Nous retenons tout particulièrement celle d'Herbert F. Quinn dans laquelle il se sert du nationalisme comme toile de fond afin d'expliquer les circonstances entourant la fondation de l'Union nationale pour ensuite définir l'idéologie de ce parti.¹⁹

Malgré le fait que l'Action libérale nationale ne soit pas dans la course lors de l'élection de 1936, ses idées de réformes influencent tout de même le discours et les programmes des partis politiques qui s'affrontent. Plusieurs chercheurs ont eu de l'intérêt pour ce tiers parti. Cependant,

¹⁷ Sylvio Dumas, "L'élection du 17 août 1936", *La revue électorale*, Québec, Directeur général des élections du Québec, 1992, 63 p.

¹⁸ Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec: Alliances, rivalités et neutralités*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 257 p.

¹⁹ Herbert F. Quinn, *The Union Nationale: Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, 342 p.

nous retenons avant tout l'ouvrage de Patricia Dirks qui s'est intéressé de près à l'existence de cette formation politique principalement durant la période de 1934 à 1936.²⁰ Les relations entre les conservateurs fédéraux et le groupe unioniste durant la campagne, l'intervention des libéraux fédéraux et la méfiance des nationalistes envers Duplessis sont des sujets traités par l'auteur.

Les biographies de chefs politiques nous ont fourni maintes informations. Maurice Duplessis est le sujet de prédilection pour plusieurs chercheurs dont Conrad Black²¹ et Robert Rumilly²² qui ont chacun fait une recherche considérable sur la vie de cet homme. Bien qu'ils soient empreints de partisanerie,²³ les ouvrages de Rumilly et Black nous donnent une bonne description de la campagne faite par Duplessis en 1936. Pour sa part, Bernard L. Vigod s'est attardé sur la vie et la carrière politique de Louis-Alexandre Taschereau.²⁴ Ce qui nous intéresse de son ouvrage, ce sont les dernières années du régime libéral, la conjoncture des années 1930, l'insatisfaction croissante à l'endroit de Taschereau et sa chute qui va mener à la campagne électorale de 1936. Son successeur, Adélard Godbout, a fait l'objet d'une attention toute particulière de la part de Jean-Guy Genest.²⁵ Dans son ouvrage, l'auteur nous présente l'homme, sa vie ainsi que son oeuvre politique. Les idées du chef libéral et la campagne électorale de 1936 y sont étudiées.

Comme on a pu le constater, la dimension idéologique et plus particulièrement le nationalisme revêtent une grande importance dans notre essai. Cette idéologie a fait l'objet de maintes études. Tout d'abord, la pièce maîtresse est l'ouvrage dirigé par Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy dans lequel ils passent en revue les divers courants idéologiques (le nationalisme en particulier) qui ont déferlé sur le Québec au cours des années 1930.²⁶ De son côté, André-J. Bélanger a étudié plus en profondeur les années tumultueuses de 1934 à 1936.²⁷ Bélanger cherche surtout à comprendre comment les tenants du nationalisme ont pris position face à certains événements politiques dont la campagne de 1936 pour ainsi en arriver à la conclusion que les divers courants idéologiques sont apolitiques. Finalement, un autre ouvrage d'importance est celui de Léon Dion qui traite de l'évolution des nationalismes au Québec et de leurs liens avec la politique.²⁸

20 Patricia Dirks, *The Failure of l'Action libérale nationale*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, 199 p.

21 Conrad Black, *Duplessis*, tome I: *L'ascension*, trad. de l'anglais par Monique Benoit, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, 487 p.

22 Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, tome I: *1890-1944*, Montréal, Fides, 1978, 722 p.

23 Voir l'article de René Durocher, "L'histoire partisane: Maurice Duplessis et son temps vus par Robert Rumilly et Conrad Black", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, no 3 (décembre 1977), p.407-426.

24 Bernard L. Vigod, *Taschereau*, trad. de l'anglais par Jude Des Chênes, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1996, 393 p.

25 Jean-Guy Genest, *Godbout*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1996, 390 p.

26 *Idéologies au Canada français, 1930-1999*, publié sous la direction de Fernand Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, 361 p.

27 André-J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises: Le grand tournant de 1934-1936*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, 392 p.

28 Léon Dion, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, 177 p.

En plus des nombreux ouvrages touchant de près ou de loin à l'élection de 1936, nous avons utilisé plusieurs sources manuscrites et imprimées. Au préalable, notre corpus documentaire est composé de documents d'hommes politiques. Dans le clan libéral, Adélard Godbout et Téléphore-Damien Bouchard ont laissé aux Archives nationales du Québec quelques documents. Malheureusement, la plupart de ces documents nous ont été peu utiles.

En plus des papiers personnels de Godbout et Bouchard, nous avons consulté les fonds de Maurice Duplessis et de René Chaloult (Archives nationales du Québec) ainsi que ceux de Philippe Hamel et de Joseph-Ernest Grégoire (Université Laval). Ces hommes se sont présentés sous la bannière unioniste en 1936. Les fonds Hamel, Grégoire et Chaloult seront les plus importants, vu la documentation abondante que nous y retrouvons.

Philippe Hamel, J.-E. Grégoire et René Chaloult sont sans attaches politiques avant de participer à l'aventure de l'Action libérale nationale et ensuite à celle de l'Union nationale. Ils ne sont ni conservateurs ni libéraux. Ce qui les incite à entrer dans la mêlée politique, ce sont les idées réformistes que Gouin en 1935 et ensuite Duplessis en 1936 proposent dans leur programme respectif. Ces idées les séduisent. Mais, quelques jours après le scrutin de 1936, les trois hommes claquent la porte du parti parce que Duplessis renonce à mettre en pratique les principales mesures nationalistes qu'il avait promises sur les tribunes politiques. Par conséquent, on peut dire que Chaloult, Hamel et Grégoire prêtent plus allégeance à une idéologie (le nationalisme) qu'à un parti politique. Maurice Duplessis est donc le seul politicien unioniste, dont nous pouvons consulter les documents, qui n'est pas un disciple du nationalisme à la Lionel Groulx. Malheureusement, les papiers pertinents entourant le thème de l'élection de 1936 sont plutôt rarissimes dans le fonds Duplessis. Également, nous avons consulté les fonds d'archives de quelques nationalistes convaincus qui n'ont pas pris part activement à l'élection. Il s'agit des fonds Lionel Groulx, André Laurendeau et Anatole Vanier (Centre de recherche Lionel Groulx). Nous y avons dépouillé la correspondance que ces nationalistes ont échangée avec Philippe Hamel, Ernest Grégoire et René Chaloult.

Pour ce qui est des sources imprimées, elles se distinguent par leur densité et par un parti pris flagrant pour l'un ou l'autre des partis. De fait, les journaux suivent quotidiennement les chefs et les candidats dans tous les coins de la province afin d'informer la population. Par contre, ils ne font pas seulement donner de l'information, ils expriment ouvertement leurs convictions politiques.²⁹ Cela signifie que les écrits journalistiques deviennent, surtout en période électorale, des armes de combat pour les groupes politiques. Ils vantent les mérites du parti qu'ils favorisent et dénigrent l'adversaire. Le chercheur pourra remarquer le parti pris des quotidiens dans le choix des nouvelles,

²⁹ Il faut rappeler à juste titre que certains quotidiens sont la propriété des formations politiques. *Le Soleil* et *La Tribune* en sont de vibrants exemples.

la composition de la une, le titre des articles et dans les éditoriaux. Pour faire ce mémoire, nous nous sommes surtout servi de quotidiens qui accordent une grande importance à la question nationale, comme Le Devoir, Le Droit et l'Action catholique. Il est bon de souligner que ces quotidiens, à l'exclusion du Devoir, affichent une certaine neutralité lors de la campagne qui nous intéresse.

En plus des journaux, nous avons eu recours à des pamphlets et des brochures. Souvent, au cours d'une campagne électorale, les partis politiques utilisent ce procédé afin de rejoindre une plus grande partie de l'électorat. L'Union nationale emploie cette tactique en 1936 en publiant le Catéchisme des électeurs. Nous utiliserons peu ce document, car il consiste surtout à dénoncer le régime libéral plutôt qu'à faire valoir les idées nationalistes de l'Union nationale. Nous allons plutôt nous intéresser à une autre plaquette que publie la formation unioniste en 1936 et qui a pour titre Les fondateurs de l'Union nationale. Ce document revêt une importance particulière pour nous, car on y retrouve les différents thèmes du nationalisme canadien-français de l'époque.

Avec un corpus documentaire aussi varié, il a fallu trouver une méthode adéquate afin de répondre à notre questionnement et ainsi valider nos hypothèses. La méthode appliquée est celle de l'analyse de contenu de type qualitatif. Nous avons donc fait une analyse des documents en fonction des principaux thèmes nationalistes discutés durant les années 1930. Évidemment, il nous faut au préalable définir le nationalisme canadien-français et les thèmes qui s'y rattachent.

Il nous semble important de souligner ici qu'il aurait été difficile d'utiliser la méthodologie quantitative afin de faire une analyse des thématiques du discours électoral, car les propos des candidats ne sont pas transcrits intégralement dans les journaux. De plus, ces derniers n'accordent pas toujours de l'intérêt aux idées nationalistes exprimées par les hommes politiques. En effet, nous avons pu constater que ce sont généralement les journaux affectionnant le nationalisme qui rapportent les propos nationalistes des politiciens. Ceux pour qui le nationalisme ne revêt pas une grande importance préfèrent rapporter les promesses des candidats ainsi que les invectives que se lancent les deux partis.

Le nationalisme dominant dans les années 1930 est celui de conservation. Ce nationalisme tend à vouloir préserver les valeurs et les traditions canadiennes-françaises. Le sociologue Marcel Rioux nous propose une définition pertinente de cette idéologie de conservation qui, selon lui, domine au Québec de la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à la deuxième grande guerre:

"Elle (idéologie de conservation) définit le groupe québécois comme porteur d'une culture, c'est-à-dire comme un groupe qui a une histoire édifiante, qui est devenu minoritaire, au XIX^e siècle, et qui a pour devoir de préserver cet héritage qu'il a reçu de ses ancêtres et qu'il doit transmettre intact à ses descendants. Essentiellement, cet héritage se compose de la religion catholique, de la langue française et d'un nombre indéterminé de traditions et de coutumes. Le temps privilégié de cette idéologie est le

passé.³⁰

Dans sa thèse sur l'idéologie de l'Action nationale entre 1917 et 1954, Gérald Fortin³¹ a énuméré 167 thèmes qui caractérisent le nationalisme canadien-français. Ces thèmes sont des affirmations faites par les tenants de l'idéologie nationaliste. Pour notre travail, nous avons emprunté les thèmes qui sont défendus par les nationalistes des années 1920 et ceux prônés par l'Union nationale durant la campagne de 1936. Nous avons ajouté à la liste quelques thèmes que nous avons trouvés dans nos recherches et que Fortin n'a pas relevés dans sa thèse. Ensuite, nous avons réparti nos thèmes en 5 catégories. Ces catégories sont: culture canadienne-française, problèmes politiques, mode de vie rural et industrialisation, infériorité économique, et systèmes économiques. Le lecteur remarquera sûrement que parmi les thèmes que nous allons énumérer, certains sont parfois contradictoires. Cette antinomie est compréhensible, puisque les défenseurs du nationalisme canadien-français ne partagent pas toujours les mêmes idées et ne proposent pas toujours les mêmes remèdes pour contrer la crise. En effet, comme le souligne Paul-André Linteau, plusieurs groupes nationalistes ont des conceptions parfois fort différentes de la nation et des moyens, politiques ou autres, les plus aptes à promouvoir ses intérêts.³² Certains nationalistes sont moins traditionalistes que d'autres et vont favoriser l'industrialisation et la nationalisation des trusts alors que les nationalistes plus attachés aux traditions vanteront les mérites de l'agriculture et du mode de vie rural. Il n'en demeure pas moins que le nationalisme des années 1930 se caractérise par son attachement aux valeurs traditionnelles. D'ailleurs, parmi les thèmes que nous allons définir, plusieurs témoignent de cet attachement.

Culture canadienne-française: Nous avons placé dans cette catégorie les thèmes qui ont rapport à la religion et ceux qui ont pour objet de préserver le mode de vie ainsi que les particularités ethniques des Canadiens français. Il est important de souligner que les thèmes ne sont pas placés dans un ordre précis.

- Nous devons imiter le passé.
- La religion est à la base de notre culture.
- Le mode de vie rural est le meilleur qui soit afin de préserver notre culture.
- La défense de la langue et de la religion par des institutions qui conservent cet héritage soit la famille et la paroisse.
- Il faut accroître le taux de natalité au Canada français.
- "L'Action catholique" et "l'Action nationale" sont indissociables.
- Le rôle premier de la femme est celui de mère.

30 Marcel Rioux, "Sur l'évolution des idéologies au Québec", Revue de l'Institut de sociologie, vol.1, (1968), p.111.

31 Gérald Fortin, "An Analysis of the Ideology of a French Canadian Nationalist Magazine: 1917-1954", thèse de doctorat, Ithaca, New-York, Université Cornell, 1956, 251 p.

32 Paul-André Linteau et al., Histoire du Québec contemporain, tome II: Le Québec depuis 1930, nouv. éd. rév., Montréal, Boréal, [1989] (1979), p.114.

- Les femmes ne devraient jamais travailler à l'extérieur du foyer.
- L'américanisme et le matérialisme constituent de grands dangers.
- La famille est menacée par de nouvelles idées.
- Notre littérature devrait être catholique et française.

Mode de vie rural et industrialisation: Nous retrouvons dans ce groupe les thèmes qui exaltent la vie agricole et ceux qui dénoncent ou encouragent la croissance industrielle. De plus, nous y avons placé les thèmes qui condamnent le mode de vie urbain et l'urbanisation. Voici les thèmes nationalistes qui correspondent à cette catégorie:

- L'agriculture et la colonisation sont à la base de notre économie.
- L'industrialisation constitue un danger pour les Canadiens français.
- L'industrialisation rapide et la surindustrialisation sont néfastes,
- L'industrialisation est une bonne chose et devrait favoriser les nôtres (Canadiens français).
- Les villes et le mode de vie urbain sont condamnables.
- L'urbanisation rapide est néfaste.

Problèmes politiques: Dans le sujet "Problèmes politiques", nous avons rassemblé les thèmes qui préconisent l'émancipation du Canada et une plus grande autonomie pour la province de Québec. De plus, nous y avons placé les thèmes qui concernent la séparation du Québec et ceux qui condamnent le système politique en place ainsi que l'esprit de parti. Voici les thèmes retenus:

- L'unité nationale est désirable mais le respect des deux cultures est également nécessaire.
- Les minorités doivent être respectées.
- L'impérialisme anglais est néfaste.
- Le Canada devrait être indépendant.
- L'autonomie provinciale est essentielle.
- Toute centralisation est mauvaise.
- L'esprit de parti est condamnable. (il crée des divisions artificielles parmi les Canadiens français).
- L'action politique est nécessaire.
- La Confédération n'est pas la meilleure solution (un État séparé serait préférable).
- La seule solution serait un État séparé.

Infériorité économique: Dans cette catégorie, nous retrouvons les thèmes qui dénoncent cette situation d'infériorité dans laquelle se trouvent les Canadiens français. Évidemment, nous avons placé aussi dans cette partie les thèmes qui offrent des solutions afin que les Canadiens français puissent reprendre en main leur économie. Voici les thèmes qui correspondent à cette catégorie:

- Nous devons acheter dans les magasins canadiens-français.
- Nous sommes inférieurs sur la scène économique.
- Nous devons garder nos ressources naturelles.
- L'indépendance économique du Québec est désirable.
- Les trusts doivent être matés.

Systèmes économiques: Dans ce sujet, nous avons regroupé les thèmes qui proscrivent certaines

doctrines et qui favorisent l'implantation du corporatisme et du coopératisme. Voici les thèmes que nous avons retenus:

- Le communisme et le socialisme sont condamnables.
- Le libéralisme est condamnable.
- Le capitalisme est condamnable.
- Le corporatisme est le meilleur système économique.
- La coopération est la meilleure arme contre le capitalisme.

De toutes les études que nous avons citées plus haut, il ressort fréquemment des concepts, des notions dont la signification diffère selon l'auteur qui les utilise. C'est pourquoi, en plus de la notion d'idéologie nationaliste et des thèmes qui s'y rattachent, il nous faut définir les différents concepts qui seront utiles et opérationnels tout au long de ce mémoire. Ces concepts sont ceux d'idéologie et d'élite.

Pour ce qui est du terme "idéologie", nous nous basons sur la définition qu'en a donnée le sociologue Guy Rocher : "C'est un système d'idées et de jugements, explicite et généralement organisé, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité et qui, s'inspirant largement de valeurs, propose une orientation précise à l'action historique de ce groupe ou de cette collectivité."³³ Cette idéologie qui représente les intérêts d'un groupe ou d'une collectivité est d'ordinaire une idéologie d'élite. D'ailleurs lorsque l'on regarde les principaux défenseurs du nationalisme conservatiste, on peut se rendre compte de son caractère élitiste. Par conséquent, il nous faut définir le concept d'élite. Toujours selon Rocher: "l'élite comprend les personnes et les groupes qui, par suite du pouvoir qu'ils détiennent ou de l'influence qu'ils exercent, contribuent à l'action historique d'une collectivité, soit par les décisions qu'ils prennent, soit par les idées, les sentiments ou les émotions qu'ils expriment ou symbolisent."³⁴ Pour nous, l'élite renferme des intellectuels, des hommes politiques, des gens de profession libérale, des membres du clergé, des hommes d'affaires, etc.

Cette étude de la campagne électorale de 1936 sera divisée en six parties. Le lecteur remarquera, par la composition de nos chapitres, que nous nous sommes intéressé davantage à l'Union nationale qu'au Parti libéral. Ce choix s'explique du fait que le parti de Maurice Duplessis apparaît nettement plus nationaliste que celui d'Adélard Godbout en 1936.

Le but de notre premier chapitre est de mettre en contexte la campagne électorale. Ainsi, nous décrirons le contexte social, économique, idéologique et politique des années 1930. Nous regarderons

³³ Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale: Regards sur la réalité sociale*, tome III: *Le changement social*, Montréal, Hurtubise HMH, 1969, p.375.

³⁴ *Ibid.*, p.412.

de plus près comment le monde agricole et le monde ouvrier ont vécu le marasme et quels gestes les gouvernants ont posés afin d'y remédier. De plus, nous observerons la montée nationaliste qui se déroule durant cette décennie pour finalement décrire la crise politique que le Québec a connue et qui mènera à la campagne électorale qui nous intéresse.

Dans un second chapitre, nous regarderons de près la campagne des libéraux et surtout de leur chef, Adélard Godbout. Dans la troisième partie, nous nous intéresserons au programme de l'Union nationale et à la plaquette Les fondateurs de l'Union nationale. Nous verrons, dans la quatrième partie, les thèmes nationalistes que défend Maurice Duplessis durant la campagne. La cinquième partie consistera à analyser le discours des candidats nationalistes de l'Union nationale. Aussi, nous tenterons de comprendre pourquoi certains nationalistes sont remplis d'espérance face à cette campagne alors que d'autres sont plus méfiants. Dans le sixième chapitre, nous verrons si le nationalisme a joué un rôle de premier plan dans l'issue du scrutin. Une conclusion générale nous permettra de faire un rappel des grandes lignes de notre travail et de voir si Duplessis, durant ses années à la tête de la province, a appliqué les réformes nationalistes que l'on retrouve dans son programme électoral de 1936.

À première vue, ce plan peut paraître complexe. C'est pourquoi nous croyons qu'il serait utile d'expliquer les raisons qui nous ont poussé à placer nos chapitres dans cet ordre et pourquoi nous avons décidé de diviser notre travail de cette façon. Ce sont surtout les chapitres 2 à 5 qu'il faut justifier, car il est normal que le chapitre 1 serve de mise en contexte et que le dernier s'intéresse aux résultats de la campagne. Nous avons décidé de consacrer un chapitre au Parti libéral afin de bien démontrer que ce parti n'adhère pas à la plupart des idées nationalistes de l'époque. Nous avons cru bon de parler de la brochure Les fondateurs de l'Union nationale dans le troisième chapitre afin de montrer que le parti de Maurice Duplessis affiche un certain nationalisme en 1936. En analysant dans les chapitres 4 et 5 les discours de Duplessis et de ses principaux lieutenants nationalistes, nous démontrerons que ces discours sont, en général, beaucoup moins empreints de nationalisme que la brochure Les fondateurs de l'Union nationale. Si nous avons rédigé un chapitre sur Duplessis et un autre sur les candidats nationalistes, c'est pour voir s'ils prônent les mêmes idées et s'ils usent de la même stratégie. Il aurait été possible de structurer notre mémoire autour des thèmes que nous avons répartis en cinq catégories. Cependant, nous avons cru qu'il serait plus convenable de créer nos chapitres en fonction des partis et des hommes politiques. De cette façon, il nous était possible de mieux analyser le nationalisme préconisé par les deux partis, les chefs et les candidats nationalistes de l'Union nationale.

CHAPITRE PREMIER

UN CONTEXTE PROPICE À UNE MONTÉE DU NATIONALISME

Le Krach boursier du 24 octobre 1929 constitue le point de départ de la grande crise économique qui va secouer le monde durant toute une décennie. Cette dépression, qui dépasse les précédentes par son ampleur et sa gravité,¹ déstabilise non seulement l'économie mondiale, mais également les fondements mêmes de certaines nations. Elle ébranle toutes les facettes de la société telles que le monde du travail, l'action politique et naturellement l'activité économique. En réaction à ce bouleversement, un vaste mouvement de remise en question du capitalisme et du libéralisme est lancé dans plusieurs pays, y compris le Canada. Au Québec plus particulièrement, la dépression provoque une crise sociale qui déclenche à son tour une effervescence idéologique et une crise politique. Bref, tout ce qui correspond à la vie quotidienne devient alors profondément perturbé.

1.1 Une crise économique accompagnée d'une crise sociale

Comme son économie est tributaire des fluctuations universelles étant donné l'importance de ses exportations, le Canada est l'un des pays les plus éprouvés par la dépression. La valeur de ses exportations baisse de 50% de 1928 à 1932 et sa balance commerciale enregistre des déficits inquiétants: +\$120M. en 1929, -\$125M. en 1930, -\$28M. en 1931.² Ce fléchissement des exportations canadiennes entraîne une diminution considérable de l'activité industrielle et contribue ainsi à faire augmenter le nombre de chômeurs. Le commerce et les services sont également victimes de la crise, car

¹ Paul-André Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, tome II: *Le Québec depuis 1930*, nouv. éd. rév., Montréal, Boréal, [1989] (1979), p.12.

² Jean Hamelin et Jean-Paul Moriminy, "La crise", *Idéologies au Canada français, 1930-1939* (publié sous la direction de Fernand Dumont *et al.*), Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p.22-23.

l'accroissement du taux de chômage entraîne une baisse substantielle des revenus et conséquemment de la consommation. Somme toute, l'économie canadienne est entraînée dans une chute qui mènera le pays dans la pire dépression de son histoire.³

Bien que le Québec soit une société industrielle dans les années 1930, l'agriculture continue de jouer un rôle important dans l'économie.⁴ Environ 27% de la main-d'oeuvre francophone travaille toujours dans ce secteur en 1931.⁵ La population agricole, qui s'intéresse principalement à l'industrie laitière et à l'élevage, se situe surtout dans les basses terres du Saint-Laurent et de la Gaspésie ainsi que dans les zones périphériques.⁶

Au moment où la crise frappe le Québec, les cultivateurs en sont évidemment affectés. En plus d'approvisionner en denrées agricoles les villes québécoises, ils ont aussi une clientèle en Angleterre et aux États-Unis. Mais, comme la crise provoque la fermeture des marchés britannique et américain, les agriculteurs doivent essuyer une baisse considérable de leurs revenus. Selon Bernard Vigod, les revenus en argent diminuent à un point tel que les cultivateurs risquent de voir saisir leurs biens hypothéqués.⁷ Ces hommes ne peuvent faire d'emprunts dans les institutions bancaires et le crédit agricole du gouvernement fédéral leur est peu accessible. C'est pourquoi ils demandent l'instauration d'un crédit agricole provincial pour les aider au point de vue financier. L'Union catholique des cultivateurs (UCC)⁸ et différents groupes nationalistes exigeront la mise sur pied d'une telle mesure.

Bien qu'ils se retrouvent dans une situation financière particulièrement difficile durant la crise, les cultivateurs québécois sont toujours munis de biens essentiels à la vie. Ils ont à leur disposition un foyer et sont en mesure de se nourrir grâce à leurs récoltes. Somme toute, ils pratiquent une agriculture de subsistance et sont à même de survivre en période de crise. Aussi, plusieurs d'entre eux profitent de la possibilité, en période hivernale, de se dénicher un emploi dans l'industrie forestière afin d'obtenir un revenu supplémentaire. Mais la dégringolade des exportations des pâtes et papiers entraîne de nombreuses mises à pied dans ce secteur durant les années 1930, de sorte qu'il devient presque impossible pour l'agriculteur de pouvoir décrocher quelques revenus additionnels.

3 Ramsay Cook, "Triomphe et revers du matérialisme, 1900-1945", *Histoire générale du Canada*, (Édition française sous la direction de Paul-André Linteau), Montréal, Boréal, 1990, p.533.

4 Herbert F. Quinn, *The Union Nationale: Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p.33.

5 Everett C. Hughes, *Rencontre de deux mondes: la crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal, Boréal Express, 1972, p. 50; *Recensement du Canada, 1931*, vol. 7, pp. 430, tableau 49.

6 Linteau *et al.*, p.34.

7 Bernard L. Vigod, *Taschereau*, trad. de l'anglais par Jude Des Chênes, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1996, p.235.

8 Quinn, p.50.

En plus de la classe agricole, la crise appauvrit la classe ouvrière qui se retrouve en majorité dans les centres urbains. L'urbanisation a pris de l'importance depuis le milieu du XIX^e siècle. Le Québec de la dépression a 63% de ses habitants qui résident en zone urbaine.⁹ Il faut rappeler que la deuxième phase d'industrialisation, entreprise au début du XX^e siècle, va inciter plusieurs cultivateurs à troquer leur occupation pour celle d'ouvrier. Les salaires plus élevés et les conditions matérielles souvent moins pénibles sont assurément des éléments qui amènent les exploitants agricoles à délaisser la vie rurale pour la vie citadine. Mais lorsque la dépression survient, la ville présente une de ses faces cachées: le chômage.

Dès le début de l'impasse économique, l'industrie, peu importe sa spécialisation, est éprouvée. Les industries qui sont axées sur les biens de consommation sont les moins touchées. Toutefois, on ne peut en dire autant de celles qui exploitent les richesses naturelles. Dans l'industrie des pâtes et papiers, par exemple, la valeur de la production chute de 129 à 56 millions de dollars entre 1929 et 1933.¹⁰ Tout comme l'industrie, le commerce va fonctionner au ralenti durant les années de la crise.

Cette diminution de l'activité industrielle et commerciale ne peut que détériorer la vie économique dans les villes. Montréal est sans contredit la plus touchée. Étant une ville portuaire, la métropole est le point de liaison entre le blé de l'Ouest canadien et l'Europe. Mais la crise va venir bouleverser ce commerce. En effet, Montréal n'exporte plus en 1935 que 31 millions de boisseaux comparativement à 171 millions en 1928.¹¹ En regroupant toutes les industries sans distinction, au plus fort de la crise, la métropole a 30% de sa population qui est sans emploi.¹² Toutefois, elle n'est pas la seule à souffrir des maux qu'engendre la crise. Les petites et les moyennes municipalités, dont la raison d'être se rattache à la présence d'industries axées sur les richesses naturelles, vivent également des années de vaches maigres.

Les industries, aux prises avec une surproduction, n'ont d'autre choix que de recourir au remède le plus efficace pour elles: les mises à pied. Au moment où les administrateurs réalisent que les produits ne sont plus écoulés sur les marchés, ils sont contraints de ralentir la production, ce qui a pour conséquence d'accroître le nombre de chômeurs. Parfois, les administrateurs se voient même dans l'obligation de cesser toute activité. C'est pourquoi les salariés travaillant dans les nombreuses usines seront les plus touchés par la dépression.

Ces gens oeuvrent dans les secteurs de la construction, du textile, de l'industrie forestière, des pâtes et papiers, etc. Peu rémunérés, ils n'ont pu faire d'économies afin de survivre en période de

⁹ *Annuaire statistique / Statistical Year Book*, Édition de 1936, Québec, Redempti Paradis, p.61.

¹⁰ Linteau *et al.*, p.24.

¹¹ *Ibid.*, p.60.

¹² Fernand Ouellet *et al.*, *Canada: Unité et diversité*, Montréal, Holt, Rinehart et Winston Limitée, 1968, p.490.

crise, de sorte que bon nombre d'entre eux se retrouvent dans l'indigence.¹³ Ceux qui parviennent à conserver leur emploi doivent subir une réduction de salaire pouvant aller de moitié. Il est bon de souligner que les prix baissent également durant cette période.

Cette masse ouvrière, qui se distingue par sa pauvreté, est en majeure partie constituée de Canadiens français. Ces derniers n'occupent pas une position d'envergure dans la destinée économique de leur province puisque ce sont les étrangers, détenteurs de capitaux, qui investissent dans le développement industriel. La minorité anglophone détient donc des fonctions prestigieuses et mieux rémunérées dans le monde de l'industrie alors que la majorité canadienne-française se limite généralement aux travaux manuels. Everett C. Hughes dessine un bon portrait de la place qu'occupe la majorité canadienne-française dans le monde industriel québécois: "Les Canadiens français constituent une forte majorité dans l'ensemble des employés de l'industrie. C'est dans les rangs des ouvriers qu'on en retrouve en plus grand nombre, leurs rangs s'éclaircissant à mesure que l'on monte des ateliers vers les bureaux pour se dégarnir éventuellement tout à fait si l'on élève dans l'échelle hiérarchique."¹⁴

Si l'opinion publique, dès le début des années 1930, délaisse le laisser-faire pour se rapprocher de l'intervention étatique,¹⁵ il en est autrement pour le gouvernement Taschereau. En effet, ce dernier, bien que conscient des difficultés financières des agriculteurs et de la misère dans laquelle se retrouve une grande partie de la classe ouvrière, préfère rester fidèle à sa politique de laisser-faire. Le premier ministre Taschereau n'a jamais adopté la théorie keynésienne suivant laquelle les gouvernements pouvaient enrayer eux-mêmes une crise économique.¹⁶ Aussi, un bon nombre de politiciens (dont Taschereau) estiment que cette dépression va prendre la même tournure que les crises antérieures, pour ensuite se résorber avec le temps. Mais, par la gravité et la longévité de ce marasme, les hommes politiques commencent à déchanter et n'ont d'autre choix que de réviser leur tir. Dès lors, ils seront contraints de mettre au rancart la politique de laisser-faire qu'ils vénèrent tant, car le chômage, qui a toujours été considéré comme un problème à la fois temporaire et individuel, prend une dimension sociale.¹⁷

Afin d'aider les nombreux chômeurs, le gouvernement québécois, malgré son hostilité à l'idée de s'immiscer dans des domaines qu'il n'a presque jamais touchés, met sur pied un vaste programme de travaux publics. Avec l'appui financier du gouvernement fédéral et de plusieurs municipalités, il embauche de nombreux chômeurs pour effectuer certains travaux, surtout dans le domaine de la

13 Linteau *et al.*, p.16.

14 Hughes, p.88.

15 Vigod, p.267.

16 *Ibid.*, p.233.

17 Linteau *et al.*, p.79.

voirie.¹⁸ En 1932, les conditions économiques se détériorent à un point tel que Taschereau donne son accord pour que l'aide fédérale passe des travaux publics aux «secours directs».¹⁹ Cela signifie que l'État va accorder de l'argent aux chômeurs sans obtenir de travail en échange, principe qui va à l'encontre de la pensée libérale de l'époque. D'ailleurs, l'État québécois va utiliser ce palliatif à regret, afin de porter secours financièrement aux plus démunis pour qu'ils puissent payer le loyer, la nourriture et le chauffage. Même si ce secours est salutaire pour les moins nantis, il va de soi que c'est une situation très humiliante pour eux d'avoir à quémander pour combler des besoins aussi essentiels.

Depuis la Confédération, les différents gouvernements provinciaux ont consacré des sommes substantielles à la colonisation. Mais avec la montée de l'industrialisation, la colonisation a été peu à peu mise au rancart. Toutefois, durant les années 1930, on assiste à un renversement des tendances. La colonisation devient un élément qui pourrait, du moins, contribuer à la diminution du taux de chômage. Sur la terre, le minimum vital serait assuré pour les nouveaux colons.

Ce retour à la terre, fortement recommandé par les mouvements religieux et nationalistes, fera presque l'unanimité au sein de la société québécoise des années 1930. Bien qu'il ne soit pas impressionné par la colonisation comme solution à la crise économique,²⁰ Taschereau se doit de présenter quelques mesures invitant des citoyens à retourner sur les terres. Le gouvernement fédéral donne le ton par son Plan Gordon de 1932 qui accorde une somme de 600\$ au chômeur désireux de s'établir sur une terre. Toutefois, ce plan s'adresse surtout aux chômeurs nécessiteux de sorte que le projet du gouvernement d'Ottawa est beaucoup plus une oeuvre de charité qu'un plan de colonisation.²¹ Au Parlement de Québec en 1935, Irénée Vautrin, ministre de la Colonisation, élabore un vaste projet colonisateur. Il alloue une somme de \$10 millions afin d'établir les nouveaux colons. Ainsi, diverses primes seront offertes pour la construction de maisons, pour le défrichement, etc.

En somme, le gouvernement québécois, qui préconise avec tant d'ardeur l'industrialisation, se voit dans l'obligation de proposer une politique encourageant le retour à terre. Il s'avère difficile pour le régime de mettre de côté l'expansion industrielle pour retourner à un principe qui le laisse froid. On peut donc penser que c'est la crise et la pression politique²² qui vont pousser Taschereau et son gouvernement à mettre sur pied un plan de colonisation en 1935.

¹⁸ Robert Lahaise, *La fin d'un Québec traditionnel, 1914-1939*, tome 1: Histoire. *Du Canada à "Notre État français"*, Montréal, l'Hexagone, 1994, p.136.

¹⁹ Vigod, p.235.

²⁰ *Ibid.*, p.240.

²¹ Antonin Dupont, *Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau, 1920-1936*, Montréal, Guérin, 1972, p.288.

²² Vigod, p.240.

Cette politique de retour à la terre n'a pas eu l'impact escompté puisque la colonisation, comme remède au chômage, n'a jamais été organisée sur une grande échelle et sur des bases solides.²³ De plus, un certain nombre de chômeurs, n'ayant pas la vocation agricole, ont préféré continuer de vivre en milieu urbain. Malgré tout, les programmes d'aide à la colonisation, élaborés par les gouvernements fédéral et provincial, ont incité plusieurs familles urbaines à s'établir en milieu rural. Selon Paul-André Linteau, entre 42 000 à 54 000 personnes vont délaisser la ville pour la campagne.²⁴ Les nouveaux colons vont s'établir dans les régions de l'Abitibi, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, du Bas-du-fleuve et de la Gaspésie.

1.2 Une crise sociale suivie d'une montée du nationalisme

Le malaise social engendré par la dépression de même que l'entêtement du gouvernement québécois à préconiser un libéralisme pur et dur, entraînent une effervescence idéologique et surtout une recrudescence du nationalisme canadien-français dans la province. Ce nationalisme réagit fortement à la misère humaine et en vient à contester la pensée libérale de même que certains aspects du capitalisme. Afin d'enrayer la crise, plusieurs tenants de cette idéologie et divers mouvements d'action catholique préconisent l'implantation d'un corporatisme social.

1.2.1 Un nationalisme souvent en conflit avec la société moderne

Ce nationalisme, dont l'importance devient nettement plus significative durant les années de la grande dépression, est véhiculé par l'élite canadienne-française. Cette élite comprend, entre autres, des intellectuels, des membres de la petite bourgeoisie et des hommes d'Église. Lionel Groulx sera le chef de file du mouvement nationaliste durant les années 1920 et 1930. A priori, il est bon de signaler que, contrairement au nationalisme de Henri Bourassa, celui de Groulx et de la plupart de ses adeptes s'applique principalement au Canada français. Bref, pour l'abbé Groulx, historien et nationaliste convaincu, le Canada français représente la nation à défendre et à promouvoir.

Lionel Groulx expose ses idées nationalistes dans la revue *l'Action française* dont il devient le rédacteur en chef. Les craintes formulées par l'historien dans ses écrits durant les années 1920 deviennent d'actualité dans la société québécoise des années 1930. En d'autres mots, les effets de la crise comme le chômage et la pauvreté en particulier apportent des arguments de poids à la thèse nationaliste. Mais en quoi consiste le nationalisme des années 1930 et qu'est-ce qu'il conteste?

²³ Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXIII: *La plaine du chômage*, Montréal, Fides, 1961, p.74.

²⁴ Linteau *et al.*, p.41.

Dès le début de la dépression, les nationalistes ainsi que la population canadienne-française tentent de trouver les responsables de la crise. C'est un comportement fort compréhensible, car lorsqu'un malheur survient, l'être humain a le réflexe de chercher un coupable. Et comme la crise est d'abord et avant tout économique, il est normal que le nationalisme se préoccupe en grande partie de cette dimension.

Tout d'abord, la première cause de la crise, selon les milieux nationalistes et cléricaux, est d'ordre moral. En effet, l'idéologie nationaliste tend à incriminer ce côté malsain du libéralisme économique qui engendre le matérialisme et l'individualisme; des valeurs somme toute opposées à la moralité chrétienne. D'ailleurs, Groulx subordonne les questions économiques à la morale:²⁵

"Nous l'avons dit dès le début: un programme d'action économique se rattache étroitement à des problèmes d'ordre moral. N'étant pas une fin, l'action économique ne saurait absorber toutes les activités d'un peuple, ni prendre la première place dans ses pensées. Pour rester dans la ligne de la bienfaisance et d'un sain réalisme, un programme de cet ordre doit tenir compte de l'équilibre et de la subordination des choses... La subordination de notre effort économique à nos intérêts intellectuels et moraux."²⁶

Par cette conception de l'économie, il n'est pas étrange de constater que l'industrialisation et l'urbanisation, qui sont les corollaires du libéralisme économique, seront placées au banc des accusés par les tenants de l'idéologie nationaliste.

Pour le milieu nationaliste, ce n'est pas l'industrialisation qui est condamnable, mais la surindustrialisation. Ce dernier thème s'applique lorsque l'industrie prend une plus grande importance que l'agriculture dans le fonctionnement de l'économie de la province. Selon les nationalistes, une politique colonisatrice plus vaste pourrait à la fois servir de remède à la crise et permettre un rétablissement de l'équilibre entre le monde industriel et le monde agricole.

Aussi, l'élément anglo-saxon, qui serait à l'origine de cette surindustrialisation, sera naturellement mis au pilori. Il devient capital pour les nationalistes de combattre ces étrangers qui dominent le secteur économique au détriment de la majorité canadienne-française. Ainsi, l'antagonisme contre le capital étranger s'accompagnera d'un antagonisme contre les anglophones qui sont propriétaires de la grande industrie.²⁷

Il n'en est pas autrement pour la communauté juive, de plus en plus vilipendée par les nationalistes. Pour ces derniers, les Juifs sont aussi responsables que les anglophones de ce

²⁵ Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1977, p.249.

²⁶ Cité par Jean-Pierre Gaboury, *Le nationalisme de Lionel Groulx. Aspects idéologiques*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970, p.163.

²⁷ Bernard Saint-Aubin, *Duplessis et son époque*, Montréal, La Presse, p.84-85.

capitalisme abusif qui a donné naissance à la crise. Groulx les décrit comme des matérialistes sans scrupule, animés par la seule soif du gain monétaire et qui exploitent les Canadiens français.²⁸ Bien que le passage qui va suivre ait été écrit en 1954, il reflète bien l'opinion que Groulx et d'autres nationalistes se sont faite des Juifs durant les années 1930:

"En outre, je n'ai pas à vous apprendre quel problème soulève le Juif, dans notre vie économique. Sa passion ou plutôt son ambition de dominer en ce domaine, excite en lui une extraordinaire faim de monopole. Il ne se contente pas d'être un rival. Son manque de discernement fait de lui un conquérant qui écrase. Vous en avez un exemple dans la récente institution de ces épiceries à chaîne qui sont en train de ruiner tout le petit commerce canadien-français."²⁹

Dans ses propos, Groulx nous ouvre les yeux sur un autre phénomène engendré par le libéralisme économique: la monopolisation. Cet accaparement du marché est synonyme d'un nom honni par le Canada français et qui sera la source, selon les nationalistes, de tous les maux occasionnés par la crise: il s'agit du trust. Ce dernier, nous le retrouvons surtout dans le domaine des richesses naturelles, de sorte qu'il règne en roi et maître dans les secteurs du charbon, des pâtes et papiers et de l'électricité. De tous ces trusts, celui de l'électricité sera le plus combattu et le plus controversé au cours des années 1930. Philippe Hamel et Téléphore-Damien Bouchard seront les chefs de file de l'offensive lancée contre ce trust.

Il y a aussi la petite entreprise canadienne-française qui se sent lésée, car elle ne peut rivaliser avec la grande entreprise étrangère. Dans une économie où l'élément anglo-saxon impose les règles du jeu, toute une petite bourgeoisie canadienne-française se démène afin de survivre: "Sur 22 108 entreprises, 47% sont anglophones, 40% francophones et 13% appartiennent à des allophones. Cependant les entreprises anglophones représentent 86,6% de la puissance financière alors que les entreprises canadiennes-françaises n'en représentent que 12%."³⁰

Les nationalistes ne s'insurgent pas seulement contre la domination économique étrangère dans leur propre province. Ils craignent également que le développement industriel et la présence étrangère constituent une menace pour la survivance de la langue française et de la religion catholique. Un ouvrier à l'emploi d'une compagnie anglo-saxonne doit se soumettre à la langue de son employeur. Il doit vivre dans un contexte totalement différent du sien. Comme la ville est l'endroit où la présence anglaise est la plus manifeste, les nationalistes traditionalistes incitent la population citadine à retourner dans un monde rural où la langue française et la religion catholique prédominent.

²⁸ Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, l'Hexagone, 1986, p.95.

²⁹ Lionel Groulx à M. Lamoureux, 19 novembre 1954 ; cité par Gaboury, p.36.

³⁰ Monière, p.264.

Ainsi, comme nous l'avons affirmé dans notre introduction, le nationalisme des années 1930 est d'abord et avant tout un nationalisme de conservation et de protection des valeurs canadiennes-françaises ainsi que des institutions qui les symbolisent comme la famille et la paroisse. Dans ce cas-là, l'urbanisation ainsi que l'industrialisation ne peuvent que porter atteinte à ce vouloir de conservation. Cependant, ce ne sont pas tous les nationalistes qui vont vanter les mérites de l'agriculture et de la société rurale. Certains croient que le développement industriel serait une bonne chose si les Canadiens français y jouaient un rôle de premier plan. En d'autres mots, il y a des nationalistes qui s'accommoderaient bien d'une société moderne, si elle était leur.³¹

Il ne faut pas voir dans l'idéologie nationaliste une volonté de répudier entièrement le capitalisme, mais bien de le réformer et surtout d'en empêcher les abus. C'est ce que désire un Philippe Hame! lorsqu'il s'attaque aux trusts.³² Il ne s'agit pas non plus de détruire le libéralisme, car le nationalisme traditionaliste favorise la liberté de l'individu et la présence de l'entreprise privée. Les tenants de l'idéologie nationaliste vont seulement suggérer des réformes souvent inspirées des encycliques pontificales et proposer une nouvelle doctrine: le corporatisme.

1.2.2 Les encycliques : une inspiration. Le corporatisme: une solution

Le nationalisme traditionaliste se caractérise par son aspect foncièrement religieux. Pour Groulx et ses confrères, au centre de l'idéologie nationaliste se trouve le catholicisme. L'un et l'autre sont indissociables et doivent coexister afin d'atteindre les objectifs nationaux. Dans ces conditions, on comprend que les nationalistes puisent une large part de leurs idées dans les encycliques pontificales telles que *Rerum Novarum* (1891) de Léon XIII et *Quadragesimo Anno* (1931) de Pie XI.

D'une part, *Rerum Novarum* conteste conjointement le socialisme, vu son côté profondément anticlérical, et le libéralisme économique, qui préconise une absence quasi complète de l'État au plan économique. Les principales préoccupations de Léon XIII dans cette encyclique sont d'ordre social. Il déplore l'exploitation du travailleur au profit de l'employeur et demande que l'État intervienne afin de soutenir et d'encadrer la classe ouvrière et les indigents. Mais de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années de la grande dépression, les réformes proposées par le pape et ses critiques concernant le capitalisme industriel auront peu d'impact sur la pensée catholique dans la province.³³ Il faut souligner qu'au moment où Léon XIII fait part de ses réflexions dans *Rerum Novarum*, la majorité de la population québécoise habite toujours en milieu rural. Donc, le Québec n'est pas encore vraiment aux prises avec les problèmes sociaux, soulevés par le pape, qui affectent

³¹ Fernande Floy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal, 1993, p.86.

³² Richard Weatherston, "A Reformist-Nationalist Political Opposition to Maurice Duplessis: 1936-1939", mémoire de maîtrise, Ottawa, Université d'Ottawa, 1981, p.10.

³³ Quinn, p.55.

les sociétés urbanisées.

D'autre part, le message pontifical de 1931 intitulé *Quadragesimo Anno* obtient une plus grande attention, vu les problèmes économiques et sociaux qui frappent le monde occidental. Dans le Québec industrialisé des années 1930, les milieux cléricaux et nationalistes seront plus attentifs à ce message qu'à celui de 1891. Tout comme son devancier, Pie XI accorde une place privilégiée aux questions à caractère social et, par le fait même, réprouve le libéralisme économique ainsi que le socialisme. Ce qui retient l'attention dans cette encyclique, c'est la volonté du pape de favoriser une plus grande égalité des richesses. Il déplore le fait qu'une infime minorité vive dans l'opulence alors que la majorité, elle, se retrouve dans l'insuffisance: "Il n'en reste pas moins vrai que l'existence d'une immense multitude de prolétaires d'une part, et d'un petit nombre de riches pourvus d'énormes ressources d'autre part, atteste à l'évidence que les richesses créées en si grande abondance à notre époque d'industrialisme sont mal réparties et ne sont pas appliquées comme il conviendrait aux besoins des différentes classes."³⁴

En utilisant de tels propos, Pie XI donne un sérieux coup de main aux nationalistes de la province de Québec. En effet, il fait mention de ce que les nationalistes dénoncent depuis tant d'années, à savoir le monopole de la richesse par une minorité d'individus. Les propositions de *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno* trouveront donc une oreille attentive dans les milieux ecclésiastiques et nationalistes canadiens-français durant les années de la grande dépression.

De plus, les hommes d'Église et bon nombre de nationalistes acceptent l'idée proposée par Pie XI d'implanter les assises du corporatisme social. Selon eux, cette doctrine pourrait exprimer le juste milieu entre le capitalisme pur et dur et le socialisme. Toujours fidèles à l'harmonie entre le capital et le travail,³⁵ les nationalistes et les clercs désirent que patrons et ouvriers, travaillant dans le même champ d'activité, soient regroupés dans une corporation ou organisation professionnelle afin de faire prospérer leur secteur et ainsi promouvoir le bien commun. À la tête de toutes ces corporations, il y aura le Conseil économique qui, en collaboration avec les gouvernants, tentera de régler les problèmes d'ordre économique. "À la démocratie parlementaire source de dissensions, le corporatisme substituerait ainsi une société unanime, où chaque individu, imprégné de la mystique nationale, se préoccuperait et en même temps profiterait de l'harmonie et de la prospérité générales."³⁶

À partir des recommandations pontificales, quelques ecclésiastiques élaborent un ensemble de

³⁴ Pie XI, *Quadragesimo Anno*, 1931, p.13.

³⁵ Roy, p.85.

³⁶ Linteau et al., p.119.

mesures pour remédier à la crise et instaurer un ordre nouveau. Après une première ébauche, ils demandent à quelques laïcs d'en faire un programme plus complet. Ceux qui auront à remplir cette tâche proviennent de différents milieux, mais adhèrent à la même idéologie: le nationalisme. À partir de leurs réflexions et de leurs recommandations, apparaît en 1933 le Programme de restauration sociale.

Dès les premières lignes de ce programme, on prétend diagnostiquer l'origine de la crise: "Nous croyons (...) que les causes principales de la crise sont d'ordre moral et que nous les guérirons surtout par le retour à l'esprit chrétien."³⁷ Tout en offrant une solution catholique de remplacement au socialisme,³⁸ le programme propose quelques mesures à saveur réformiste et d'autres plus conservatrices. La restauration rurale, la fermeture des frontières canadiennes à l'immigration et l'achat chez-nous sont les mesures les plus conservatrices.

Dans les propositions un peu plus progressistes, on demande entre autres à l'État d'instaurer une politique sociale d'envergure afin de venir en aide à l'ouvrier. Au plan politique, on désire un système politique moins corrompu en exigeant qu'aucun ministre ne soit administrateur d'une entreprise industrielle, commerciale ou financière. La mesure la plus nationaliste de ce programme est sans contredit celle qui propose la nationalisation des trusts. Finalement, le programme propose la création d'un conseil économique qui aura la tâche d'élaborer une politique économique et sociale en collaboration avec les gouvernements. Évidemment toutes ces réformes devront être chapeautées par un État corporatiste et catholique.

En somme, le Programme de restauration sociale a pris naissance grâce à toute cette effervescence idéologique qui se produit dans le Québec des années 30. Par ses idées réformistes et conservatrices, ce programme propose des changements d'envergure qui reçoivent un accueil favorable chez les jeunes et les nationalistes en particulier. Comme nous le verrons, les deux partis politiques qui s'affrontent en 1936 vont même s'en inspirer.

1.2.3 Le dévouement d'une jeunesse à l'égard du nationalisme: le cas des Jeune-Canada

Depuis longtemps, l'idéologie nationaliste a une portée tangible sur les Canadiens français et plus particulièrement sur la jeunesse. Probablement l'aspect contestataire du nationalisme et son désir d'une plus grande affirmation nationale aiguillonnent les jeunes à le promouvoir. Toujours est-il que la jeunesse canadienne-française va s'exprimer durant les années 30. Elle subit durement les

37ANQ, Fonds René Chalouit, b.3, ch. 2.3.6, Programme de restauration sociale #2, 1933, p.1.

38 Susan Mann Trofimenkoff, Visions nationales: Une histoire du Québec, trad. de l'anglais par Claire et Maurice Pergnier, Ville Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1986, p.329.

contrecoups de la crise. Les études complétées, les occasions d'être à même d'exercer sa profession se font rares, comme le souligne Gérard Filion à son ancien camarade de collège, Léopold Lamontagne:

"Que faire en sortant des Hautes études commerciales en 1934? C'est la crise à son plus creux. Sur vingt-huit finissants, un seul, et ce n'est pas moi, trouve un emploi, les autres doivent bricoler. C'est ce que je fais durant un an. Ce fut le moment le plus pénible de ma vie. On a la réputation d'avoir été un élève brillant, on a eu la naïveté de le croire, et on débouche dans le vide; rien à faire, rien à gagner."³⁹

En somme, toute une jeunesse voit ses ambitions et ses espoirs pratiquement réduits à néant. Seulement, elle n'a pas l'intention d'en rester là. Elle s'agite et décide de s'associer au nationalisme de l'époque, idéologie qui semble lui convenir. Que le Canadien français puisse jouer un rôle plus considérable dans la vie économique de sa province, qu'il puisse préserver sa langue et ses valeurs françaises sont des visées nationalistes qui ne peuvent que mobiliser une jeunesse à la recherche d'un idéal.

Cet engouement d'une partie de la jeunesse pour les nationalistes est manifeste et ces derniers le lui rendent bien. En effet, les nationalistes dont Lionel Groulx s'intéressent vivement à la jeunesse et ils tentent par tous les moyens de la charmer et de la convaincre du bien-fondé de leurs idées. Groulx, dans ses nombreux discours, n'a d'autres yeux que pour cette jeunesse et met en elle toutes ses espérances. De leur côté, les jeunes trouvent en l'abbé Groulx un personnage exaltant. L'intransigeance des idées de l'historien, l'éloquence du propagateur les captivent.⁴⁰ Bref, plusieurs affinités et une admiration réciproque incitent les nationalistes et les jeunes à se solidariser. Cela va conduire à la formation d'un mouvement de jeunes fort remarqué à l'époque.

En réaction contre les iniquités continues dont sont victimes les Canadiens français, comme l'affectation d'anglophones à des postes gouvernementaux (fonctionnaires fédéraux), quelques étudiants de l'Université de Montréal, sous la recommandation de l'abbé Groulx, prennent la décision de se manifester. Dès lors, les Jeune-Canada apparaissent dans le vaste champ idéologique des années 30. Fondé en 1932, c'est un mouvement jeune, dynamique, qui a à son gouvernail André Laurendeau, Gérard Filion et Pierre Dansereau. Dans leur manifeste, publié dans Le Quartier Latin de l'Université de Montréal en novembre 1932 et énoncé au cours d'une assemblée au Gesù le mois suivant, ils réclament ce que l'abbé Groulx, Philippe Hamel et plusieurs autres nationalistes revendiquent depuis belle lurette.

Ces jeunes, qui sont en quête d'un monde meilleur, n'ont pas envie d'être soumis à un petit

39 "Présentation de Gérard Filion à la Société royale par Léopold Lamontagne", Mémoires de la Société royale du Canada, section française, no 18, 1963-1964, p.11; cité par Fernand Dumont, "Les années 30: la première Révolution tranquille", Idéologies au Canada français, 1930-1939 (publié sous la direction de Fernand Dumont et al.), Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p.15.

40 Gaboury, p.79.

nombre d'Anglo-Saxons dans leur propre province comme le sont leurs contemporains et leurs prédécesseurs. D'ailleurs, le mouvement des Jeune-Canada n'éprouve que colère et mépris à l'égard de ses aînés, à l'exception d'Édouard Montpetit, de l'abbé Groulx et d'Esdras Minville.⁴¹ Dans leur manifeste, les Jeune-Canada tentent de raviver toute une jeunesse afin de mettre un terme à la domination étrangère:

"Nous faisons donc appel à la jeunesse, à toute la jeunesse de notre race (...) Que dans tous les domaines de la vie nationale, le souci s'éveille, ardent de reconquérir les positions perdues, de faire meilleur l'avenir. C'est à un vaste labeur: intellectuel, littéraire, artistique, scientifique, économique, national que nous, les jeunes, sommes conviés par les exigences de notre temps. Souvenons-nous que nous ne serons maîtres chez nous qui si nous devenons dignes de l'être."⁴²

Les Armand Lavergne, Lionel Groulx et Esdras Minville sont ravis de voir une jeunesse qui adhère à l'idéologie nationaliste et qui veut prendre ses responsabilités. De plus, le mouvement des Jeune-Canada est fort bien accueilli par la masse et naturellement par les jeunes. Il recueille 75 000 signatures en guise d'appui à ses opinions. Toujours désireux de propager ses idées, le mouvement continue de tenir des rassemblements au Césu et au Monument national où il obtient de francs succès.

Les sorties deviennent encore plus véhémentes à l'égard de ceux qui entravent l'épanouissement du Canada français. Les étrangers reçoivent leur part de reproches. Les politiciens ne sont pas épargnés non plus; ils deviennent "les éternels ennemis de la race" parce qu'ils favorisent les divisions de parti plutôt que l'unité canadienne-française.⁴³ Ainsi la devise des Jeune-Canada et de tous les mouvements nationalistes devient: "Cessons donc d'être bleus, blancs ou rouges pour être simplement Canadiens français."⁴⁴

En plus des discours prononcés sur les estrades, les Jeune-Canada s'efforcent de toucher le plus de gens possible par l'utilisation de tracts sur des sujets variés à caractère évidemment nationaliste. Les solutions qu'ils offrent sont similaires à celles d'un Lionel Groulx ou d'un Esdras Minville. En d'autres mots, les Jeune-Canada ne proposent rien de nouveau et ressassent les mêmes thèmes chers aux prédicateurs nationalistes de l'époque.⁴⁵ Toutefois, ils vont être les dignes représentants d'une jeunesse insatisfaite de ses aînés et de ses institutions.

41 Mason Wade, Les Canadiens français de 1760 à nos jours, tome II: 1911-1963, trad. de l'anglais par Adrien Venne, Ottawa, Le Cercle de livre de France, 1963, p.326.

42 Cité par Wade, p.326.

43 Wade, p.326-327.

44 Tract no 3 des Jeune-Canada, p.15; cité par Lucienne Fortin, "Les Jeunes-Canada" (sic), Idéologies au Canada français, 1930-1939, (publié sous la direction de Fernand Dumont et al.), Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p.222.

45 Denis Chouinard, "Les Jeune-Canada. Un mouvement contestataire des années 30", mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1984, p.161.

1.3 Une crise économique et une effervescence idéologique qui mènent tout droit à une crise politique

Les partis politiques canadiens et québécois ne sont pas à l'abri des contrecoups qui sont occasionnés par le marasme économique. Au Québec, la crise intensifie les pressions faites auprès des politiciens, par les défenseurs de l'idéologie nationaliste, afin que soient mis en pratique certains de leurs principes. Toutefois, un régime emprisonné dans le libéralisme comme celui de Taschereau ne peut qu'être hostile à cette requête. En revanche, quelques politiciens, principalement ceux de l'opposition, accordent une attention toute particulière aux idées nationalistes et tenteront de les défendre et d'en être les porte-parole. Par conséquent, de nouveaux partis, arborant les couleurs du nationalisme canadien-français, apparaissent dans le portrait politique du Québec. Ces partis (l'Action libérale nationale et l'Union nationale) tenteront d'évincer Taschereau du pouvoir afin, promettent-ils, de mettre en pratique les principales mesures nationalistes qu'ils préconisent.

1.3.1 Un parti nationaliste voit le jour: l'Action libérale nationale

Dans la première moitié de la décennie, le gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau est fortement blâmé par les nationalistes et évidemment par l'opposition parlementaire pour son immobilisme. On lui reproche également d'être le protecteur des trusts. En 1934, le gouvernement Taschereau provoque même le mécontentement parmi ses propres membres. En effet, quelques jeunes libéraux (dont Calixte Cormier, Fred Monk, Jean Martineau, Roger Ouimet et Paul Gouin) sont insatisfaits de leur chef et du libéralisme qu'il préconise. Ces jeunes se donnent comme objectif de réformer les bases du Parti libéral qui ne cadrent plus avec la réalité québécoise des années 1930. En d'autres mots: "The original plan (...) was to reform the Liberal party from within by forcing it to shift to the left in its economic and social policies and by persuading it to adopt a more nationalistic philosophy."⁴⁶

Le groupe Gouin se rend compte au printemps de 1934 qu'il aura du mal à changer quoi que ce soit dans le Parti libéral puisque la vieille garde préfère s'en tenir au bon vieux libéralisme. Dès lors, le groupe prend ses distances vis-à-vis de son parti d'origine et devient l'Action libérale.⁴⁷ Les jeunes libéraux récalcitrants feront de l'Action libérale un parti politique en août 1934.

Ces jeunes, originaires en grande partie de Montréal, se mettent à la recherche d'alliés. Ils prennent contact avec plusieurs nationalistes de la région de Québec, tels Philippe Hamel, René Chaloult et Ernest Grégoire, qui voient d'un très bon oeil l'émergence d'un nouveau parti. Mais ceux-

⁴⁶ Quinn, p.48.

⁴⁷ Richard Lapointe, "La politique au service d'une conviction. Philippe Hamel: deux décennies d'action politique", mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1987, p.31.

ci sont peu enclins à y adhérer, car ils favorisent davantage un parti d'action nationale plutôt que libérale. Paul Gouin greffe alors le mot "national" au nom "Action libérale" afin d'attirer des hommes qui d'abord et avant tout défendent des principes nationalistes.⁴⁸ Malgré ce geste, Philippe Hamel ne souscrit pas au parti, avant avril 1935, au moment où Gouin soumettra l'idée de l'étatisation pure et simple du trust de l'électricité.

Dans son manifeste publié à l'été 1934, l'ALN affirme que la crise est attribuable en grande partie à la mauvaise distribution dans le domaine économique, à l'avidité de la haute finance et aux abus de toutes sortes qui se sont glissés dans l'application du régime démocratique.⁴⁹ Et la meilleure façon d'y remédier, c'est de mettre en pratique les principes formulés dans le Programme de restauration sociale de 1933. Le retour à la terre, la primauté de l'agriculture, l'écrasement de la dictature économique qui tyrannise les Canadiens français, une politique moins corrompue et la volonté d'une politique sociale d'envergure consolidée par un corporatisme: voilà les thèmes qui préoccupent les membres de l'ALN.

Pour pouvoir appliquer son programme, l'ALN doit effectuer au préalable une tâche considérable, soit terrasser le régime libéral qui perdure depuis presque 40 ans. Pour l'ALN, l'ennemi public numéro un c'est le premier ministre libéral. Tous les reproches lui sont adressés tandis que l'opposition conservatrice est complètement ignorée. D'ailleurs, les chefs de l'ALN ont donné instruction à leurs membres de ne pas faire mention du Parti conservateur dans leurs discours et de ne rien dire qui serait susceptible d'être interprété comme une attaque directe à l'endroit de Duplessis.⁵⁰ Ce dernier donne la même instruction à ses membres à l'endroit de l'ALN, car il est d'opinion "qu'il vaut mieux ne pas manifester d'antipathie à l'égard du mouvement anti-Taschereau dont plusieurs dirigeants lui paraissent absolument sincères."⁵¹ Ce prétendu respect entre les deux formations politiques laisse présager la coalition qu'elles formeront le 7 novembre 1935.

Les actionnistes et les conservateurs ont des carences énormes à pallier s'ils veulent obtenir du succès contre les libéraux. De son côté, le parti dirigé par Paul Gouin a un fâcheux problème: il est dépourvu de fonds. Sa pauvreté peut s'expliquer par les 119 assemblées, les conférences à la radio et la publication de son journal La Province.⁵² Avec tous ces appels au peuple, il est indéniable que les

48 Patricia Dirks, The Failure of L'Action libérale nationale, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, p.43.

49 AUL, Fonds Joseph-Ernest-Grégoire (ci-après FJEG), b.1, d. L'Action libérale nationale (1934-1939), Manifeste de l'Action libérale nationale, 1934.

50 Dirks, p.56.

51 ANQ, Fonds Maurice-Duplessis (ci-après FMD), bobine no1, Maurice Duplessis à Jean M. Carrette, 13 novembre 1934.

52 Robert Rumlily, Histoire de la province de Québec, tome XXXV: Chute de Taschereau, Montréal, Fides, 1966, p.56.

fonds diminuent rapidement. Afin de poursuivre ses activités, le parti se voit dans l'obligation, en septembre 1935, de faire une campagne de souscription publique. En dépit du succès obtenu par cette campagne, les difficultés financières de l'ALN demeurent sérieuses lorsque Taschereau déclenche les élections le 30 octobre.⁵³ En plus d'une insuffisance de fonds, les membres de l'ALN sont dépourvus d'expérience et n'ajoutent plus foi en leur réussite de battre le gouvernement Taschereau lorsqu'ils apprennent la déconfiture des Stevenistes lors de l'élection fédérale de 1935.⁵⁴

La situation de Duplessis et des conservateurs n'est guère meilleure. En plus de manquer d'organisation et de crédibilité, ils assistent à la déroute des conservateurs fédéraux.⁵⁵ En somme, il n'y a rien pour ranimer les espérances disparues depuis des années chez les conservateurs provinciaux. Dans le camp adverse, le premier ministre annonce, le 30 octobre 1935, la tenue d'une élection provinciale pour le 25 novembre suivant, désirant ainsi miser sur la victoire éclatante des libéraux fédéraux.

Dès cet instant, plusieurs militants actionnistes et conservateurs exercent des pressions sur leurs chefs respectifs afin de faire coalition contre les libéraux. Ce qui facilite les négociations, c'est que les deux partis présentent un programme similaire. En effet, l'ALN n'a pas le monopole des idées nationalistes et réformistes au plan politique après 1934. Les conservateurs, lors de leur convention tenue à Sherbrooke en 1933, ont élaboré un programme qui ressemble sensiblement à celui de l'École sociale populaire.⁵⁶

Ces négociations vont mener à un accord le 7 novembre 1935 qui aura comme objectif d'évincer du pouvoir Louis-Alexandre Taschereau et sa clique. Les deux chefs signent deux accords, un privé et l'autre public. L'accord privé ne diffère de l'accord public qu'en précisant le nombre de candidats pour chaque parti; 25 à 30 pour les conservateurs et le reste pour les actionnistes. De plus, si l'Union nationale remporte la victoire, Maurice Duplessis devient premier ministre et Paul Gouin aura la tâche de nommer les ministres. Ainsi, l'Union nationale Duplessis-Gouin prend forme et Taschereau n'a qu'à bien se tenir.

⁵³ Patricia Reid, "Action libérale nationale (1934-1939)", mémoire de maîtrise, Kingston, Queen's University, 1966, p.118.

⁵⁴ Henry Herbert Stevens, ministre démissionnaire du gouvernement Bennett (1930-1935), fonde le Parti de la Reconstruction. Ce parti, à l'instar de l'Action libérale nationale, fait une lutte acharnée aux trusts. Lors de l'élection fédérale de 1935, Stevens présente deux cents candidats. Il sera le seul élu. (Reid, p.126.)

⁵⁵ En effet, les conservateurs subissent une défaite écrasante face aux libéraux lors des élections de 1935. Ils perdent 98 des 137 sièges qu'ils avaient obtenus en 1930. (Conrad Black, *Duplessis*, tome I: *L'ascension*, trad. de l'anglais par Monique Benoit, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, p. 162.)

⁵⁶ Dirks, p.56.

1.3.2 L'élection de 1935 et ses conséquences: la volonté plus significative d'une politique nationale et le chant du cygne d'un régime.

L'alliance Duplessis-Gouin, par le vent de fraîcheur qu'elle apporte et par les propos résolument nationalistes et réformistes qu'elle affiche, fait flèche de tout bois lors de la campagne électorale de 1935. Duplessis et Gouin abreuvent de critiques et parfois d'injures le régime Taschereau, coupable de tous les péchés dont celui d'être le serviteur des trusts. Alors que Duplessis taxe le gouvernement libéral de fourberie et de corruption, Gouin, tout en préconisant une politique agricole et colonisatrice d'envergure, propose que le Canada français recouvre possession de son économie et mette un terme à cette centralisation des richesses destinée uniquement à une poignée d'individus, étrangers par surcroît. Ces allégations ne peuvent que donner satisfaction à bon nombre de fervents nationalistes tels que Philippe Hamel et Ernest Grégoire qui voient en la libération économique du Canada français, le salut d'un peuple. De plus, les vues que préconise la coalition ne peuvent que persuader différents groupes comme les mouvements de jeunesse, les organisations catholiques, patriotiques et agricoles, les syndicats catholiques et les associations de marchands et d'hommes d'affaires canadiens-français à afficher ouvertement leurs couleurs. Toutes ces organisations sont censées être neutres en politique, mais elles seront fortement nationalistes et opposées à la politique d'industrialisation libérale.⁵⁷

Chez plusieurs membres du clergé, on est ravi de voir l'Union nationale s'inspirer abondamment des propositions formulées dans le Programme de restauration sociale. D'ailleurs, certains d'entre eux vont même jusqu'à prendre position publiquement et ainsi contribuer vivement à la cause unioniste durant la campagne. C'est ce qui se produit avec l'abbé Édouard-Valmore Lavergne qui prononce des sermons à saveur nettement électoraliste et fustige le groupe ministériel.⁵⁸ Au même moment, l'abbé Pierre Gravel appuie ouvertement le candidat unioniste dans Mégantic, Tancrede Labbé. Il explique le motif de son intervention dans une déclaration largement teintée de nationalisme: "Comme c'était son devoir devant les abus des trusts, le clergé a tendu la main aux pauvres, aux humbles parce que des traîtres à notre religion et à notre race s'étaient unis à des capitalistes étrangers pour faire peser sur nous une misère épouvantable. Nous n'avons pas fait de calcul politique."⁵⁹

À l'instar du clergé, la jeunesse se mobilise derrière la coalition. Les Jeune-Canada ont de toujours préféré se tenir loin de la politique. Mais en 1935, ils changent leur fusil d'épaule. D'abord

⁵⁷ Quinn, p.61-62.

⁵⁸ Dupont, p.321.

⁵⁹ Cité par Rumilly, Histoire de la province de Québec, tome XXXV, p. 95.

hésitants à donner ouvertement leur appui à Paul Gouin et aux forces de l'opposition, ils finiront cependant par entrer dans la mêlée dans l'espoir de voir le gouvernement libéral battu.⁶⁰ Toutefois, cette collaboration sera assez limitée, car elle ne fait pas l'unanimité au sein du mouvement. Malgré les réticences des Jeune-Canada à prendre part à cette campagne, nous pouvons croire qu'une partie de la jeunesse canadienne-française perçoit dans l'alliance cette planche de salut qui est susceptible de déloger un gouvernement trustard pour instaurer un gouvernement national.

Comme nous pouvons le remarquer, la nouvelle coalition, par ses options nationalistes et réformistes, possède des alliés de taille en vue de faire une lutte efficace. Quant au Parti libéral, il ne jouit pas d'une si grande popularité. Sa complicité avec les trusts, qui est l'équivalent du mot "corruption" à l'époque, paraît encore plus irrecevable en temps de crise et soulève de plus en plus la désapprobation. À maintes reprises, les candidats libéraux sont chahutés et les désordres dans les assemblées sont monnaie courante. La force de ce mécontentement populaire, Taschereau et ses acolytes vont s'en rendre compte véritablement lors du jour du scrutin, le 25 novembre 1935.

En effet, l'issue de la campagne correspond suffisamment bien à la tournure qu'elle a prise le 7 novembre. Les libéraux enlèvent la victoire, mais avec une très mince majorité. Ils s'emparent de 48 sièges tandis que l'alliance Duplessis-Gouin en enlève 42 dont 26 détenus par les actionnistes et 16 par les conservateurs. Si les libéraux ont pu se maintenir au pouvoir, c'est grâce aux comités ruraux qui les appuient depuis des décennies.

C'est une victoire morale pour la coalition puisqu'elle est parvenue à ébranler le colosse libéral qui se maintient au pouvoir depuis presque quarante ans. Cependant, elle n'a pas l'intention de s'endormir sur ses lauriers. Dans les jours qui suivent sa victoire morale, elle organise des rassemblements un peu partout dans la province afin de dénoncer les pratiques électorales peu catholiques qu'a utilisées le Parti libéral durant la campagne. À la radio, les discours s'élèvent d'un ton et les diatribes se font de plus en plus virulentes contre Taschereau et son gouvernement.

À la législature en mars 1936, l'animosité entre les deux camps s'intensifie. En Chambre, la tactique de l'opposition consiste à faire entrave aux projets de loi que le gouvernement envisage d'adopter, pour forcer la tenue d'une nouvelle élection générale. Dans ce genre de procédé, le taciturne Paul Gouin est éclipsé par le combatif et volubile Maurice Duplessis.

Les nombreuses informations que Duplessis obtient concernant des irrégularités dans le gouvernement l'incitent à convoquer le Comité des comptes publics, inactif depuis presque une

⁶⁰ Chouinard, p.121.

dizaine d'années.⁶¹ Ce comité, qui s'ouvre le 7 mai 1936, sera le théâtre de révélations autant scandaleuses que dramatiques qui auront un impact considérable chez la population. Le frère du premier ministre qui empêche les intérêts des sommes versées par le gouvernement à la banque ou un ministre qui se sert de la voiture de son ministère à des fins personnelles sont quelques exemples d'esclandres qui exaspèrent une masse appauvrie par la crise. Par de telles révélations, Duplessis devient, aux yeux de la masse et de la députation unioniste, l'homme intègre qui proscrit la corruption, l'injustice et le favoritisme. Il est conscient que la corruption d'un régime est plus rentable électoralement que tous les principes nationalistes. D'ailleurs, nous verrons plus loin que, durant la campagne de 1936, il va disserter davantage sur les scandales des libéraux que sur ses idées nationalistes.

Pendant que Duplessis dévoile une kyrielle de scandales au Comité des comptes publics, le gouvernement libéral adopte, à l'Assemblée législative, la loi des pensions de vieillesse qu'il a repoussée pendant neuf ans.⁶² Belle tactique pour ramener la population à de meilleurs sentiments, mais il est trop tard. Le premier ministre est trop impopulaire pour continuer à diriger les affaires de l'État. Il a été, avec les trusts, le bouc émissaire d'une crise. Le 11 juin 1936, Taschereau et son gouvernement démissionnent. Adélard Godbout, ministre de l'Agriculture, devient premier ministre et annonce la tenue d'une élection générale pour le 15 août 1936. Les libéraux ont jeté leur dévolu sur Godbout parce qu'il n'a pas été éclaboussé par les scandales des comptes publics et parce qu'il est susceptible de rallier les ex-libéraux élus sous la bannière de l'ALN.⁶³

Évidemment, les membres de la coalition expriment leur joie lorsqu'ils apprennent que Taschereau a remis sa démission et que le nouveau premier ministre a annoncé des élections pour le mois d'août. Mais les frictions entre les deux chefs de la coalition mettent rapidement fin aux réjouissances. Duplessis, par l'enquête des comptes publics, s'est imposé comme le véritable chef. Il est alors en position de force comparativement à un Paul Gouin beaucoup plus effacé. Lors du renouvellement de l'entente entre les deux formations politiques en vue de la campagne d'août, le chef conservateur désire présenter 60 candidats au lieu de 30. Paul Gouin est hostile à cette idée et choisit de retirer l'ALN de la coalition, à la grande joie de Duplessis qui ne croit pas en un parti bicéphale.

Le chef conservateur sait également que la plupart des députés de Gouin lui sont acquis.⁶⁴ D'ailleurs au caucus de juin 1936, 33 députés, dont 18 conservateurs et 14 actionnistes, se rangent

⁶¹ Saint-Aubin, p.110.

⁶² Black, p.210.

⁶³ Jean-Guy Genest, *Godbout*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1996, p.96.

⁶⁴ Saint-Aubin, p.114.

derrière lui.⁶⁵ Parmi eux, nous retrouvons des députés nationalistes comme Philippe Hamel, Oscar Drouin et Ernest Grégoire. Ces derniers considèrent le député de Trois-Rivières plus apte à réaliser leurs objectifs. Hamel, dont la raison d'être en politique est largement liée à ses projets de réforme en hydroélectricité, ne peut que souscrire à l'Union nationale qui propose les mêmes réformes qu'en novembre 1935.

Ainsi, la campagne de 1936 sera l'affaire de deux partis politiques au visage passablement transformé. D'un côté, les libéraux avec leur nouveau chef et plusieurs jeunes figures tenteront de présenter un parti renouvelé depuis le départ de Taschereau. De l'autre côté, l'Union nationale, parti exclusivement provincial, renferme dans un seul et même parti des conservateurs, des libéraux, des actionnistes et des nationalistes. Paul Gouin et ce qui reste de son parti préféreront rester à l'écart de cette campagne.

Ce chapitre nous a permis non seulement de mettre en contexte la campagne électorale de 1936, mais également de démontrer que le nationalisme connaît un nouvel essor lors des années 1930. Ce regain de l'idéologie nationale et les malheurs sociaux causés par la crise vont faire prendre conscience aux partis politiques que l'époque du laisser-faire est révolue et qu'ils doivent, s'ils veulent être élus, proposer des réformes économiques et sociales tout en manifestant le désir de gouverner en fonction des intérêts des Canadiens français.

⁶⁵ Black, p.217.

CHAPITRE II

UN PARTI LIBÉRAL QUI SE VEUT PLUS RÉFORMISTE QUE NATIONALISTE

Le 11 juin 1936, à peine huit mois après le dernier scrutin, l'électorat québécois apprend qu'il devra de nouveau se rendre aux urnes. Tout au long des chauds mois de juillet et août 1936, il sera courtisé par les orateurs unionistes et libéraux. Il devra rendre son jugement le 17 août.¹ De leur côté, les formations politiques, dès la divulgation de la tenue d'une élection générale, commencent à fixer les bases de leur organisation respective.²

Le Parti libéral, en quête d'une nouvelle identité, se métamorphose profondément à l'aube de la campagne de 1936. Si cette formation politique, sous Louis-Alexandre Taschereau, n'a jamais démontré un grand enthousiasme envers le programme de l'École sociale populaire,³ il en est autrement pour le Parti libéral sous la direction d'Adélard Godbout. Afin de soumettre à l'électorat une plate-forme électorale répondant aux besoins du moment, le nouveau premier ministre décide de souscrire, en partie, au programme de l'ÉSP qui "garde toute son actualité et son emprise sur l'élite québécoise au moment où sont déclenchées les élections générales de 1936."⁴ Cependant, nous verrons que le nouveau Parti libéral, même s'il manifeste un certain penchant pour des réformes, n'affiche pas pour autant les couleurs du nationalisme canadien-français.

1 Il était entendu que l'élection devait avoir lieu le 15 août 1936. Mais comme les Juifs ne peuvent voter durant cette journée de fête hébraïque, Godbout reporte la date de la votation deux jours plus tard, soit le 17 août. Il est bon de souligner que le vote des Juifs était acquis au Parti libéral depuis 1891. (Jean-Guy Genest, *Godbout*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1996, p.96.)

2 "Calme apparent dans le monde politique", *La Presse*, 1er juillet 1936, p.1.

3 Herbert F. Quinn, *The Union Nationale. Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p.63.

4 Sylvio Dumas, "L'élection du 17 août 1936," *La Revue électorale*, Québec, Directeur général des élections du Québec, 1992, p.3.

2.1 Un Parti libéral qui remet en question son libéralisme

Les abus dévoilés devant le Comité des comptes publics ébranlent sévèrement le Parti libéral. Cependant, le départ du patriarche Taschereau et l'arrivée du jeune Godbout procurent une bouffée d'air frais à un parti longtemps considéré comme sclérosé. Âgé de 44 ans, le nouveau premier ministre, qui est agronome de profession, représente le comté de L'Islet à l'Assemblée législative depuis 1929. Tribun hors pair et jouissant d'une réputation sans taches, il est respecté de tous. Même un nationaliste comme Gérard Filion parle de lui avec déférence:

"M. Godbout a de l'intelligence, du sens politique, de l'entregent et du courage. Il est très au fait de la situation de l'agriculture dans la province, encore qu'il affiche par tactique un optimisme de mauvais aloi. Nous le croyons patriote et sincèrement dévoué aux intérêts de la nation canadienne-française; ce qui lui donne un grand avantage sur son prédécesseur. Il est né terrien et il l'est resté; il incarne donc dans une certaine mesure le meilleur élément de notre population, ce qu'il a de plus stable, de plus sensé, de plus traditionaliste et partant de plus français. M. Godbout, c'est dans un tas d'immondices, la perle précieuse que le parti libéral a découverte et avec laquelle il cherche à éblouir l'électorat le 15 août prochain."⁵

Cette perle précieuse n'a pas la tâche facile lorsqu'elle prend le gouvernail du navire libéral, qui est en pleine perdition. Par surcroît, Godbout doit composer avec le défaitisme qui règne chez les membres du parti. En effet, la campagne apparaît comme une marche vers la défaite. On ne se fait guère d'illusion, il s'agit d'éviter le pire.⁶ Godbout ne se laisse pas abattre pour autant. Dès sa nomination à titre de premier ministre, il s'emploie à restaurer son parti.

Le premier geste en ce sens se produit le 27 juin 1936 au moment où le chef du gouvernement dévoile la composition de son cabinet ministériel. Pour la formation de ce cabinet, un principe a prévalu: présenter un visage neuf.⁷ C'est la raison pour laquelle, à l'exclusion de cinq membres du gouvernement précédent, le cabinet ministériel est constitué essentiellement de jeunes ministres, presque tous sans expérience et à la réputation immaculée. Par ce rajeunissement du personnel politique, la stratégie électorale devient alors tangible chez les libéraux: il faut présenter un parti modernisé tout en cherchant à faire oublier à l'électorat le nom de "Taschereau" et les scandales qui l'accompagnent.

Puisque le gouvernement se dit nouveau, il s'ensuit que son programme politique soumis au jugement de l'électorat soit également nouveau. Conscient du mécontentement général envers le système économique et de ce désir très répandu de réformes sociales,⁸ le Parti libéral décide de prendre part au mouvement réformiste de l'époque. En agissant ainsi, il devra renoncer, en partie, au

⁵ Gérard Filion, "M. Godbout", *La Terre de chez-nous*, 17 juin 1936, p.3.

⁶ Genest, p.94.

⁷ *Ibid.*, p.95.

⁸ Quinn, p.68.

libéralisme économique et social défendu depuis des années par Louis-Alexandre Taschereau.

Dès juin 1936, la transition idéologique commence à se matérialiser lorsque le nouveau chef libéral expose, par le truchement de la radio, une plate-forme électorale axée sur la colonisation et l'agriculture. En plus de consacrer une somme de 55 millions pour favoriser la colonisation, le chef libéral promet d'électrifier les campagnes, de faire quelques rectifications au système de crédit agricole fédéral afin qu'il soit plus accessible aux agriculteurs canadiens-français et, finalement, de verser diverses primes pour la production et la fabrication de certains produits agricoles. Bien qu'il propose de nombreuses réformes agraires, le Parti libéral ne délaisse pas pour autant le monde ouvrier. Il lui promet entre autres d'établir le salaire minimum, de permettre à l'accidenté de choisir son médecin et de substituer des travaux de secours aux secours directs.

En matière de politique administrative, Godbout s'engage à mettre sur pied une commission d'enquête qui aura le mandat de faire la lumière sur les nombreuses irrégularités qui se sont produites dans les services de l'administration provinciale. Il a également l'intention d'assainir les mœurs électorales, d'abroger l'infâme loi Dillon de 1931 qui rend très difficiles les contestations d'élections⁹ et de faire en sorte que les différents membres du cabinet ministériel ne soient pas en même temps administrateurs de sociétés qui entretiennent des relations d'affaires avec le gouvernement provincial.

La plate-forme libérale est assez bien perçue par les éditorialistes. Chez la presse indépendante, les sentiments sont partagés. Léopold Richer, dans Le Droit, affirme que le programme Godbout, malgré son manque d'originalité, est un bon programme. Cependant, l'éditorialiste, à l'instar de Georges Pelletier¹⁰ du Devoir, reproche au chef libéral de proposer des mesures qu'il a lui-même combattues lorsqu'il était ministre dans l'administration Taschereau. Pour sa part, l'Action catholique félicite le Parti libéral ainsi que l'Union nationale d'avoir proposé des programmes qui s'inspirent de celui de l'ÉSP. De leur côté, les quotidiens libéraux parlent du programme Godbout avec enthousiasme et écrivent que le gouvernement libéral amènera l'ordre nouveau tant recherché. Quant à la presse unioniste, elle accuse le chef des "Rouges" d'avoir copié la plate-forme électorale de l'Union nationale.¹¹ Dans le journal La Province, organe de l'Action libérale nationale, Oscar Gatineau, tout en estimant que le programme libéral a une assez bonne apparence, laisse supposer qu'il a été préparé par des stratèges qui avaient surtout en vue de se

⁹ Richard Jones, "Le Journal: 1929-1932", Idéologies au Canada français, 1930-1939 (publié sous la direction de Fernand Dumont et al.), Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p.170.

¹⁰ Georges Pelletier, "Le ministère des sosies", Le Devoir, 25 juillet 1936, p.1.

¹¹ Il faut mentionner que les programmes de l'Union nationale et du Parti libéral se ressemblent sensiblement puisqu'ils s'inspirent des idées proposées dans le Programme de restauration sociale de l'ÉSP.

sauver eux-mêmes plutôt que de sauver la province.¹²

Lors de son premier discours radiophonique, le premier ministre fait un condensé des six années de crise que le Québec a vécues:

"Six années d'inquiétude, pendant lesquelles chacun de nous s'est trouvé perdu en lui-même, comme si un trop grand nombre de problèmes avaient brouillé son regard intérieur, cette longue période de malaise a détruit bien des choses que nous pensions durables, mais elle a mis à leur place les éléments d'une renaissance, les cadres d'une société nouvelle, la matière de la cité future."¹³

Cette reconnaissance des torts occasionnés par la dépression et, par conséquent, ce désir de créer un ordre nouveau vont inciter le chef libéral à baser sa doctrine politique sur des principes plus humains: "(...) je suis décidé à ce que la doctrine politique au nom de laquelle nous nous battons et au moyen de laquelle nous tenterons de mettre de l'ordre dans la vie économique et sociale de la province de Québec, soit fondée sur les principes humains les mieux éprouvés."¹⁴ Il affirme également dans quel sens il entend orienter sa nouvelle doctrine:

"Il me semble (...) qu'après avoir pesé avec sérieux les causes de tous les maux qui ont fondu sur les nations depuis quelques années, un chef d'État qui a eu le bonheur de grandir dans l'atmosphère d'une nation catholique, ne doit pas hésiter à déclarer fermement que c'est dans le sens chrétien, je dirai même dans le sens de la rechristianisation qu'il a le devoir de pousser la doctrine qui sera à la base de son action sociale."¹⁵

Ainsi, par une doctrine fondée sur les principes humains et par l'application d'une politique chrétienne et sociale, le chef libéral cherche à mettre en pratique un bon nombre d'idées proposées par l'Église et les nationalistes. Tout d'abord, il s'interroge sur le rôle tenu par le capitalisme. Au moment où il rend publique la version définitive de sa plate-forme électorale le 5 juillet, le premier ministre égratigne au passage le capitalisme: "Il est possible que la plus grande puissance de notre époque, celle de l'argent, ait outrepassé ses droits et faussé son propre rôle."¹⁶ Plus loin dans son discours, il revient sur le sujet: "Le capital anonyme, indispensable dans un pays qui n'a pas construit tout son outillage économique et d'ailleurs dans tout pays d'exportation qui subit la concurrence de l'étranger, le capital anonyme est assujéti dans notre province à une loi qui, par la force des choses, est devenue impuissante en certain cas à réprimer les abus."¹⁷

Donc, sans vouloir la disparition du capitalisme, Godbout estime que ce système doit être

¹² Oscar Gatineau, "Le programme Godbout", *La Province*, 11 juillet 1936, p.4.

¹³ ANQ, Fonds T.-D.-Bouchard (ci-après FTDB), b.48, ch.10, Pamphlets électoraux 1927-1943, "Avec Godbout est venue l'heure du cultivateur, de l'ouvrier et de la jeunesse," p.1.

¹⁴ "Godbout expose ses principes et son plan d'action", *Le Soleil*, 19 juin 1936, p.16.

¹⁵ *Ibid.*, p.3.

¹⁶ L'hon. M. Godbout annonce l'abrogation de la loi Dillon", *Le Canada*, 6 juillet 1936, p.2.

¹⁷ *Ibid.*, p.2.

assaini et son rôle mieux défini. Quand il parle d'abus du capitalisme, il vise surtout cet accaparement de la richesse par une classe au grand dam de celles qui sont moins bien nanties. Afin d'enrayer un tel phénomène, le député de L'Islet est d'avis que l'État doit protéger les droits légitimes de chaque citoyen et spécialement ceux des moins fortunés.¹⁸

Tout en croyant que la prospérité doit être bâtie sur l'entente entre tout le monde,¹⁹ le premier ministre veut favoriser l'harmonie entre le capital et le travail afin d'éliminer les luttes de classes et ainsi recouvrer la paix sociale. Même s'il promet d'éviter autant que possible les ingérences inutiles dans les relations entre patrons et ouvriers,²⁰ le chef libéral garantit que l'État verra à ce que ces derniers décrochent un salaire convenable. Afin d'y parvenir, il faut, selon Godbout, un capitalisme plus civilisé qui permettra à la classe ouvrière, qui se distingue par sa pauvreté, de recevoir sa part de profit: "Le capital est nécessaire au développement de la province et l'expansion des industries du Québec est impossible sans lui, mais le capitalisme doit accorder à l'ouvrier une juste part de bénéfices."²¹ En plus de se préoccuper du bien-être de la classe laborieuse, Godbout se dresse contre les concessions faites par l'État aux grandes entreprises: "Depuis plusieurs années on a fait fausse route en consentant des avantages excessifs aux compagnies et aux industries."²² Le premier ministre s'efforce donc de montrer, dans ses discours, que son parti est plus préoccupé à voler au secours de la classe laborieuse que de la grande industrie. En agissant ainsi, Godbout désavoue en partie la politique d'industrialisation de son ancien chef.

De plus, la crainte du communisme incite les membres du Parti libéral à s'intéresser encore davantage à la classe ouvrière. À l'instar de l'Église et des nationalistes, les libéraux considèrent que le communisme est une menace bien réelle et non pas une appréhension sans fondement. Pour Godbout et ses candidats, cette idéologie peut endoctriner une classe populaire sans le sou et désespérée. Afin d'écarter toute menace communiste, le chef libéral soutient: "Contre les communistes qui veulent répandre leur doctrine parmi nos classes laborieuses, j'emploierai (sic) l'arme la plus logique qui soit en leur enlevant leur argument principal: la misère dans les classes populaires."²³

Donc, le programme libéral propose d'établir une politique sociale afin de favoriser une redistribution beaucoup plus équitable des richesses et pour recouvrer la paix sociale disparue depuis le commencement de la crise. Afin d'y parvenir, Godbout est persuadé qu'il faut appliquer à

18 "Godbout expose ses principes et son plan d'action", *Le Soleil*, 19 juin 1936, p.16.

19 "L'hon. Godbout est acclamé à Lévis", *La Patrie*, 3 août 1936, p.4.

20 "Programme d'action sociale et politique de M. Godbout", *Le Soleil*, 6 juillet 1936, p.1.

21 "M. J.-F. Pouliot appuie l'hon Adélar Godbout", *La Tribune*, 7 août 1936, p.7.

22 "Le premier ministre aborde les Cantons de l'Est avec confiance", *La Presse*, 25 juillet 1936, p.3.

23 "Le programme libéral élève une barrière au communisme", *La Patrie*, 28 juillet 1936, p.4.

sa politique les principes chrétiens dans toute leur intégrité.²⁴ Si l'on fait fi des principes chrétiens, dira-t-il, nous tombons sous la coupe du mauvais capitalisme source des pires malheurs sociaux, ou nous nous abandonnons au communisme(...).²⁵ Ce genre de propos ressemble grandement à ceux tenus par le pape Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo Anno*, publié en 1931.

2.2 Un Parti libéral très peu nationaliste

Dans la partie précédente, nous avons établi que le Parti libéral, à la veille du scrutin de 1936, se métamorphose sur le plan idéologique. Dorénavant, une politique chrétienne et sociale est à l'ordre du jour. En dressant une telle politique, le premier ministre entend agir conformément aux idées proposées dans les programmes de l'École sociale populaire et de l'ALN. Cependant, nous verrons que le chef libéral se garde de promouvoir les mesures nationalistes que l'on retrouve dans ces programmes.

Bien qu'il évite d'arborer les couleurs du nationalisme canadien-français, Adélard Godbout emploie le mot "national" à quelques reprises, durant la campagne, pour qualifier son programme. Toutefois, il ne faut pas y voir une volonté de combattre les trusts ou de défendre les valeurs canadiennes-françaises. Pour le premier ministre, le terme "national" traduit son ambition de mettre en pratique une politique qui vise le bien-être de l'ensemble de la population québécoise: "Nous avons un programme national parce qu'il a en vue le bien de toutes les classes de la société et parce qu'il veut le développement de toute la province."²⁶

Afin que cette politique "nationale" se concrétise, il est requis, selon le chef libéral, que le gouvernement provincial collabore avec celui d'Ottawa. À Saint-Hyacinthe le 12 juillet, il affirme: "Je suis libéral à Ottawa comme à Québec, plus même, (...) parce que le fédéral tient dans ses mains toute la politique agricole des départements provinciaux."²⁷ Puisque le gouvernement fédéral a un plus grand pouvoir décisionnel dans certains domaines reliés de près à l'économie de la province, les Canadiens français, selon Godbout, vont tirer profit d'une coopération entre les deux paliers de gouvernement. Il faut rappeler que ce sont les libéraux qui occupent le pouvoir à Ottawa, ce qui incite davantage les libéraux provinciaux à vouloir coopérer avec le fédéral.

Il nous semble donc opportun de connaître le point de vue du Parti libéral sur la question de l'autonomie provinciale. Tout d'abord, le parti n'insiste pas beaucoup sur le sujet. La campagne de

²⁴ "Godbout expose ses principes et son plan d'action", *Le Soleil*, 19 juin 1936, p.16.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ "Le premier ministre répond à MM. Rioux et Gagnon", *L'Événement*, 25 juillet 1936, p.39.

²⁷ 2 belles assemblées marquent le début de la lutte électorale", *Le Soleil*, 13 juillet 1936, p.3.

1936, comme celle de 1935, porte assez peu sur ce thème.²⁸ Le Parti libéral apparaît encore à ce moment comme un parti autonomiste qui tient à ce que le gouvernement fédéral s'abstienne d'intervenir dans des champs de compétence provinciale.²⁹ Mais Godbout ne prend pas véritablement position sur la question et sa volonté d'une étroite complicité avec ses collègues d'Ottawa nous permet de penser que, contrairement à son prédécesseur, il ne considère pas l'autonomie de la province menacée.

Nous avons montré dans notre chapitre initial que le trust de l'électricité est blâmé pour tous les maux et décrié avec force par les milieux nationalistes. Le Parti libéral, durant la campagne de 1936, s'efforce d'échapper à cette polémique. Selon Herbert F. Quinn: "The Liberal leader refrained from making a direct attack on the large corporations and business interests (...)."³⁰ Bref, on se garde de combattre les trusts. Dans leur programme, les libéraux ne s'engagent qu'à faire pression auprès des services publics pour que les tarifs d'électricité soient plus abordables et promettent de recourir à la concurrence d'État après avoir épuisé tous les moyens d'arriver au but.³¹ L'objectif premier de cette mesure est de faire réduire les tarifs d'électricité et non pas de promouvoir la thèse qu'il est fondamental de combattre les trusts afin que les Canadiens français puissent tirer profit de leur richesse naturelle la plus importante. En somme, il n'y a rien de nationaliste dans cette mesure.

Nous avons vu plus haut que les nationalistes, tout en combattant les trusts étrangers, sont indignés de voir qu'un petit nombre de francophones seulement se retrouve à la tête des industries. Les représentants du Parti libéral semblent être conscients de ce problème. Wilfrid Gagnon, ministre libéral de l'Industrie et du Commerce, aborde, dans sa causerie du 13 juillet 1936, le problème de l'infériorité économique des Canadiens français:

"On a reproché aux Canadiens français leur infériorité économique dans un pays qu'ils ont défriché et conquis; on s'est étonné de ce qu'ils avaient abandonné les principales sources de richesse; on s'est demandé pourquoi ils ne s'étaient pas assurés les postes de commande. Et (sic) bien, Mesdames et Messieurs, si cette infériorité existe en fait, elle ne vient pas de nous-mêmes (...) cette infériorité économique vient pour une large part de ce que notre province, comme d'ailleurs tous les pays neufs, a construit son outillage avec des capitaux étrangers. C'est à la suite des meilleurs esprits de chez-nous que j'engage mes compatriotes à se diriger vers les carrières économiques. Dans cette lutte pour l'acquisition de notre indépendance matérielle, nous aurons de notre côté non seulement les encouragements platoniques du gouvernement, mais son aide la plus concrète et la plus empressée."³²

À quelques reprises dans ses discours, Godbout déplore ce rôle peu enviable que jouent les Canadiens

28 André-J. Bélangier et Vincent Lemieux, "Le nationalisme et les partis politiques", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 22, no 4 (mars 1969), p.555.

29 *Ibid.*

30 Quinn, p.68.

31 "L'hon. M. Godbout annonce l'abrogation de la loi Dillon", *Le Canada*, 6 juillet 1936, p.2.

32 "Le parti néo-libéral", *Le Devoir*, 14 juillet 1936, p.10.

français dans l'économie de leur province. À Hull, le 27 juillet 1936, il exprime le désir de voir la jeunesse occuper une plus grande place dans le monde de l'industrie:

"Trop souvent dans le passé (...) on (sic) fait venir de l'étranger des jeunes gens qui prenaient la place des nôtres. Nous ne sommes pas opposés aux étrangers, mais nous croyons que les Canadiens français, toute (sic) choses égales d'ailleurs, doivent avoir la préférence dans leur province. Nos jeunes gens sont aussi intelligents et aussi laborieux que les autres, et nous les aiderons à obtenir l'entraînement suffisant pour qu'ils aient leur place."³³

Le 6 août, à Rivière-du-Loup, il revient sur le sujet, tout en étant réticent à imputer la faute aux étrangers et à la politique de son prédécesseur: "Il me fait de la peine, dit-il, sans jeter la faute sur personne, de voir des étrangers, pas plus intelligents que les nôtres, à la tête de nos industries. Je veux que les jeunes obtiennent la formation qui leur permettra d'arriver aux premiers postes."³⁴ Tout comme son prédécesseur, Godbout croit que c'est l'éducation et non l'État qui permettra aux Canadiens français de se tailler une place dans les secteurs industriel et commercial. C'est la raison pour laquelle le chef libéral, afin d'aider la jeunesse à s'emparer des leviers de commande dans le monde de l'industrie, s'engage, durant la campagne, à améliorer la formation professionnelle.

En somme, les libéraux veulent permettre aux Canadiens français de participer plus activement à l'activité économique de la province. Toutefois, ils n'offrent aucune mesure précise afin d'y parvenir. C'est le cas du ministre Wilfrid Gagnon qui s'est engagé à faire adopter des mesures destinées à améliorer la situation du petit commerçant et celle de l'épicier du coin.³⁵ À aucun moment, il ne fera part des mesures qu'il entend appliquer pour aider ces gens. Bien qu'il désire améliorer la formation professionnelle pour aider les Canadiens français à occuper une place de choix dans l'industrie et le commerce, Adélard Godbout ne propose pas, au cours de la campagne, un plan d'action bien défini en cette matière. Bref, les intentions nationalistes des membres du Parti libéral se caractérisent par leur ambiguïté et leur imprécision.

Les nationalistes réclament depuis longtemps une politique incitant la population urbaine à regagner les campagnes afin de rebâtir un Québec rural et plus prospère. Ils idéalisent le mode de vie rural qui leur semble plus convenable que celui de la ville avec son lot de misères. Le premier ministre, contrairement à son prédécesseur, décide d'emboîter le pas à ce mouvement. Il s'engage à mettre sur pied une politique qui incitera les citoyens à retourner vivre en milieu agricole. Durant toute la campagne, le discours libéral va mettre l'accent sur ce thème. Selon l'agronome de L'Islet: "Notre province est d'abord rurale et doit demeurer telle".³⁶

³³ "Le régime Godbout donnera aux jeunes la place qui leur revient dans l'industrie", *Le Soleil*, 28 juillet 1936, p.3.

³⁴ "Rivière-du-Loup porte M. Godbout en triomphe", *La Presse*, 7 août 1936, p.5.

³⁵ "Le Parti néo-libéral", *Le Devoir*, 14 juillet 1936, p.10.

³⁶ "M. Godbout expose son programme à L'Islet", *L'illustration nouvelle*, 20 juillet 1936, p.5.

Godbout prône le retour à la terre non pas pour des raisons nationalistes, mais pour des raisons d'ordre économique. Il souhaite avant tout enrayer la crise et il est convaincu qu'une politique agraire invitant les citadins à retourner en milieu rural peut être un excellent moyen pour y parvenir. Persuadé que le retour à la terre est à la base du retour à la prospérité,³⁷ il déclare: "Restaurer l'agriculture pour restaurer toute notre vie économique; c'est le fond même de notre politique."³⁸ Car selon lui, un retour à la terre est susceptible de décongestionner les centres urbains, de procurer de l'emploi aux salariés et, par conséquent, de faire diminuer le taux de chômage.

Si, pour Godbout, l'agriculture est synonyme de prospérité, la ville, par contre, symbolise la misère et le désespoir: "L'exode rural, accentué par la mévente des produits agricoles et, plus encore, par l'attrait fallacieux des villes et de leurs usines, cette désertion du sol ne pose pas uniquement un problème économique, celui de l'assistance-chômage (...) elle nous met en présence d'une démoralisation graduelle de la société."³⁹ Par conséquent, Godbout en vient à réproucher la politique économique de son devancier, soit l'industrialisation à outrance: "Depuis 25 ans, nous nous sommes industrialisés au possible, nous nous sommes massés dans les villes. Il faut que cesse ce départ de la campagne vers les villes où les gens sont sans travail pour avoir exagéré ce mouvement. Recréons ce mouvement en sens inverse."⁴⁰ Par cet extrait, on pourrait croire que le député de L'Islet est hostile à l'industrialisation. Ce qui n'est pas le cas. Il considère, comme les nationalistes, que l'essor industriel a pris trop d'ampleur au détriment de l'activité agricole. C'est pourquoi il vise, par sa politique agraire, à rétablir l'équilibre entre le monde industriel et le monde agricole pour ainsi mieux répartir l'activité économique. Cette volonté d'équilibre démontre que Godbout ne croit pas, autant que son prédécesseur, en l'industrialisation pour remettre le Québec sur le chemin de la prospérité.

Les nationalistes craignent que l'industrialisation et l'urbanisation nuisent au maintien de la culture et des valeurs canadiennes-françaises. Puisque les libéraux n'abordent pas cette question, on peut penser qu'ils ne partagent pas vraiment cette angoisse nationaliste. D'ailleurs, durant la campagne, ils s'acharment surtout à proposer des mesures en vue de combattre la crise afin de redonner espoir à une population démoralisée.

En somme, même s'il adhère au courant réformiste de l'époque, le Parti libéral, au cours de l'été 1936, ne brandit pas vraiment le fanion nationaliste. Comme le parti n'a jamais été reconnu pour promouvoir cette idéologie, il n'est pas surprenant de constater qu'elle est quasi absente dans le

37 "Le premier ministre répond à MM. Rioux et Gagnon", *L'Événement*, 25 juillet 1936, p.39.

38 ANQ, FTDB, b.48, d.10, Pamphlets électoraux 1927-1943, "Avec Godbout est venue l'heure du cultivateur, de l'ouvrier et de la jeunesse", p.10.

39 "L'hon. M. Godbout annonce l'abrogation de la loi Dillon", *Le Canada*, 6 juillet 1936, p.2.

40 "Des marchés aux cultivateurs", *Le Canada*, 25 juillet 1936, p.1-8.

discours libéral. Les membres du parti proposent purement et simplement un ensemble de réformes sociales, politiques et économiques afin de neutraliser les effets de la crise. D'ailleurs, dans les discours de Godbout et de ses collègues, il n'est question que de jeunesse, de rénovation, d'ordre nouveau et de programme social.⁴¹ On se garde d'attiser les sentiments nationalistes de l'électorat québécois.⁴² En effet, les thèmes nationalistes que nous avons définis dans notre introduction se font rares dans les discours du chef libéral. Les seuls thèmes utilisés par le Parti libéral sont ceux condamnant le communisme, la surindustrialisation et ceux qui favorisent l'agriculture et le mode de vie rural. Nous avons pu également démontrer que le Parti libéral va promouvoir l'idée d'une plus grande participation des Canadiens français dans l'activité industrielle et commerciale.

⁴¹ Robert Rumilly, Histoire de la province de Québec, tome XXXV: Chute de Taschereau, Montréal, Fides, 1966, p. 214.

⁴² Quinn, p. 68-69.

CHAPITRE III

LES VISÉES NATIONALISTES DE L'UNION NATIONALE À PARTIR DE SON PROGRAMME ET DE SA BROCHURE LES FONDATEURS DE L'UNION NATIONALE

L'Union nationale, en tant que formation politique, voit le jour le 20 juin 1936, au moment où Maurice Duplessis réussit à rallier à sa cause la majorité des députés de la défunte coalition Duplessis-Gouin. Par conséquent, le Parti conservateur disparaît et l'Action libérale nationale s'éloigne provisoirement de l'arène politique. La formation unioniste devient alors le principal adversaire du Parti libéral au Québec.

De l'alliance Duplessis-Gouin, il en restera, pour l'Union nationale, une grande influence et une inspiration profonde que l'on retrouve dans son programme de 1936 (...).¹ En effet, ce dernier est similaire à la plate-forme électorale proposée par la coalition durant la campagne de novembre 1935, plate-forme qui s'inspire nettement des idées proposées par l'ÉSP. Donc, le programme de l'Union nationale de 1936 va conserver le caractère réformiste et nationaliste de celui de la défunte coalition.

Dans ce programme, la question agricole occupe une très grande place, car l'Union nationale, à l'instar du Parti libéral, estime que l'oeuvre de restauration économique se ramène principalement à une oeuvre de restauration rurale.² Elle promet entre autres d'électrifier les campagnes, d'établir un crédit agricole provincial et de contribuer au développement de la petite et de la moyenne

¹ Sylvio Dumas, "L'élection du 17 août 1936," *La Revue électorale*, Québec, Directeur général des élections du Québec, 1992, p.19.

² AUL, FJEG, b. BP3754, ch.7, "Union nationale: Des faits! Des précisions! Un programme," p.3.

entreprise dans les milieux ruraux. Considérant la colonisation comme le problème de l'heure, l'Union nationale s'engage à lui redonner vie en modifiant le plan Vautrin qui n'a pas vraiment réussi à vendre l'idée aux citoyens de devenir défricheurs. Elle est d'avis qu'il faut classer les terres, construire des routes et appuyer financièrement ceux qui désirent coloniser, sans quoi les citoyens, malgré leur situation précaire causée par la crise, refuseront de participer au mouvement colonisateur. En vue de mener à bien toute cette politique agraire, l'Union nationale prévoit mettre sur pied une Commission d'Agriculture et de Colonisation composée de spécialistes indépendants et de fonctionnaires.³

Pour le bien de la classe ouvrière, la formation unioniste s'engage à établir un ensemble de mesures sociales en vue de secourir principalement les humbles et les démunis. Elle projette donc de créer une assurance-maladie-invalidité, d'instituer les allocations aux mères nécessiteuses (femmes mariées avec enfants dont l'époux est décédé ou absent) et de faire certaines modifications à la loi des pensions de vieillesse votée par Taschereau quelques jours avant sa démission. Toujours en vue d'améliorer les conditions de vie de la classe laborieuse, l'Union nationale s'engage à détruire les taudis pour les remplacer par des logements salubres. De plus, elle promet une extension de la réglementation des heures de travail et une rémunération équitable pour le salarié afin qu'il puisse bénéficier d'un niveau de vie plus convenable et pour lui faciliter l'accès à la propriété.

L'Union nationale est persuadée que la mauvaise répartition de la richesse, l'avidité de la haute finance et les abus de toutes sortes qui se sont glissés dans l'application du régime démocratique sont les grands responsables de la crise économique.⁴ C'est pour cette raison qu'elle s'engage à briser cet ascendant qu'ont, sur la province, les grandes institutions financières et les trusts. Bien qu'elle propose de combattre plusieurs cartels dont ceux du charbon et de l'essence, l'Union nationale s'engage avant tout à mater le trust de l'électricité qu'elle considère comme le plus pernicieux.⁵ Pour mettre un terme à cette monopolisation d'une des richesses les plus importantes de la province et, par conséquent, provoquer une diminution des taux d'électricité, l'Union nationale promet que l'État va aménager les pouvoirs d'eau non encore concédés ainsi que ceux concédés mais non encore exploités. Également, elle s'engage à nommer une commission qui aura la devoir de déterminer s'il est préférable pour la province de nationaliser peu à peu les sociétés produisant ou distribuant de l'électricité.

Sur le plan politique et administratif, l'Union nationale promet de gérer la province de façon

³ Ibid.

⁴ Le Catéchisme des électeurs, d'après l'ouvrage de A. Gérin-Lajoie, Édition de 1936, Montréal, J.-B. Thivierge et Fils, 1936, p.81.

⁵ Ibid., p.37.

exemplaire. Elle interdira aux ministres d'être actionnaires ou intéressés d'une manière quelconque dans une compagnie obtenant des contrats du gouvernement.⁶ Convaincue que le Conseil législatif n'a plus sa raison d'être, elle envisage de le convertir en Conseil économique. Ce dernier, composé de membres provenant des différentes corporations professionnelles, aura le mandat de conseiller l'Assemblée législative au point de vue économique. Cette mesure est un pas dans la direction du système corporatif prôné par Pie XI dans son encyclique, *Quadragesimo Anno*.⁷ Finalement, en matière de réformes électorales, l'Union nationale s'engage à remettre en vigueur le bulletin de vote avec talon, à établir le vote obligatoire et à exiger la carte d'identité dans les villes de plus de 10 000 âmes.

Comme on peut le remarquer, la plate-forme électorale proposée par les unionistes en est une de réforme: réformes politiques, économiques et sociales. D'ailleurs, l'Union nationale elle-même prétend que son programme tend à favoriser une évolution politique et économique qu'elle considère comme le seul vrai moyen d'assurer une meilleure répartition des richesses, et, par conséquent, l'unique façon d'enrayer le chômage et de mettre fin à la crise.⁸

Par contre, un bon nombre de réformes proposées n'ont pas simplement la mission de combattre les maux causés par la dépression. Elles doivent tendre également à promouvoir les intérêts nationaux des Canadiens français. D'ailleurs, dans le préambule de leur programme, les unionistes se montrent déterminés à redonner aux Canadiens de souche française la place qui leur est due:

"Elle (l'Union nationale) n'entreprend pas, à la manière Godbout, qui est la manière Taschereau, de traiter les cultivateurs et ouvriers canadiens-français en parents pauvres à qui l'on fait l'aumône de quelques chèques en temps d'élection. Elle veut au contraire donner au cultivateur, à l'ouvrier, à tout Canadien français le rang national, social et économique qu'il a le droit non pas de MENDIER mais D'EXIGER."⁹

En proposant une politique réformiste et nationaliste, l'Union nationale aspire à ériger les cadres d'une société nouvelle où le Canada français et ses habitants pourront s'épanouir. Afin de convaincre l'électorat du bien-fondé de cette politique, elle fait circuler plusieurs milliers d'exemplaires d'une brochure intitulée *Les fondateurs de l'Union nationale*.¹⁰ Dans ce document, on dépeint le nationalisme défendu par le parti de Maurice Duplessis durant la campagne de 1936. Nous verrons que ce nationalisme est à l'origine de plusieurs réformes dont nous avons fait mention dans les pages précédentes.

⁶ "Le programme de l'Union nationale", *L'Action catholique*, 12 août 1936, p.8.

⁷ Herbert F. Quinn, *The Union Nationale: Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p.60.

⁸ *Le Catéchisme des électeurs*, p.84.

⁹ AUL, FJEG, b. BP3754, ch.7, "Union nationale: Des faits! Des précisions! Un programme," p.2.

¹⁰ "National Union Sheet Attacks Ties of Empire", *The Gazette*, 1er août 1936, p.1.

Sur la page frontispice de la brochure, on voit le portrait du chef de l'Union nationale, Maurice Duplessis, entouré de cinq personnalités politiques de renom qui ont incarné, à leur façon, le nationalisme canadien-français. On y retrouve Louis-Joseph Papineau, l'un des chefs de file de la rébellion de 1837-38, Louis-Hippolyte Lafontaine, celui-là même qui a fait reconnaître la responsabilité ministérielle, George-Étienne Cartier, défenseur des droits des minorités dans la Confédération,¹¹ Honoré Mercier, fondateur du premier parti national, et finalement le nationaliste Armand Lavergne. Par cette illustration, on s'ingénie à faire croire à l'électorat que Maurice Duplessis, que l'on présente comme le libérateur de sa province, est le digne héritier de ces grands politiciens d'hier.

L'auteur de ce document, qui recourt au pseudonyme "Libérateur" pour s'identifier, avoue que son intention, en produisant une telle publication, n'est pas de formuler des idées neuves, mais de synthétiser et de mettre sous une forme nouvelle les principes prescrits, depuis belle lurette, par les nationalistes et l'Église.¹² Bref, il ne s'agit pas de décrier ni de condamner les faits et gestes de l'adversaire libéral, mais d'exposer les principes nationalistes qui ont présidé à la formation de l'Union nationale.¹³ Cependant, il nous est impossible de démontrer formellement si l'Union nationale est à l'origine de cette plaquette. D'ailleurs, le quotidien The Gazette soutient: "The pamphlet bears no signature, no printer's insignia, nothing to give it the visible stamp of official approval." Le quotidien montréalais affirme toutefois qu'aucun membre de l'Union nationale n'a confirmé ni nié l'authenticité du document.¹⁴ On peut donc présumer que la formation unioniste ou du moins quelques membres de cette formation sont à l'origine du pamphlet Les fondateurs de l'Union nationale, car si cela n'avait pas été le cas, il est probable que les hautes instances du parti se seraient empressées d'affirmer qu'elles n'ont, en aucune façon, contribué à la création ainsi qu'à la publication du fameux document.

Dans notre chapitre initial, nous avons affirmé que le nationalisme canadien-français prôné par Groulx et ses condisciples se distingue par son fort attachement à la religion catholique. L'auteur de la plaquette Les fondateurs de l'Union nationale approuve cette fidélité, puisqu'il considère que "le National"¹⁵ a son fondement dans la religion et que les liens entre les deux sont indéfectibles. "Car pour faire oeuvre durable, le national doit communier à la religion d'amour, se féconder à ses sources divines et mystérieuses, se dilater et se purifier au contact de l'infini et du divin."¹⁶ L'importance de la foi chrétienne dans l'existence du nationalisme est si considérable que

11 AUL, FJEG, b. BP3746, ch.1, Les fondateurs de l'Union nationale, p.2.

12 Ibid.

13 Ibid.

14 "National Union Sheet Attacks Ties of Empire", The Gazette, 1er août 1936, p.11.

15 Dans ce document, le terme "National" est synonyme du mot "nationalisme".

16 AUL, FJEG, b. BP3746, ch.1, Les fondateurs de l'Union nationale, p.3.

l'auteur de la brochure prétend que, pour être un bon patriote, il faut avant tout être dévoué au catholicisme. On va même suggérer aux Canadiens français de rester dans la tradition de leurs pères qui ont témoigné de leur patriotisme en manifestant un attachement exemplaire envers le catholicisme et en se conformant aux lois de Dieu et de l'Église. En somme, le nationalisme doit être franchement chrétien, et "plus il le sera, plus il deviendra puissant; plus il se montrera discipliné, soumis à l'autorité religieuse, plus le bon Dieu le bénira."¹⁷ Animé d'une telle ferveur religieuse, le nationalisme participera à sa noblesse et à sa fécondité; et moins il court le risque de dégénérer simplement en passion (comme l'hitlérisme, le fascisme et le nationalisme de l'Action Française).¹⁸ La bienveillance que démontre l'Union nationale à l'égard de l'Église nous incite à formuler l'hypothèse que celui qui est à l'origine du pamphlet Les fondateurs de l'Union nationale est peut-être lui-même un homme d'Église. Le curé Édouard-Valmore Lavergne n'a-t-il pas préparé les causeries de certains membres de l'Union nationale durant la campagne de 1936?¹⁹

En plus d'être inféodé à la religion catholique, le nationalisme exprimé dans la brochure offre un modèle de société presque comparable à celui dont rêvent les plus fervents nationalistes traditionalistes de l'époque. Tout en recherchant l'épanouissement économique et social des francophones de la province, ce nationalisme est hostile à tout ce qui peut porter atteinte au maintien des valeurs et des traditions canadiennes-françaises. Il n'est donc pas surprenant de voir la brochure unioniste exalter les bienfaits de la société rurale et condamner l'urbanisation.

En effet, le rédacteur de la brochure rêve d'un Québec agricole prospère. Il voit l'urbanisation et l'industrialisation d'un très mauvais oeil, car il considère que la première provoque une désorganisation complète de tout le système économique et que la seconde cause du tort à l'agriculture en la dépouillant de sa main-d'oeuvre.²⁰ Évidemment, il n'a pu se retenir de reprocher aux gouvernants libéraux d'avoir encouragé l'industrialisation à outrance et d'avoir considéré "la classe agricole comme tributaire de la classe industrielle."²¹

Selon la brochure, l'agriculteur a un profond mépris pour sa profession, car il s'imagine que les conditions de vie à la ville sont plus saines, ce qui l'incite à quitter ses terres. Déplorant cet état de choses, l'auteur de la brochure juge qu'il est nécessaire de détruire cette image erronée que les ruraux se font de la vie citadine et de cesser de dévaloriser l'exploitation agricole. Afin d'y parvenir, il suggère de rassembler les agriculteurs et les colons en groupements corporatifs. Par l'entremise d'une coopérative de production, l'exploitant agricole serait en mesure d'obtenir à meilleur prix les

¹⁷ *Ibid.*, p.8.

¹⁸ *Ibid.*, p.3.

¹⁹ Conrad Black, *Duplessis*, tome I: *L'ascension*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, p.218.

²⁰ AUL, FJEG, b. BP3746, ch.1, Les fondateurs de l'Union nationale, p.11.

²¹ *Ibid.*

instruments aratoires dont il a besoin et, par le soutien d'une coopérative de distribution, vendre ses produits plus facilement. En bénéficiant des bienfaits du corporatisme, l'agriculteur serait moins attiré par la vie urbaine et plus résolu à vivre de la terre.

Si l'Union nationale mise sur le corporatisme pour inviter les fermiers à demeurer à la campagne, elle compte sur l'éducation pour redonner à l'agriculture son importance: "L'éducation agricole est non seulement une instruction donnée aux enfants de nos campagnes, mais la formation d'une mentalité agricole au sein de la masse, puisqu'il faut donner aux cultivateurs en même temps que le savoir, l'estime et l'amour de sa profession."²² De plus, tout en exprimant son appui à l'éducation agricole transmise dans les écoles ainsi que dans les collèges d'agriculture, la brochure unioniste invite les parents à inculquer l'amour de la terre à leur progéniture.

L'Union nationale, dans sa brochure, clairotte son désir de redonner à l'agriculture un certain prestige et, par conséquent, de mettre un frein au mouvement migratoire vers les villes. En pensant ainsi, elle arbore un certain nationalisme. Mais contrairement aux nationalistes qui estiment que la société rurale est le seul moyen pour assurer la survivance de la culture et des traditions canadiennes-françaises, la formation unioniste voit en l'agriculture l'outil le plus efficace pour surmonter la crise. Cette réaction est compréhensible puisque l'Union nationale est d'abord un parti politique et non un regroupement d'intellectuels nationalistes. Compte tenu que son but premier est de remettre le Québec sur ses rails, elle doit proposer des réformes qui vont dans ce sens. Les nationalistes croient également qu'un retour à la terre permettrait au Québec de venir à bout de la crise. Mais, ils souhaitent avant tout voir un Québec rural pour que la race canadienne-française soit à l'abri de toute menace extérieure.

Dans sa brochure, l'Union nationale se préoccupe également du sort de la classe laborieuse. Elle estime qu'il faut reconnaître les droits des travailleurs oeuvrant à l'usine qui se voient imposer par leurs supérieurs des tâches parfois inhumaines à des salaires dérisoires. Toujours d'accord avec la doctrine catholique, le nationalisme a le devoir de revendiquer pour l'ouvrier un salaire adéquat afin qu'il puisse s'acquitter, convenablement, de ses obligations familiales et ainsi éviter que l'épouse soit forcée de dénicher une occupation à l'extérieur du foyer, situation qui aurait pour conséquence d'empêcher celle-ci de remplir correctement son devoir de mère et d'épouse.²³

Afin de donner à l'ouvrier un salaire plus décent, l'Union nationale, à l'instar de Pie XI, du Parti libéral et d'un bon nombre de nationalistes, croit qu'il faut en arriver à un partage plus équitable des richesses. Pour voir cette répartition se concrétiser, elle est d'avis qu'il faut cesser de

²² *Ibid.*, p.12.

²³ *Ibid.*, p.4.

s'adonner au libéralisme social, qui conduit à l'exploitation de la classe ouvrière, et fixer les bases du corporatisme. Par l'organisation professionnelle, "qui cherche à soustraire les conditions de travail au jeu de l'offre et de la demande et à rétablir l'équilibre des forces entre les patrons et les ouvriers,"²⁴ il serait plus facile pour le travailleur de faire reconnaître ses droits et ainsi bénéficier d'un salaire beaucoup plus convenable.

Si l'Union nationale, dans sa publication, réprovoque le libéralisme social, elle doit, par le fait même, condamner le libéralisme économique, "car il est tout à fait inutile de parler d'organisation sociale (corporatisme) avec un système économique de libre concurrence dont l'effet le plus nocif est de broyer l'ouvrier et de faire baisser les salaires."²⁵ Tout comme les nationalistes, elle s'en prend au libéralisme économique auquel elle reproche d'engendrer cette concurrence barbare, en vigueur dans le commerce ainsi que dans l'industrie, et qui est à l'origine de cette monopolisation de la richesse et de cette flambée du nombre de chômeurs. Voici ce qu'en dit la brochure unioniste: "Le libéralisme économique, fruit naturel d'une concurrence qui ne connaît pas de limites, conduit à l'omnipotence des barons de l'industrie et c'est elle qui a créé dans le monde l'immense armée de 30,000,000 de chômeurs."²⁶

En réprovoquant cette doctrine, l'Union nationale n'a d'autre option que de s'en prendre à la grande industrie. Le fait que cette dernière soit dirigée par des étrangers semble l'agacer au plus haut point: "(...) dans notre propre province, nous sommes devenus les esclaves d'une oligarchie financière absolument étrangère à notre tempérament et à nos aspirations nationales."²⁷ L'élément qui symbolise le mieux cette oligarchie financière est évidemment le trust que l'Union nationale définit comme le résultat pratique d'une entente entre des financiers ou des marchands pour accaparer une marchandise et pour la vendre à un prix fixé par eux.²⁸ Elle reproche à ces trusts d'oeuvrer en fonction de leurs propres intérêts au détriment de ceux de la collectivité, qui est en grande partie canadienne-française: "Dans ses griffes hideuses, elle (dictature financière) fait des gouvernements d'aimables marionnettes dansant à sa fantaisie; des petites industries, elle fait des fétus de paille qu'elle lance aux quatre coins du ciel; de l'ouvrier, un pauvre malheureux qu'elle jette sur le pavé."²⁹ Donc, aux yeux de l'Union nationale, la dictature économique corrompt les dirigeants politiques et étouffe l'épanouissement de la petite entreprise canadienne-française en plus d'être le grand responsable du taux élevé de chômeurs.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*, p.5.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*, p.7.

²⁸ *Le Catéchisme des électeurs*, p.35.

²⁹ AUL, FJEG, b. BP3746, ch.1, *Les fondateurs de l'Union nationale*, p.5.

Tout en attaquant les trusts, la formation unioniste, dans son manifeste, exprime son amertume devant cette infériorité économique des Canadiens français. Elle estime qu'il est essentiel que les francophones de la province se rendent maîtres de leur économie s'ils désirent donner à leur vie nationale son plein épanouissement.³⁰ Comme elle s'oppose à la dictature économique, l'Union nationale croit que d'avoir confié aux investisseurs étrangers la tâche d'exploiter les richesses naturelles de la province constitue une bourde monumentale. Cette faute, elle l'impute aux gouvernants libéraux "parce qu'ils ont livré à vil prix notre domaine forestier, nos cours d'eau et nos mines à des étrangers au lieu d'en encourager l'exploitation au profit des nôtres."³¹ Si pour le groupe unioniste, l'exploitation des richesses naturelles par les étrangers constitue une maladie, c'est parce qu'il croit que les Canadiens français auraient pu en faire autant si le gouvernement avait protégé l'épargne populaire en freinant la surcapitalisation ou le mouillage des stocks.

Bien que l'Union nationale, dans sa brochure, manifeste de l'antipathie envers les trusts et les magnats de la haute finance, il est inexact de croire qu'elle est hostile au capitalisme. En effet, elle recherche seulement à en éliminer les abus afin de le rendre meilleur et plus juste pour le bien des Canadiens français. C'est pour cette raison qu'elle s'en prend aux institutions et aux individus, qui, en plus de s'emparer des richesses, ont le vilain défaut d'être étrangers. En enrayant les abus du système capitaliste et en éliminant le libéralisme économique, l'Union nationale donnerait ainsi la chance aux Canadiens français de prendre en main leur destinée économique. Pour y parvenir, elle suggère d'établir une économie organisée qui supplantera l'économie libérale. Cette nouvelle économie aura la responsabilité d'enrayer la surproduction en organisant de façon rationnelle la production, d'empêcher le mouillage des stocks, de protéger l'épargne populaire et d'établir, aux moments opportuns, le contingentement et le juste prix corporatif.³² Finalement, elle devra rétablir entre les producteurs le sens de la communauté professionnelle et de la corporation économique.³³ Afin de favoriser l'implantation de ce type d'économie, l'Union nationale estime que les gouvernants devront fixer les bases d'une politique qui aspire à "réaliser le bien commun par des lois et des institutions conformes aux principes chrétiens et au caractère national d'un peuple et cela sans aucune visée d'intérêt personnel."³⁴

Toutefois, il ne s'agit pas uniquement de créer une nouvelle économie et de poser les fondations d'une politique visant à favoriser le bien commun pour mettre fin à l'existence de cette dictature financière et, par conséquent, pour permettre l'épanouissement économique et social des Canadiens

³⁰ *Ibid.*, p.10.

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*, p.5.

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*, p.7.

français. Il est également nécessaire que ces derniers cessent d'être des individualistes. En effet, le manifeste soutient que les Canadiens français se soucient davantage de leurs intérêts personnels au détriment de ceux en rapport avec la nation. Cet égocentrisme engendre la rivalité, voire même la discorde, parmi les Canadiens de souche française: "on critique un confrère de travail, le marchand essaie d'écraser son concurrent, (...) l'ouvrier méprise son compagnon de travail et cherche à le supplanter."³⁵ L'Union nationale prétend que cette absence de solidarité et cette concurrence sont causées par ce manque d'esprit civique, "disparu depuis que les Canadiens français ont su faire respecter leurs droits; ce qui les a enlisés dans un égoïsme de vaniteux satisfait depuis une couple de générations."³⁶ Afin de mettre fin à cet individualisme, le groupe unioniste propose qu'il y ait une coopération dans chaque corps de métier, ce qui contribuerait à la prospérité générale.³⁷

Également, l'Union nationale s'en prend à l'esprit de parti qu'elle considère comme la conséquence directe de l'individualisme. Elle désapprouve cette habitude de penser et d'agir selon les intérêts d'une formation politique au détriment de ceux de la collectivité. En d'autres mots, elle reproche à l'esprit de parti de nuire à la création d'une politique nationale. Par conséquent, elle va implorer les Canadiens français de renoncer à cet esprit de parti "qui met le drapeau de couleur rouge ou bleue au-dessus de l'idéal national."³⁸ Il faut rappeler que le parti de Maurice Duplessis, en 1936, est composé d'hommes aux origines politiques très différentes: d'anciens libéraux qui ont adhéré à l'Action libérale nationale en 1934, des nationalistes sans presque aucune expérience politique et plusieurs membres du Parti conservateur défunt sont les porte-étendards de ce parti, "dont le nom même évoque le vieux rêve d'une unité canadienne-française, exempte de divisions partisans et forte devant des Anglo-Saxons hostiles."³⁹ Alors qui mieux que l'Union nationale peut symboliser cette répugnance pour l'esprit de parti durant l'été 1936?

Toutefois, il ne faut pas s'imaginer que la brochure de l'Union nationale, même si elle impute à l'esprit de parti tous les malheurs du Canada français, condamne les partis politiques. Car il lui faudrait condamner la démocratie, ce qui n'est pas dans ses intentions. Les formations politiques, selon le manifeste unioniste, ont d'ailleurs un rôle à jouer dans la mise en pratique d'un programme national. Secondées par une action politique d'envergure qui, entendue au sens patriotique du mot, est une fin à poursuivre: celle du bien-être de notre collectivité nationale", les formations politiques sont des instruments pour atteindre cette fin.⁴⁰

³⁵ *Ibid.*, p.10.

³⁶ *Ibid.*, p.9.

³⁷ *Ibid.*, p.10.

³⁸ *Ibid.*, p.7.

³⁹ Susan Mann Trofimenkoff, *Visions nationales. Une histoire du Québec*, traduit de l'anglais par Claire et Maurice Peignier, Montréal, Éditions du Trécarré, 1986, p.330.

⁴⁰ AUL, FJEG, b. BP3746, ch.1. *Les fondateurs de l'Union nationale*, p.7.

Selon la brochure, le Canadien français, en plus de renoncer à l'esprit de parti et de faire preuve d'une plus grande solidarité, doit également "poser des actes en vue de conserver et de développer son âme canadienne-française⁴¹ en tenant sans cesse devant lui le flambeau de ses destinées providentielles."⁴² C'est ce que les unionistes appellent "l'Action nationale." D'après le manifeste, cette action nationale doit se faire sentir, d'abord et avant tout, à la maison. Une des premières tâches qui incombe à la famille est de "perpétuer la race avec ses solides vertus chrétiennes et ses riches qualités françaises."⁴³ C'est pourquoi l'Union nationale, dans sa brochure, fait connaître son profond désenchantement devant la baisse du taux de naissance dans la province dont elle impute la responsabilité à la diminution de la pratique religieuse et à l'exode des milieux ruraux.

L'Union nationale rêve de voir les Canadiennes françaises enfanter aussi souvent que leurs ancêtres l'ont fait durant les années qui ont suivi la conquête.⁴⁴ Pour que le Canada français puisse parvenir à accroître son taux de natalité, elle croit qu'il faut retourner à l'esprit chrétien, "pour pouvoir faire accepter à la famille d'aujourd'hui les sacrifices qu'elle faisait si généreusement dans le passé."⁴⁵ De plus, elle est d'avis que le retour à la terre,⁴⁶ la construction de logements salubres et les allocations familiales sont d'excellents moyens pour favoriser une augmentation des naissances. Selon la brochure de l'Union nationale et les mouvements nationalistes, un taux de natalité plus élevé assurerait la survivance des traditions canadiennes-françaises et du Canada français.

En plus de promouvoir une hausse du taux de natalité, l'Union nationale, par l'entremise de sa brochure, demande aux francophones de la province de faire en sorte que leur foyer soit l'expression de leur dévouement envers le catholicisme et de leur volonté de préserver les traditions du Canada français:

"Le foyer franchement national, c'est celui où l'on a conservé les plus belles traditions de notre peuple comme la bénédiction du jour de l'an; où l'on voit accrochés à la muraille avec le crucifix et les images saintes, les portraits des ancêtres et des héros de notre histoire; où l'on entend les parents et les enfants parler la langue savoureuse du terroir si pleine de bon sens et de si exquise bonhomie."⁴⁷

41 Selon la brochure unioniste, l'âme canadienne-française est constituée de deux éléments importants: la foi catholique et la culture française.

42 AUL, FJEG, b. BP3746, ch.1, *Les fondateurs de l'Union nationale*, p.6.

43 *Ibid.*

44 Entre 1763 à 1871, la population est passée de 60 000 à 1 100 000 d'habitants, en dépit d'une vaste émigration. Voir Gérard Fortin, "An Analysis of the Ideology of a French Canadian Nationalist Magazine: 1917-1954," thèse de doctorat, Ithaca, New-York, Université Cornell, 1956, p.53.

45 AUL, FJEG, b. BP3746, ch.1, *Les fondateurs de l'Union nationale*, p.6.

46 Selon l'Union nationale, les statistiques démontrent clairement qu'à la ville le taux de natalité est beaucoup moindre qu'à la campagne et que nombre de familles s'éteignent avant la sixième génération. AUL, FJEG, b. BP3746, ch.1, *Les fondateurs de l'Union nationale*, p.6.

47 *Ibid.*

La brochure ne voit pas d'un très bon oeil l'influence produite par la culture anglaise et américaine sur le mode de vie des Canadiens de souche française. Par exemple, elle juge que l'habitation canadienne-française ne doit pas être décorée à l'anglaise ou à l'américaine, "mais selon le style canadien avec des meubles canadiens, faits de bois canadiens et par des ouvriers de chez nous."⁴⁸ En d'autres mots, le foyer doit avoir une identité propre à l'image de ceux qui y résident et toute influence extérieure doit être refoulée.

Dans la société, l'action nationale se traduit par cette volonté de préserver les particularités ethniques du Canada français: "Elle doit tendre à ancrer dans notre peuple la foi en la survivance et à développer chez nous une mystique nationale basée sur la foi catholique et les affinités françaises."⁴⁹ Cependant, on considère que cette mystique nationale sera établie le jour où le Canadien français délaissera son apathie de même que son individualisme pour: "Agir en vrai et féal chevalier de sa Majesté la langue française, ne jamais souffrir la moindre irrévérence à son égard et par-dessus tout donner le bon exemple; exiger avec fermeté du français partout; fréquenter les établissements qui n'ont pas peur d'afficher une physionomie française, convaincu que cet acte de fierté nationale ne sera pas perdu."⁵⁰ Également, l'Union nationale est d'avis que les Canadiens français, en plus d'avoir à déployer un plus grand zèle à défendre leurs signes distinctifs, doivent exprimer leur attachement à la nation en célébrant la fête nationale.

Afin de fixer les assises d'une société nouvelle soucieuse de la survivance de ses particularités françaises et catholiques, l'Union nationale estime qu'il faut procurer à la jeunesse une éducation conforme aux principes du nationalisme canadien-français. C'est ce que la brochure unioniste appelle "l'éducation nationale". Tout en offrant un enseignement de l'histoire plus vivant qui décrit les bienfaits des héros canadiens-français, cette éducation dite "nationale" permettra aux jeunes de prendre conscience qu'ils ont un rôle plus important à jouer que celui de "porteurs d'eau".

En plus de l'éducation, l'Union nationale considère que l'art est un autre moyen pour promouvoir le nationalisme canadien-français. L'art, selon la brochure unioniste, "n'exprime pas seulement les pensées, les sentiments humains dans ce qu'ils ont d'universel, il doit aussi les concrétiser dans des types particuliers, dans des formes originales qui tiennent compte de l'histoire, des traditions, en un mot de tout ce qui fait le génie d'un peuple."⁵¹ Tout en étant consciente que le Canada français en est à ses premiers vagissements littéraires, l'Union nationale considère que la littérature devra exprimer l'âme canadienne avec ses particularités ethniques et ses traditions. En

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*, p.7.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*, p.12.

d'autres mots, la littérature tout comme l'architecture ou la peinture doivent s'inspirer des éléments qui caractérisent le Canada français afin de créer un style artistique reflétant les traditions et les aspirations canadiennes-françaises.

En somme, le nationalisme, que dépeint la brochure, se traduit par cette volonté de protéger les valeurs et les traditions du Canada français tout en permettant à ce dernier de se forger une identité reliée à ses aspirations. Bien qu'elle prône un nationalisme qui se préoccupe uniquement du sort des Canadiens français, l'Union nationale ne glorifie pas pour autant les vertus du séparatisme québécois. Cependant, elle croit que si l'épanouissement du Canada français et de ses habitants ne se matérialise pas, une jeunesse naîtra qui voudra retirer le Québec de la Confédération. Mais en 1936, bien qu'indépendante des partis fédéraux, la formation unioniste n'envisage pas de créer un Québec souverain.

Que l'Union nationale n'adhère pas à l'idée d'un Québec indépendant n'a rien de surprenant. À l'époque, cette question ressemble davantage à une utopie qu'à un projet susceptible de se concrétiser. D'ailleurs, les hommes politiques canadiens-français se préoccupent surtout de protéger les droits provinciaux plutôt que de rechercher la séparation pure et simple. Comme l'Union nationale est très nationaliste et n'est liée d'aucune façon aux partis fédéraux, nous nous attendions à ce qu'elle manifeste, dans sa publication, son intention de défendre la province des visées centralisatrices du fédéral. Mais il en a été autrement. En effet, le groupe unioniste n'aborde pas le sujet de l'autonomie provinciale dans sa brochure. C'est peut-être parce que cette question n'occupe pas une grande importance dans le monde politique de 1936 et dans la campagne qui nous intéresse.

Si l'Union nationale, dans sa brochure, n'aborde pas le problème de l'autonomie provinciale, elle fait connaître toutefois son point de vue sur la question de l'autonomie canadienne. S'affichant ouvertement autonomiste, elle s'en prend à l'impérialisme qu'elle définit comme étant une théorie politique qui tend à unir par les liens politiques, commerciaux et militaires les plus forts, les diverses possessions britanniques.⁵² Elle dénonce l'impérialisme britannique qu'elle accuse de tenir le Canada sous l'éternelle tutelle de l'Angleterre. Naturellement, la brochure unioniste réveille cette vieille hostilité qu'ont les Canadiens français à l'égard de la conscription lorsqu'elle nie carrément toute obligation de la part des Canadiens à participer aux guerres anglaises. Il est plausible que la crainte d'une guerre prochaine (la conquête de l'Éthiopie par l'Italie mussolinienne en 1935-1936 et le début de la guerre civile espagnole en 1936 ont pu susciter cette crainte) ait amené le rédacteur du pamphlet à soulever la question.

Afin de faire échec à cet impérialisme, la brochure suggère que le Canada s'en tienne aux

⁵² *Ibid.*, p.8-9.

termes de l'alliance avec l'Angleterre tels que définis dans le Statut de Westminster de 1931, statut qui lui accorde son indépendance extérieure et la reconnaissance formelle de son autonomie législative.⁵³ De plus, l'Union nationale estime que le Canada doit chercher à obtenir son indépendance dans un avenir prochain. Compte tenu que le groupe de Maurice Duplessis n'est lié à aucun parti fédéral, il nous semble curieux qu'il en arrive à s'intéresser à la question de l'autonomie canadienne puisque cela ne relève pas vraiment de son domaine. Cette ingérence dans le champ fédéral va lui occasionner quelques ennuis durant la campagne électorale.

En effet, l'anti-impérialisme que manifeste la brochure unioniste va causer un certain remous à l'époque. Il semble qu'aussitôt distribuée, la plaquette fut retirée de la circulation par les quartiers généraux de l'Union nationale et que l'on a substitué un chapitre anodin au chapitre dénonçant l'impérialisme anglais.⁵⁴ Il est possible que cette section sur l'impérialisme ait déplu à la direction du parti qui redoutait une réaction de l'électorat anglophone et de certains Canadiens français, encore fidèles au lien britannique. D'ailleurs, à Drummondville, le 2 août, c'est-à-dire au lendemain de la publication intégrale dans le quotidien *The Gazette* de la partie anti-impérialiste de la brochure, Maurice Duplessis s'efforce de réparer les pots cassés. Sans nommer la brochure ni même en reconnaître l'existence,⁵⁵ il s'empresse de jurer fidélité et obéissance à la Couronne britannique et de dénoncer les conflits raciaux. À la suite de ce petit accroc, l'Union nationale va s'abstenir d'aborder la question de l'impérialisme britannique, sachant très bien qu'elle risque de lui faire perdre certains appuis. Duplessis va continuer d'affirmer, jusqu'à la toute fin de la campagne, que son parti et lui-même sont des sujets loyaux de l'Empire britannique.

Nous avons pu constater que la plupart des thèmes nationalistes, que nous avons énumérés au début de ce mémoire, se retrouvent dans la brochure *Les fondateurs de l'Union nationale*. Afin d'en faire la preuve, nous allons montrer que nos 5 catégories, que nous avons définies dans l'introduction, sont bien représentées dans le manifeste unioniste. Tous les thèmes appartenant aux catégories "Mode de vie rural et industrialisation", "Culture canadienne-française" et "Infériorité économique" se trouvent dans la brochure. Il en est de même pour les thèmes se rattachant à la catégorie "Systèmes économiques" à l'exception de celui condamnant le socialisme et le communisme. Il serait faux de croire que la brochure unioniste a un penchant pour ces doctrines puisqu'elle suggère l'implantation du corporatisme. Elle préfère seulement s'en prendre à l'ennemi à abattre, c'est-à-dire le libéralisme social et économique en vigueur au Québec. S'il y a une catégorie qui est moins représentée que les autres dans la plaquette de l'Union nationale, c'est celle qui a pour titre "Problèmes politiques". Tous les thèmes de cette catégorie ne figurent pas dans la brochure à

⁵³ *Ibid.*, p.9.

⁵⁴ "Une plaquette de l'Union nationale dénonce l'impérialisme britannique", *Le Droit*, 1er août 1936, p.13.

⁵⁵ "Secession Aims Repudiated by Union Leader", *The Gazette*, 3 août 1936, p.1.

l'exception de celui dénonçant l'impérialisme anglais et celui favorisant l'indépendance du Canada.

Comme nous avons pu le démontrer dans ce chapitre, l'Union nationale, dans sa brochure, prône un nationalisme de conservation qui n'a d'autres visées que d'assurer la survivance des Canadiens français en incitant ces derniers à demeurer fidèles au passé, à respecter les traditions et surtout à lutter pour la sauvegarde de leur langue et de leur religion. En plus de promouvoir le retour aux valeurs anciennes, l'Union nationale, dans sa plaquette, offre un modèle de société qui se rapproche sensiblement de celui désiré par les nationalistes traditionalistes les plus fervents. En effet, elle exprime sa volonté d'établir les fondements d'une société nouvelle où le corporatisme supplante, sur le plan social et économique, le libéralisme pur et dur. Elle croit que cette nouvelle doctrine va procurer un niveau de vie plus convenable aux travailleurs qui pourront, par l'entremise des diverses organisations professionnelles, faire respecter leurs droits. Également, une économie organisée, synonyme d'entraide et d'unité, va se préoccuper davantage des intérêts du peuple que la concurrence, l'individualisme et la monopolisation financière de l'économie libérale. Les politiciens, de leur côté, devront adhérer à ce corporatisme en établissant une politique visant le bien-être collectif et l'épanouissement du Canada français.

Cependant, nous verrons, dans la prochaine partie, que cette volonté de promouvoir le nationalisme canadien-français et d'implanter les fondements d'un ordre nouveau semble se dissiper dans les nombreux discours politiques. En effet, nous remarquerons que Maurice Duplessis de même que ses principaux ténors nationalistes vont se montrer plus disposés à ressasser les scandales de l'administration Taschereau que de chanter les bienfaits de leur politique nationaliste.

CHAPITRE IV

MAURICE DUPLESSIS: UN DISCOURS PARFOIS PLUS RÉPROBATEUR QUE NATIONALISTE

Maurice Duplessis est élu pour la première fois à titre de député du comté de Trois-Rivières en 1927. Bien qu'il fasse partie d'une petite phalange de 9 députés conservateurs dans une Chambre dominée par 75 libéraux habitués au pouvoir,¹ Duplessis se construit rapidement une réputation de fin "debater" et de parlementaire émérite.² Cinq années ne sont pas encore passées lorsqu'il est choisi par le caucus de son parti comme leader parlementaire de l'opposition. L'année suivante, il est désigné pour succéder à Camillien Houde à la fonction de chef du Parti conservateur provincial.

Au cours des délibérations à l'Assemblée législative et lors des rassemblements politiques qui ont précédé ou suivi son élection à titre de chef des conservateurs, Duplessis tend à défendre un bon nombre d'idées à saveur nationaliste. Par exemple, il désapprouve la politique industrielle de Taschereau car, à son avis, une politique agricole est la seule voie possible pour redresser l'économie et permettre la survivance nationale des Canadiens français.³ Tout en se gardant de faire une campagne antitrust, Duplessis fait valoir un certain nationalisme économique.⁴ En effet, il reproche au parti ministériel de favoriser les intérêts de la grande entreprise sans protéger adéquatement le patrimoine national du Canada français⁵ et de réduire les Québécois... à l'esclavage au service de

1 Richard Jones, *Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale*, Ottawa, Société historique du Canada, 1983, p.5.

2 Herbert F. Quinn, *The Union Nationale. Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p.52.

3 Patricia Dirks, *The Failure of L'Action Libérale Nationale*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, p.37.

4 Jones, p.5.

5 Dirks, p.37.

certaines capitalistes étrangers (...).⁶ Dans ses assemblées, le chef conservateur s'engage à combattre les monopoles et à appliquer plusieurs réformes, qu'il va d'ailleurs toujours proposer en 1936, comme le crédit agricole provincial, la création d'un Conseil économique, une politique colonisatrice efficace, etc. En somme, selon Patricia Dirks, bien avant la campagne de l'été 1936, "Duplessis promised to do many of the things nationalist intellectuals and Catholic social thinkers argued should be done so that French-Canadian values might be preserved in a reformed economic and social order."⁷

En 1935, lorsqu'il unit son parti à celui de Paul Gouin et s'engage, par la même occasion, à défendre le programme de ce dernier, Duplessis semble de plus en plus associé à la cause du nationalisme canadien-français. Mais ce n'est pas vraiment par ses idées à caractère nationaliste que le chef conservateur s'illustre à la fin de 1935 et au début de 1936. Ses discours à l'emporte-pièce pour discréditer le groupe libéral ainsi que sa célèbre inquisition au Comité des comptes publics, qui va prendre fin par l'effondrement du régime, vont contribuer, plus que son nationalisme, à lui donner un certain prestige aux yeux du public et de ses collègues. Donc, grâce surtout à ses prouesses aux comptes publics, Duplessis va être au pinacle de sa popularité lorsqu'il se lancera dans la mêlée électorale en juillet 1936.

Le chef unioniste est persuadé que les faux pas commis par les libéraux dans la gestion des finances publiques constituent d'excellents atouts pour convaincre l'électorat de voter en faveur du groupe "national" le 17 août. Par conséquent, le politicien pragmatique qu'est Duplessis va insister fortement, dans ses discours, sur les scandales divulgués lors des audiences du Comité des comptes publics afin d'accroître le ressentiment qu'ont les électeurs envers le gouvernement libéral. Il est conscient que les gens raffolent de ce genre de discours où l'on accuse le gouvernement de tous les maux avec une petite touche d'humour qui ressemble davantage à du sarcasme.⁸ Il sait aussi qu'ils ne sont pas friands de grands exposés académiques et théoriques et que l'élection ne se gagnera pas de cette façon.⁹ Alors, il n'est pas surprenant de constater que les mots voleur et canaille, pour qualifier les libéraux, occupent une place de choix dans les discours du Trifluvien.

Afin de faire contraste au clan libéral qu'il accuse d'être corrompu jusqu'à la moelle, le député de Trois-Rivières se présente comme l'incarnation de l'honnêteté et de la justice. À maintes reprises, il affiche, sur les tribunes politiques, une image de redresseur de torts prêt à dénoncer la

⁶ Conrad Black, *Duplessis*, tome 1: *L'ascension*, traduit de l'anglais par Monique Benoit, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, p.127.

⁷ Dirks, p.72.

⁸ À maintes reprises, la foule incitera Duplessis à dénigrer les libéraux en lui demandant: "Parle-nous de Taschereau", "parle-nous des culottes à Vautrin."

⁹ Sylvio Dumas, "L'élection du 17 août 1936," *La Revue électorale*, Québec, Directeur général des élections du Québec, 1992, p.33.

dépravation et l'injustice. Redevenons "justes et honnêtes", voilà le slogan qui parsèmera sans cesse les discours officiels et les discours d'assemblées.¹⁰

Naturellement, Duplessis, en s'obstinant à toujours rabâcher les irrégularités perpétrées par le régime, omet souvent d'exposer son programme. Bien que ce soit inexact de prétendre que le chef unioniste n'en parle jamais, il n'en demeure pas moins que le temps qu'il y accorde est minime. À quelques reprises, il énumère les principaux points de son plan d'action sans pour autant en donner des précisions et des explications supplémentaires.¹¹ De cette manière, il évite de trop faire de promesses à l'électorat.

On peut présumer que Duplessis, chef d'un parti qualifié de nationaliste, préconise cette idéologie au cours de la campagne. D'ailleurs, certains thèmes, que nous avons relevés dans notre introduction, tels que la disparition de l'esprit de parti, la protection de l'autonomie provinciale et la lutte contre les trusts seront défendus par le chef de l'Opposition. Mais comme ce dernier est plus enclin à pérorer sur les scandales du régime, les beaux discours nationalistes se font rares durant de la tournée électorale.

En étant à la tête d'une formation composée d'hommes aux origines politiques différentes, il n'est pas étonnant de voir le député de Trois-Rivières partager cette aversion qu'ont les intellectuels nationalistes pour l'esprit de parti. Il affirme lors de son assemblée à Chandler le 21 juillet: "Nous avons abdiqué l'esprit de parti parce que nous comprenons tout le tort qu'il a fait à notre race. La bataille que nous livrons n'a pas pour but de faire triompher un homme ou des hommes, mais des idées, une cause grande et belle, la cause nationale."¹² Par son antipathie envers l'esprit de parti, Duplessis s'efforce de montrer à l'électorat, que lui et ses collègues unionistes mettront l'intérêt de la province au-dessus des intérêts de parti et des intérêts personnels s'ils sont portés au pouvoir le 17 août.¹³ Évidemment, chaque fois que Duplessis invite les électeurs à renoncer à l'esprit de parti, il demande, d'une façon détournée, à ceux qui appuient les libéraux depuis longtemps, de laisser leur vieille allégeance politique pour donner leur soutien à l'Union nationale.

Plusieurs historiens estiment que Duplessis, au cours de son long règne à la tête du gouvernement de la province, s'est fait le champion dans la défense des droits provinciaux. Bien que ce soit pendant les années de la guerre et de l'après-guerre qu'il apparaît comme le défenseur le plus inflexible de l'autonomie provinciale,¹⁴ Duplessis arbore déjà ses couleurs autonomistes au moment

¹⁰ *Ibid.*, p.20.

¹¹ André-J. Bélangier, *L'apolitisme des idéologies québécoises: Le grand tournant de 1934-1936*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p.136.

¹² "Maurice Duplessis ne veut pas de deux justices" *Le Journal*, 22 juillet 1936, p.1.

¹³ "M. Duplessis ne reconnaît pas les \$4,500,000 pour la voûte provinciale", *Le Droit*, 20 juillet 1936, p.9.

¹⁴ Herbert F. Quinn, "L'idéologie de l'Union nationale, 1936-1976", *Idéologies au Canada français 1940-1976*.

de l'élection de 1936. Comme sa formation politique n'est pas assujettie à l'un des deux partis fédéraux, il lui est possible, durant la campagne, de s'engager à veiller sur l'autonomie du Québec. C'est ce qu'il fait le 23 juin lorsqu'il rend visite à ses électeurs du comté de Trois-Rivières:

"Je déclarerai immédiatement que je ne suis lié d'aucune manière et ce d'aucune façon avec le fédéral, ou des gens d'Ottawa. Je veux être bien compris à ce sujet. (...) Tout ce que je veux d'abord, c'est le respect de notre autonomie provinciale. Je serai à la tête d'un gouvernement national pour faire respecter les droits des minorités et des personnes spoliées."¹⁵

En plus de nous démontrer que le chef unioniste jure de protéger les intérêts de la province, ce passage nous apprend que Duplessis s'efforce de montrer aux électeurs qu'il n'entretient plus aucun lien avec les conservateurs fédéraux et surtout avec leur chef Richard Bedford Bennett. Il va même s'en prendre à ce dernier en lui reprochant de s'être opposé à l'instauration de la monnaie bilingue au pays et d'avoir affirmé que ce geste serait une "concession" faite aux Canadiens français. Si Duplessis s'attaque à ses anciens collègues du Parti conservateur, c'est parce qu'il craint que l'électorat ne l'associe encore à cette étiquette politique. D'ailleurs, Godbout et ses libéraux persisteront à dire du Trifluvien qu'il est un conservateur déguisé sous les traits de l'Union nationale. Dans son discours prononcé à L'Islet, le 19 juillet, le chef libéral demande à son adversaire d'afficher ses vraies couleurs: "Les conservateurs n'ont pas de couleur politique. Ils arborent le drapeau tricolore, mais ces trois couleurs sont tellement confondues qu'on ne sait plus à quelle teintes cela peut ressembler. Qu'il le dise donc, M. Duplessis, qu'il est un bleu, un conservateur, un tory, un castor."¹⁶ En répudiant Bennett et les conservateurs fédéraux, Duplessis a pu également montrer à l'électorat qu'il a lui-même renoncé à l'esprit de parti.¹⁷ Il est bon de mentionner que le chef de l'Union nationale sait fort bien que son parti n'a pas intérêt à se lier à un Parti conservateur qui s'est opposé à l'instauration de la monnaie bilingue et qui a subi une véritable raclée aux élections fédérales de 1935.

Duplessis revient assez fréquemment sur le sujet de l'autonomie provinciale durant la campagne. Cependant, ce serait une erreur d'affirmer qu'il s'est montré sympathique à l'idée de voir un Québec indépendant du reste du Canada. Duplessis croit en la Confédération de 1867 et n'a jamais exprimé le désir, durant la campagne, de rompre ce pacte. D'ailleurs, lorsqu'il était dans l'opposition, Duplessis a griffonné quelques notes dans lesquelles il affirmait: "Les questions provinciales doivent être envisagées et réglées au point de vue provincial - n'oubliant pas que ns (sic) faisons partie de Confédération (sic), mais désireux de veiller d'abord au maintien des droits

tome III: *Les partis politiques-L'Éolise*, (sous la direction de Fernand Dumont et al.), Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, p.159.

¹⁵ "M. Duplessis expose son programme", *La Patrie*, 24 juin 1936, p.4.

¹⁶ "L'hon. A. Godbout prédit la victoire du Parti libéral", *Le Soleil*, 20 juillet 1936, p.9.

¹⁷ Louis-Philippe Foy, "Bilinguisme et esprit de parti", *L'Action catholique*, 3 juillet 1936, p.4.

provinciaux.¹⁸ Donc, Duplessis croit au pacte confédéral tout en estimant que les droits appartenant à la province doivent être respectés. Lors d'une assemblée à Valleyfield le 19 juillet, le chef unioniste explique ce qui pourrait advenir si l'autonomie de la province n'était pas suffisamment protégée:

"À plusieurs reprises, j'ai dit et répété et je répète que je promets que le gouvernement que je dirigerai ne s'occupera pas de politique fédérale, ni pour un parti ni pour l'autre parce qu'en mêlant les deux politiques, on met de côté l'esprit du pacte confédératif (sic) pour préconiser l'Union législative qui serait le plus funeste désastre pour notre province. Car si le fédéral doit régler les questions provinciales, si c'est Ottawa qui doit choisir le gouvernement provincial, il est inutile d'avoir des provinces et un gouvernement provincial. L'Union législative serait la mort de notre province; et ce serait la fin de notre autonomie québécoise qu'il faut protéger à tout prix, protéger contre les bleus et protéger contre les rouges."¹⁹

Ainsi, le député de Trois-Rivières s'engage ouvertement à ne pas s'immiscer dans les affaires du fédéral et il espère, en retour, que ce dernier s'abstiendra de se mêler de questions provinciales. Mais il n'en reste pas là. En plus de promouvoir l'autonomie de la province, Duplessis affirme avec insistance la nécessaire séparation à établir entre les partis fédéraux et provinciaux.²⁰ En agissant ainsi, le chef unioniste cherche une fois de plus à se dissocier des conservateurs fédéraux et surtout de Bennett.

Bien que la défense des droits provinciaux ne soit pas le thème le plus important de sa campagne, nous trouvons tout de même étrange que Duplessis se préoccupe de cette question puisque le gouvernement central, à cette époque, n'est pas vraiment porté à s'adjudger certains domaines de juridiction provinciale. C'est surtout durant la période de guerre et d'après-guerre qu'Ottawa va élargir son champ de pouvoirs au détriment des provinces. Pour cette raison, nous pensons que la protection des droits provinciaux constitue tout simplement pour Duplessis un atout électoral. D'ailleurs, selon René Durocher, jusqu'en 1936, l'autonomie, malgré les professions de foi verbales de Duplessis, n'est pas en pratique une affaire importante pour lui.²¹ De plus, il peut paraître curieux de voir Duplessis s'engager à défendre l'autonomie de la province tout en promettant de collaborer avec le fédéral afin d'instituer les allocations aux mères nécessiteuses et les pensions de vieillesse.²²

Nous avons fait valoir plus tôt que dès son élection à la tête des conservateurs provinciaux en

18 ANQ, FMD, bobine no 7, 4M00-7612A, partie 4, notes écrites par Duplessis (incomplet et sans date), p.6.

19 "Je n'endurerai pas que la prochaine administration s'occupe de politique fédérale, déclare M. Duplessis", *Le Devoir*, 20 juillet 1936, p.6.

20 René Durocher, "Maurice Duplessis et sa conception de l'autonomie provinciale au début de sa carrière politique", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 23, no 1 (juin 1969), p.23.

21 *Ibid.*, p.22.

22 L'Union nationale a emprunté le programme de la coalition A.L.N.-Parti conservateur de 1935 sans en faire une mise à jour. Dans sa plate-forme, elle promet d'instaurer la loi des pensions de vieillesse. Cette loi avait déjà été votée à l'Assemblée législative par Taschereau quelques jours avant sa démission.

1933 (et même avant), Duplessis reproche au gouvernement libéral d'être plus disposé à protéger les intérêts de la grande entreprise que ceux du peuple. Durant l'été 1936, ce genre de récrimination subsiste toujours dans ses discours. Tout en dénonçant cette complicité entre l'État et les trusts, le député de Trois-Rivières s'engage à mettre ces derniers à la raison. Il dira: "Nous voulons un gouvernement qui n'achètera pas son charbon de Webster, qui n'achètera pas son électricité du trust. Mais nous voulons un gouvernement qui débarrasse la province des trusts odieux, des trusts véreux et exploitateurs."²³

Le chef unioniste accuse les puissances d'argent d'être à l'origine d'abus tels que le mouillage des stocks, la surproduction et la surcapitalisation, abus qui, selon lui, ont vicié le capitalisme et appauvri l'ouvrier. C'est ce qu'il appelle le capitalisme malsain:

"Nos lois de compagnies permettent le mouillage des stocks, une des grandes causes de la crise économique. Et les capitalistes véreux qui ont pratiqué le mouillage des stocks, ont voulu faire de l'argent et ils ont fait de la surproduction et comme ils voulaient faire produire des dividendes sur des actions qui ne valaient rien, ils ont baissé les salaires des ouvriers."²⁴

Duplessis prétend que le démantèlement des trusts malhonnêtes mettra un terme à la monopolisation des richesses, qu'il dit considérer comme un malheur pour la province, un danger et une menace continuel,²⁵ et permettra à l'ouvrier de toucher un salaire plus décent. Il dira: "Il faut que les trusts apprennent que l'homme ne doit pas être le vassal et l'esclave de l'argent, et qu'il n'est pas créé pour produire des revenus à des capitaux anonymes, comme s'il était une machine. Il faut que notre province se débarrasse des trusts malhonnêtes et du capital malsain."²⁶ Duplessis affirme également qu'il faut permettre à plus de gens possible d'accéder à la petite propriété afin que la richesse soit mieux répartie. Pour ce faire, il s'engage à faire disparaître la loi qui force les petits propriétaires à vendre leurs propriétés pour arrérages de taxes, loi qu'il dit considérer comme antisociale parce qu'elle favorise justement cette monopolisation de la richesse.

Bien qu'il fasse la guerre aux trusts, Duplessis ne réprovoie pas pour autant les principes du capitalisme. Au contraire, il affirme qu'il croit en ce régime économique, à condition qu'il soit appliqué d'une façon honnête et juste pour l'ensemble de la population. Donc, le chef de l'Opposition, en s'attaquant à la grande entreprise, recherche l'équité et la justice pour toutes les classes sans toutefois rejeter le capitalisme: "Avec nous, il n'y a pas de danger pour le capital

²³ "M. Duplessis promet une loi qui obligera les partis à donner la liste de leurs souscripteurs", *Le Devoir*, 13 juillet 1936, p.7.

²⁴ "Nous ne sabotons rien, ni ne ferons de révolution. Nous voulons la paix et l'ordre, mais dans la justice et l'équité", *Le Devoir*, 16 juillet 1936, p.10.

²⁵ "M. Duplessis prédit que le parti ministériel ne fera pas élire plus de 15 députés", *Le Devoir*, 14 août 1936, p.10.

²⁶ "La ville de Montréal choisira elle-même son mode d'administration", *Le Devoir*, 13 août 1936, p.7.

honnête. Mais le capital canaille nous n'en voulons pas et nous voulons le voir disparaître, car il est une grande source d'iniquité, d'exactions et d'injustices pour que l'ouvrier soit traité comme un être humain, qu'il ait des salaires raisonnables et qu'il travaille dans des conditions plus humaines.²⁷

L'émancipation économique des Canadiens français semble être une autre raison pour laquelle Duplessis s'oppose aux puissances d'argent. Dans un document écrit de sa main, il affirme que l'opposition souhaite la libération, l'indépendance économique du Canada français de la province de Québec, dans l'esprit des hommes qui nous ont donné nos institutions.²⁸ Bien qu'il n'ait pas fait de déclaration de ce genre lors de sa tournée électorale en 1936, Duplessis manifeste tout de même le désir de permettre à ses compatriotes canadiens-français de s'épanouir sur le plan économique. C'est pourquoi il s'engage à combattre le trust du charbon ainsi que celui de l'électricité; selon lui, les richesses naturelles doivent être exploitées au profit de la population et non pas à son détriment. Duplessis affirme que ces richesses, en étant entre les mains du peuple, profiteront à une jeunesse fortement ébranlée par la crise:

"C'est par le développement de l'industrie hydraulique, de l'industrie forestière, que nous pourrions procurer de l'emploi aux gens de chez-nous et surtout à la jeunesse. Il y a assez longtemps que nos ressources naturelles sont employées à asservir notre population. Il est temps de faire servir ces richesses à nos propres fins, de les faire fructifier à notre avantage afin que les jeunes surtout puissent se tailler un avenir dans une carrière qui leur sera profitable. (...) Et nous allons prendre les moyens afin d'établir la jeunesse dans l'agriculture, dans le commerce et dans l'industrie."²⁹

Tout comme les trusts qui exploitent les richesses naturelles de la province, les grands magasins à chaîne étrangers sont stigmatisés par le chef de l'Opposition. Ces derniers font la pluie et le beau temps dans la province, puisqu'ils rivalisent avec les petits marchands canadiens-français qui n'ont pas les ressources nécessaires pour leur faire la lutte. Il découle de cette omnipotence des grands magasins à chaîne, la disparition, à brève ou moyenne échéance, des petits commerçants francophones. Lors de sa grande assemblée à Montréal le 12 août, Duplessis, qui prend soin de présenter l'Union nationale comme le champion des intérêts économiques des francophones,³⁰ va déplorer cette situation précaire dans laquelle se retrouvent les petits commerçants. Afin d'obvier au problème, il s'engage à taxer les Dominion Stores et autres grands magasins à chaîne:

"(...) il faut également encourager le petit marchand et notamment l'épiciers du coin, ce qui est peut-être le seul commerce qui nous soit resté à nous, Canadiens français. Il faut protéger ce commerce qui nous reste, aider, augmenter si possible le commerce de l'épiciers du coin. Pour cela, nous allons commencer par faire payer les taxes dues par les Dominion Stores et les magasins-chaîne. Car sous le régime Taschereau, alors que M. Godbout était ministre, M. Taschereau a accordé des réductions de taxes aux

27 "Nous ne sabotons rien, ni ne ferons de révolution. Nous voulons la paix et l'ordre, mais dans la justice et l'équité", *Le Devoir*, 16 juillet 1936, p.10.

28 ANQ, FMD, bobine no 7, 4M00-7612A, partie 4, notes écrites par Duplessis (incomplet et sans date), p.6.

29 "Cent mille personnes ont acclamé Duplessis au Stade", *L'illustration nouvelle*, 13 août 1936, p.2.

30 Dirks, p.109.

magasins-chaîne.³¹

Également, Duplessis s'en prend au trust du charbon et à celui qui le dirige, le sénateur Lorne C. Webster. Il promet à l'électorat montréalais de mettre fin aux exemptions de taxes que procure le gouvernement libéral à ce roi du charbon. Toujours lors de cette assemblée du 12 août, Duplessis propose un moyen pour que l'exploitation des ressources minières du Québec profite davantage à Montréal qu'à Toronto :

"Nous allons donc construire des chemins pour donner à Montréal, et au bassin minier québécois le développement nécessaire. Nous voulons vivre en paix avec les autres provinces et nous ne voulons pas faire de chauvinisme; mais nous voulons avoir les droits qui nous appartiennent, et charité bien ordonnée commence par soi-même. Il faut donc que le développement minier québécois profite à la province et à Montréal."³²

Ainsi, nous pouvons dire que lors de la campagne de 1936, Duplessis affirme désirer mettre fin à la dictature économique, d'abord pour des raisons d'équité et de justice, et, ensuite, pour des raisons nationalistes. Mais si le chef unioniste promet de faire la guerre aux trusts, il se garde pourtant d'étaler les armes qu'il entend utiliser pour y parvenir. En d'autres mots, il évite de parler de leur nationalisation.³³

En plus de vouloir combattre la dictature financière pour redonner aux Canadiens français leurs richesses naturelles et du même coup leur économie, Duplessis s'engage à préserver ce qu'il appelle la race, c'est-à-dire les particularités françaises et catholiques des Canadiens français. Dans une envolée oratoire au cours de son assemblée à Thetford-Mines le 6 août, Duplessis soutient que la lutte que livre (...) l'Union nationale est une lutte pour la survivance de la race.³⁴ Selon lui, c'est la jeunesse qui pourra assurer cette survivance en perpétuant les valeurs et les traditions de ses pères. C'est pourquoi il s'engage à lui mettre entre les mains les ressources naturelles pour qu'elle puisse se créer un avenir et travailler à l'épanouissement de la province. De plus, Duplessis craint que les jeunes, en ne parvenant pas à se procurer de l'emploi, se tournent vers le communisme, idéologie qu'il réprovoque avec férocité, car, tout comme le capitalisme malsain, elle constitue, à ses yeux, une menace pour la paix sociale et pour la survie de la race. À ce sujet, il dit:

"L'établissement de notre jeunesse c'est grand, c'est l'angoissant problème de l'heure. Réalise-t-on que c'est tout l'avenir, c'est tout le présent? Réalise-t-on que si 100.000 de nos jeunes gens n'ont pas actuellement d'emploi et que si ce nombre s'accroît de 10.000 par année, toute cette jeunesse devient une proie facile pour le bolchévisme, (sic) pour toutes idées subversives? Il faut protéger notre jeunesse, lui trouver de l'emploi pour qu'elle puisse se développer normalement, suivant ses aspirations, parce que c'est tout l'avenir de notre race, c'est le maintien de nos traditions, de nos qualités,

³¹ "La ville de Montréal choisira elle-même son mode d'administration", *Le Devoir*, 13 août 1936, p.6.

³² *Ibid.*

³³ Jean Provencher, "Joseph-Ernest Grégoire, Quatre années de vie politique", mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1969, p.117.

³⁴ "La jeunesse négligée par le Parti libéral", *Le Droit*, 7 août 1936, p.1.

de notre idéal commun qui est en jeu.³⁵

Si pour le député de Trois-Rivières, la jeunesse permet la préservation des valeurs françaises et catholiques, le mode de vie rural représente, selon lui, le meilleur qui soit afin de préserver ces mêmes valeurs. Sans pour autant réprouver l'urbanisation, il est convaincu que l'agriculture permettra la survivance de la race et de ses particularités. Il affirme: "C'est par elle (agriculture) (...) que nous garderons nos traditions les meilleures, que nous survivrons comme race et c'est l'agriculture qui maintiendra les traditions d'honnêteté, de respect du passé et de la justice. Cette agriculture, elle doit être placée bien haut, au-dessus du bleu et du rouge."³⁶ Donc, pour Duplessis, l'agriculture ne constitue pas uniquement un remède pour venir à bout de la crise, mais un mode de vie idéal pour protéger les particularités canadiennes-françaises. Mais ce genre de discours très conservateur et très passéiste, Duplessis ne l'exploite pas à sa pleine mesure durant la campagne. Le fait que les scandales du régime tiennent constamment le haut du pavé en constitue peut-être l'explication.

Nous avons mentionné plus haut que Duplessis est à la tête d'une formation qualifiée de nationaliste, composée en partie de nationalistes, et qui combat les trusts en majorité anglo-saxons afin de protéger les intérêts des Canadiens français. Toutefois, le chef unioniste se garde de s'en prendre à la minorité anglaise et, afin d'obtenir son appui, il met un certain bémol à ses propos nationalistes. En d'autres termes, Duplessis doit, tout en continuant de vanter les mérites de sa politique, éviter de se mettre à dos la minorité anglophone.

Cette vieille rengaine usée mais combien efficace qu'est "l'harmonie entre les deux races" devient pratiquement le thème majeur de la campagne de Duplessis. Cependant, bien qu'il croie que la bonne entente entre Québécois anglophones et francophones doit subsister, Duplessis tend à vouloir défendre les intérêts des Canadiens français comme en fait foi cet extrait de son discours du 24 juin à Trois-Rivières:

"L'harmonie des deux races est nécessaire et jamais je ne voudrais asseoir des succès électoraux sur le sable, je devrais plutôt dire la boue de préjugés. Mais il est du devoir des hommes publics de ne pas oublier que la meilleure méthode d'empêcher les guerres de race, c'est de rendre justice à tous, et particulièrement à la race française qui a si largement contribué à l'édification du pays."³⁷

En utilisant le thème "l'harmonie entre les deux races" Duplessis évite ainsi de froisser l'électorat anglophone. Mais craignant que sa volonté d'harmonie soit insuffisante pour rassurer les électeurs

³⁵ "La ville de Montréal choisira elle-même son mode d'administration", *Le Devoir*, 13 août 1936, p.6.

³⁶ "M. Duplessis à St-Eustache et à St-Jérôme", *Le Devoir*, 10 août 1936, p.6.

³⁷ "M. Duplessis promet un gouvernement national, ni rouge ni bleu, dénonce l'opposition à la monnaie bilingue et s'engage à reprendre et compléter les enquêtes", *L'Action catholique*, 25 juin 1936, p.8.

de langue anglaise, Duplessis affirme, lors d'un rassemblement à Sherbrooke le 15 juillet, que le Québec est une province bilingue et que les droits de la minorité doivent être respectés.³⁸ En somme, Duplessis cherche à ménager la chèvre et le chou. Il veut, à la fois, protéger les droits des Canadiens français tout en rendant justice aux anglophones. Mais il désire tellement plaire à ces derniers qu'il est plus enclin, dans ses discours, à justifier son nationalisme plutôt qu'à le promouvoir. Comme nous le verrons plus loin, ce genre d'attitude va semer le doute chez des porte-parole nationalistes tel l'abbé Groulx.

De plus, craignant que le mot «national», dans le nom "Union nationale", indispose la minorité anglo-saxonne, Duplessis en explique le sens à Sherbrooke:

"Nous avons choisi le terme national pas dans un sens ethnique mais simplement parce que dans les pays britanniques en temps de crise l'on fait toujours appel à toutes les bonnes volontés. Lorsque la situation devint menaçante en Grande-Bretagne le premier ministre fit appel aux conservateurs, aux libéraux, aux travaillistes et aux autres. La situation est la même ici et nous faisons le même appel."³⁹

Donc, selon le Trifluvien, le mot «national» exprime une volonté de rallier tous les éléments qui ont à cœur les intérêts du peuple peu importe s'ils sont des libéraux, des conservateurs, des indépendants, des Anglais, des Français ou des Écossais. En donnant cette explication, Duplessis tente encore une fois de prouver que l'Union nationale met de côté l'esprit de parti et les intérêts personnels pour le bien de la collectivité.

Pour plusieurs chercheurs, la campagne de Duplessis en 1936 en est une de dénonciation plus que de promesses. En effet, ils ne retiennent de cette campagne que l'insistance du chef unioniste à vouloir rappeler à l'électorat les péchés du régime. Celui qui semble le plus convaincu de cette hypothèse est sans contredit André-J. Bélanger, qui brosse un portrait peu flatteur de la campagne du chef de l'Opposition:

"Or le jeu de Maurice Duplessis, alors le leader de l'opposition, était précisément de faire oublier un programme qui était susceptible de le gêner dans l'avenir. La stratégie de sa célèbre campagne de l'été 1936, qui va le porter au pouvoir, repose sur une intention manifeste de réduire ses engagements politiques (promesses, programmes, etc.) au minimum, en ramenant constamment le discours à une dénonciation du gouvernement. Il n'y a rien de nationaliste dans cette campagne du Trifluvien; avec le recul du temps, il apparaît clairement qu'elle ressortit au style traditionnel d'un électoralisme assez primitif mais fort rentable."⁴⁰

Dans les nombreux discours électoraux que nous avons consultés pour faire ce mémoire, nous

38 "Le système des impôts provinciaux: M. Maurice Duplessis déclare hier soir à Sherbrooke qu'une révision complète s'impose", *Le Droit*, 16 juillet 1936, p.2.

39 *Ibid.*

40 André-J. Bélanger, "Les idéologies et leur désert politique", *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, (sous la direction de Fernand Dumont et al.), Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p.31.

avons pu remarquer que Duplessis parle davantage des scandales du gouvernement Taschereau que de sa plate-forme électorale. Donc, Bélanger a entièrement raison lorsqu'il prétend que le chef de l'Union nationale met principalement l'accent sur les péchés commis par le régime pour faire valoir sa cause et pour faire oublier son programme. Toutefois, nous pensons que le politologue fait erreur en affirmant qu'il n'y a "rien de nationaliste" dans la campagne du chef de l'Opposition. Afin de faire valoir notre point de vue, nous allons énumérer les thèmes nationalistes qui ont été abordés par le chef de l'Union nationale durant la campagne de 1936.

Il y a seulement deux thèmes de la catégorie "Culture canadienne-française" que Maurice Duplessis a exposés au cours de la campagne. Il s'agit de celui prônant le maintien des traditions et le respect du passé ainsi que celui présentant le mode de vie rural comme étant le meilleur qui soit afin de préserver la culture canadienne-française. Le chef unioniste a également abordé deux thèmes appartenant à la catégorie "Mode de vie rural et industrialisation". Le premier vante les mérites de l'agriculture et de la colonisation et le second approuve l'industrialisation à condition qu'elle favorise les Canadiens français. Quatre thèmes se rattachant à la catégorie "Problèmes politiques" retiennent l'attention de Duplessis durant la campagne. Ces thèmes sont: les minorités doivent être respectées, l'unité nationale est désirable mais le respect des deux cultures est également nécessaire, l'autonomie provinciale est essentielle et toute centralisation est mauvaise. Dans la catégorie "Infériorité économique", il y a également quatre thèmes qui vont être abordés. Ces thèmes prônent l'achat chez-nous, l'indépendance économique du Québec, la destruction des trusts et le retour des richesses naturelles aux mains des Canadiens français. Il y a seulement deux thèmes se rattachant à la catégorie "Systèmes économiques" qui seront utilisés par Duplessis. Il s'agit de ceux condamnant le socialisme et le communisme. Comme on peut le remarquer, ce sont surtout des thèmes nationalistes d'ordre économique et politique qu'aborde Duplessis durant la campagne de 1936.

Donc, le chef unioniste affiche bel et bien un certain nationalisme au cours de la campagne électorale. Cependant, nous pensons qu'il va promouvoir quelques thèmes de cette idéologie plus pour des raisons électorales que par conviction. Car dès son arrivée au pouvoir, il va se détacher des réformes nationalistes de son programme et évincer de son parti les députés trop attachés à ces réformes.

CHAPITRE V

LE DISCOURS DES CANDIDATS NATIONALISTES DE L'UNION NATIONALE ET LA MÉFIANCE DE L'ABBÉ GROULX ENVERS DUPLESSIS

On retrouve au sein de l'Union nationale quelques nationalistes convaincus qui désirent ardemment la nationalisation du trust de la houille blanche et la création d'une politique nationale. Toutefois, sur les tribunes politiques, ces hommes s'acharnent plus souvent à discourir sur les irrégularités commises par les libéraux que sur les visées nationalistes et réformistes qu'ils disent chérir. Cette attitude leur vaudra la réprobation d'un Lionel Groulx qui éprouve de plus en plus de méfiance à l'égard de Duplessis et de l'Union nationale.

5.1 Les nationalistes convaincus de l'U.N.: plus résolus que leur chef à fixer les assises d'une politique nationale.

Durant la campagne, Duplessis a la chance d'avoir à ses côtés des hommes qui jouissent d'une bonne renommée et qui se distinguent par leur probité et leur dévouement à la cause nationaliste. Parmi eux, nous retrouvons Philippe Hamel, Joseph-Ernest Grégoire, Oscar Drouin et René Chaloult. Ces hommes représentent ce qu'il y a de plus nationaliste chez l'Union nationale en 1936.

Philippe Hamel est à la tête de ce petit groupe. Dentiste de profession, il entame, en 1929, une lutte personnelle de tous les instants contre la dictature financière et plus particulièrement contre le trust de l'électricité sur lequel il a accumulé une imposante documentation.¹ Cette lutte contre les

¹ Lionel Groulx, Mes mémoires, tomes III: 1926-1939, Montréal, Fides, 1972, p.321. Plusieurs documents

trusts est accompagnée d'un fort désir de préserver l'ordre social. En effet, Hamel va condamner la dictature économique qui, selon lui, ne peut que causer des mécontentements populaires et aboutir à la révolution.² Lionel Groulx explique parfaitement ce que représente le trust de la houille blanche pour le dentiste: "Le trust de l'électricité, c'était pour lui (Hamel), l'hydre à sept têtes, le poulpe énorme qui, dans ses tentacules visqueux, tenait et dominait chefs d'état, politiciens, publicistes, universitaires, éducateurs de tout poil. Voulait-on l'émancipation économique du Québec? Frapper, abattre l'hydre, c'était frapper à la tête, abattre l'obstacle, l'ennemi no 1."³

En 1935, déçu par les résultats concrets de sa campagne personnelle,⁴ Hamel se tourne vers la politique où il prend vite figure de chevalier sans peur et sans reproche.⁵ À ce moment, il est accompagné de son allié de toujours, Joseph-Ernest Grégoire, qui a brigué, avec succès, les suffrages à la mairie de Québec en 1934 dans le but de combattre le trust de l'électricité. Les deux hommes doivent leur entrée en politique provinciale à l'ALN. En adhérant à ce parti, ils ne recherchent qu'à atteindre leur objectif, soit de nationaliser les compagnies privées d'électricité.

À l'intérieur de cette formation politique, nous trouvons également Oscar Drouin. Ancien député libéral sous Taschereau, Drouin va adhérer à l'ALN pour combattre les monopoles et pour favoriser l'instauration d'une politique nationale. De son côté, René Chaloult est un disciple de l'abbé Groulx et de Philippe Hamel. Comme ce dernier, il adhère à l'ALN. À l'élection de 1935, il se contente de faire campagne pour ses amis, sans se présenter.⁶ Cependant, l'année suivante, "sur l'ordre de Hamel",⁷ Chaloult va poser sa candidature dans le comté de Kamouraska.

Après la victoire morale de la coalition ALN-conservateur à l'élection de 1935, Hamel, Grégoire et Drouin sont toujours aussi résolus à réduire à l'impuissance la dictature financière et à appliquer le programme du parti fortement inspiré de celui de l'ÉSP. À l'Assemblée législative et au Comité des comptes publics, ils sont vivement impressionnés par ce Duplessis, qui prend plaisir à assaillir le gouvernement sur tous les fronts. Ils voient en lui le chef qui pourra les mener à la victoire et à la réalisation de leur objectif premier: l'étatisation des compagnies d'électricité. Évidemment, en applaudissant les hauts faits de Duplessis en Chambre, le trio délaïsse peu à peu Paul Gouin qui manque nettement de leadership et de combativité. D'ailleurs, Hamel dira au cours

concernant le trust de l'électricité se trouvent dans le Fonds Philippe Hamel que l'on peut consulter aux Archives de l'Université Laval.

2 Richard Lapointe, "La politique au service d'une conviction. Philippe Hamel: deux décennies d'action politique", mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1987, p.12.

3 Groulx, p.321.

4 Lapointe, p.9.

5 AUL, FJEG, b. BP3755, ch.2, Discours du 5 août 1936 (copie corrigée), p.11.

6 Donald Thomas, "La carrière politique de René Chaloult de 1936 à 1952", mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 1980, p.12.

7 René Chaloult, "Le docteur Philippe Hamel", *L'Action nationale*, vol. 43, nos 3 et 4 (mars-avril 1954), p.319.

de la campagne: "M. Gouin, malgré ses mérites que je ne conteste pas, n'était pas un chef parlementaire, peut-être même pas un chef tout court, alors que M. Duplessis grandissait chaque jour à mes yeux."⁸

Ainsi, lorsque survient la rupture entre Gouin et Duplessis, le choix n'est pas difficile à faire pour le dentiste, le maire et l'ancien député libéral. Accompagnés de René Chaloult, ils jettent leur dévolu sur le député de Trois-Rivières. Hamel, en particulier, manifeste une admiration sans bornes envers Duplessis. Il dira même de ce dernier qu'il est le plus grand parlementaire que la province de Québec ait jamais connu.⁹ En somme, c'est sa prestation en Chambre et au Comité des comptes publics qui va procurer à Duplessis le soutien d'hommes tels que Drouin, Hamel et Grégoire. Cependant, il faut mentionner que ces derniers n'ont d'autre choix que de se ranger derrière lui, car ils ne peuvent appuyer Godbout, l'héritier d'un régime qu'ils ont farouchement combattu. Du moins, cela serait la dernière des inconséquences. Donc, comme l'affirme Grégoire à Arthur Laurendeau, rédacteur en chef de la revue *L'Action nationale*, Duplessis est le meilleur chef alors disponible:

"Pour l'avenir, j'ai autant confiance en Duplessis et son entourage qu'en Gouin et ses amis. En effet, Gouin, ombrageux, ne m'apparaît pas comme un meneur d'hommes, et je suis sûr qu'il ne peut rallier longtemps une élite autour de lui. Si M. Duplessis commet des fautes graves, ses lieutenants les plus actifs d'aujourd'hui le lâcheront, et je crois savoir de quel côté se rangera le peuple. Nous ne sommes pas mariés à Duplessis; nous considérons seulement qu'il est le meilleur chef dans le moment."¹⁰

Philippe Hamel se joint à l'Union nationale dans l'espoir de pouvoir briser le trust de l'électricité et pour appliquer le programme du parti qui s'inspire largement de celui de l'École sociale populaire, dont lui et Chaloult sont, avec 8 autres personnes, les signataires.¹¹ Toutefois, Hamel semble plus porté, dans ses discours, à dénoncer les irrégularités du Parti libéral plutôt qu'à chanter les bienfaits de la nationalisation du trust de la houille blanche. Oscar Drouin et Ernest Grégoire feront de même tout au long de la campagne. Ainsi, à l'exclusion de René Chaloult, qui prend beaucoup de temps pour dénoncer l'infériorité économique des Canadiens français, les plus fervents nationalistes du parti vont se garder de mettre l'accent sur l'idéologie et le programme qu'ils préconisent pour s'attaquer à la crédibilité de leurs adversaires.

Dans une de ses nombreuses causeries, le docteur Hamel explique pourquoi lui et les autres membres de l'Union nationale se doivent, dans leurs assemblées, de rappeler à l'électorat les péchés

⁸ AUL, Fonds Philippe Hamel (ci-après FPH), b. BP3932, ch.5, Discours du 14 août 1936, p.3.

⁹ "M. Duplessis est l'objet d'un triomphe sans précédent", *Le Journal*, 26 juin 1936, p.6.

¹⁰ AUL, FJEG, b. BP3762, ch.6, J.- E. Grégoire à Arthur Laurendeau, 20 juin 1936.

¹¹ Il n'y a pas seulement Philippe Hamel et René Chaloult qui vont participer à la création du Programme de restauration sociale de 1933 et devenir candidats unionistes en 1936. Il y a également Albert Rioux. Ancien président de l'Union catholique des cultivateurs, Rioux va disputer le comté de Saint-Hyacinthe avec le libéral Téléphore-Damien Bouchard. Donc, trois signataires du programme de l'ESP défendront les couleurs unionistes lors de la campagne qui nous intéresse.

du régime libéral: "Si comme le voudraient certaines gens, nous discutons exclusivement notre programme devant le peuple, sans promener un peu de lumière sur une minime partie des scandales commis, nous permettrions au Régime Taschereau-Godbout-Bouchard d'être sur un pied d'égalité avec nous."¹² Donc, Hamel croit que la triste réputation des libéraux permet à l'Union nationale d'avoir un certain avantage. Il faut rappeler que les programmes électoraux que soumettent les deux partis se ressemblent sensiblement, ce qui va inciter l'électeur à opter pour la formation politique la plus susceptible de mettre en pratique les mesures qu'elle préconise. Alors, conscients que la campagne électorale n'en est pas une d'idées, mais bien de crédibilité, les unionistes, dont Philippe Hamel, estiment qu'en ne misant que sur le programme, leur parti n'a rien à gagner.

Cependant, cette stratégie de toujours mettre l'accent sur les scandales du régime ne fait pas que des heureux parmi les militants du parti. Arthur Larouche, candidat unioniste dans le comté de Chicoutimi, fait part au Docteur Hamel de ce mécontentement que manifestent certains partisans: "Depuis quelques (sic) temps nombre de partisans de notre mouvement me font des remarques sur la teneur des discours de nos orateurs à la radio; on prétend que l'explication de notre programme est trop négligée et que l'on devrait lui donner plus de place dans nos assemblées."¹³ Hamel, tout en étant du même avis que les militants mécontents, se demande toutefois ce qui se passera si les unionistes cessent de stigmatiser le gouvernement. Il dit à Larouche: "Il est une classe de gens qui aimeraient beaucoup à entendre la discussion du programme, c'est certain. Mais je me demande, si l'on cesse d'attaquer le Régime, ce qu'il en résultera. J'admets que les conférences devraient être partagées en deux parties: une d'attaque et une pour expliquer le programme."¹⁴

Toutefois, la suggestion présentée par les militants du parti et que Larouche va transmettre au dentiste ne sera pas retenue. Hamel va continuer de déclamer sur les méfaits du régime jusqu'à la fin de la campagne. Cependant, il trouve le temps, dans tous ses discours, de réitérer son désir de réduire les trusts à l'impuissance. C'est d'ailleurs la seule mesure que Hamel défend avec vigueur tout au long de la campagne.

Édouard Lacroix, député libéral fédéral de Beauce, soutient que Duplessis et l'Union nationale ont reçu 150 000\$ des trusts pour faire l'élection. Hamel, bien qu'il réfute cette accusation sur-le-champ, ressent des tiraillements de conscience.¹⁵ Il rend visite à Duplessis et lui demande de signer l'engagement de faire la guerre aux trusts sans ménagement. Le chef unioniste accepte

¹² AUL, FPH, b. BP3932, ch.5, Discours du 31 juillet 1936, "Les ravages du prétendu régime constructif Taschereau-Godbout", p.7.

¹³ AUL, FPH, b. BP3929, ch.3, Arthur Larouche à Philippe Hamel, 21 juillet 1936.

¹⁴ AUL, FPH, b. BP3929, ch.3, Philippe à Hamel à Arthur Larouche, 24 juillet 1936.

¹⁵ Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXV: *Chute de Taschereau*, Montréal, Fides, 1966, p.209.

d'emblée. Rassuré sur les intentions de ce dernier, Hamel poursuit sa lutte contre les puissances d'argent. Sa confiance envers Duplessis est totale. Il va même dire aux électeurs de Montmagny lors de l'ouverture de la campagne de son ami Grégoire: "Personne n'a le droit de douter de sa (Duplessis) parole et de sa signature, surtout après l'avoir vu en Chambre."¹⁶ Donc, si le dentiste et le maire avaient des préjugés à l'égard de Duplessis à l'époque où il était chef des conservateurs,¹⁷ ils sont complètement disparus lors de l'élection de 1936.

Bien qu'ils accordent aux scandales des libéraux une place de choix dans leurs discours, Hamel et ses trois acolytes n'oublient pas de dénoncer leurs ennemis jurés: les trusts. Ceux de la houille blanche, du gaz et du charbon, que Drouin surnomme les trois tentacules de la dictature économique,¹⁸ sont les plus vivement attaqués. Pour le groupe nationaliste, ces trusts, engendrés par le libéralisme économique et le capitalisme, représentent ce qu'il y a de plus malsain pour le Canada français et il s'empresse de leur faire porter le fardeau de tous les maux économiques et sociaux. Pour Hamel, Grégoire, Chaloult et Drouin, cette omnipotence des trusts sur la province s'explique par deux facteurs: l'esprit de parti et la politique de Taschereau, c'est-à-dire le libéralisme économique. Le principal reproche qu'ils font aux libéraux, c'est d'avoir appauvri les masses en concédant aux étrangers les richesses naturelles de la province. À ce sujet, le maire Grégoire soutient:

"Le gouvernement n'a pas administré pour le peuple, mais pour les grosses compagnies. Combien de bûcherons parmi vous ont été payé 50 sous par jour pour leur travail? Combien de cultivateurs ont dû vendre leur bois à vil prix? Qui en a profité? Ce sont les grosses compagnies à capital et à administrateurs étrangers, dont certains ont comme avocat M. Taschereau et dont ses ministres étaient directeurs. (...) Grégoire conclut en disant que toujours l'étranger a eu les faveurs."¹⁹

En plus de dénoncer la politique du gouvernement libéral, les quatre nationalistes s'en prennent à l'esprit de parti. À leurs yeux, l'esprit de parti n'a rien fait d'autre que d'amener la dissension au sein de la population canadienne-française, ce qui a favorisé l'implantation de la dictature économique étrangère dans la province. Le maire Grégoire, entre autres, ne se gêne pas pour rappeler à l'électorat que l'esprit de parti n'a pu que favoriser les étrangers:

"Qui a intérêt à nous diviser lors des périodes électorales? Des étrangers qui ont pris notre place dans notre propre pays, des gens qui se sont enrichis pendant que nous nous battions pour des couleurs rouges ou bleus (sic). N'allez pas croire (...) que je suis contre le capital et la richesse. Je suis contre les abus du capital et de la richesse. Dans notre pays, la richesse industrielle et commerciale est évaluée à 20 milliards et sur cela 10 milliards sont détenus par 13 hommes. À leur côté un certain groupe jouit d'un peu d'aisance. La grande majorité est dans un état voisin de la misère. Une inégalité aussi

¹⁶ "M. Grégoire maintient qu'il n'a pas été trop rigoureux", *La Presse*, 6 juillet 1936, p.15.

¹⁷ "L'assemblée de l'Union nationale à la Baie-du-Febvre", *Le Devoir*, 13 juillet 1936, p.8.

¹⁸ "M. Maurice Duplessis à la Baie-du-Febvre", *La Presse*, 13 juillet 1936, p.9.

¹⁹ "Assemblée des bleus à L'Islet", *Le Soleil*, 27 juillet 1936, p.8.

flagrante n'a plus sa raison d'être.²⁰

En plus d'exprimer son ressentiment pour l'esprit de parti et son ouverture envers le bon capitalisme, Grégoire soulève le problème, comme l'ont fait Duplessis et Godbout, de cette monopolisation de la richesse par une minorité d'individus. À l'exemple de plusieurs nationalistes, Ernest Grégoire et ses trois acolytes défendent les principes du corporatisme social proposés par le pape Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo Anno* et énoncés dans le Programme de restauration sociale de 1933.

Dans son discours du 5 août, le premier magistrat de la ville de Québec explique en profondeur les tenants et les aboutissants de cette réforme, que propose son parti, de remplacer le Conseil législatif par un Conseil économique. Il est proposé que cette réforme soit à la base de l'instauration du système corporatiste au Canada français et à laquelle Grégoire attache une très grande importance.²¹ Ce Conseil économique, qui devra regrouper des individus provenant de différents corps de métier, aura la tâche de remettre de l'ordre dans le régime de production, au bénéfice des Canadiens français qui, aux yeux de Grégoire, sont vraiment le peuple de cette province.²²

Toujours dans ce discours du 5 août, le maire s'interroge sur le sort de la classe ouvrière. Il déplore la situation d'infériorité dans laquelle se retrouvent ses compatriotes canadiens-français. Il soutient: "Les étrangers nous ont pris pour un peuple d'imbéciles et se sont gardés de nous confier d'autres emplois que les plus inférieurs et les moins payés."²³ Afin de remédier à la situation, Grégoire, à l'instar des intellectuels nationalistes, est d'avis qu'en implantant le modèle corporatiste et en regroupant les ouvriers et les cultivateurs en association professionnelle, il sera plus facile pour ces derniers de bénéficier d'une meilleure rémunération et ainsi vivre dans des conditions moins pitoyables.

Une ébauche du discours du 5 août nous permet également de constater que le maire de Québec voit dans le Conseil économique un élément qui permettra aux Canadiens français de pouvoir se débrouiller seuls lorsque la rupture du pacte confédéral se produira.²⁴

"N'ayant aucune confiance en la doctrine du libéralisme économique, qui assure la liberté la plus entière, mais aux puissants seulement, nous ne voulons pas voir plus longtemps notre Race à la merci des circonstances agencées toujours par les autres. Au moyen de ce Conseil économique, nous préparerons un ordre des choses qui

20 "Assemblée des bleus à l'Islet", *Le Soleil*, 27 juillet 1936, p.8.

21 AUL, FJEG, b. BP3755, ch.2, Discours du 5 août 1936 (copie corrigée), p.4.

22 *Ibid.*, p.7.

23 *Ibid.*, p.8.

24 Il est bon de souligner que les affirmations du maire Grégoire, sur la possibilité de voir un jour la disparition de la Confédération, ont été retrouvées dans une ébauche du discours du 5 août. Dans la version corrigée, nous n'apercevons aucune trace de ces affirmations et le maire, lorsqu'il s'adressera au public, n'abordera pas le sujet.

permettra sûrement à notre Province de se tirer d'affaires, le jour où la Providence décrètera la rupture de la Confédération.

Je ne suis nullement sécessionniste, mais il faut bien se rendre compte que la Confédération n'est pas éternelle et que le peuple de Québec, sans pousser à la rupture, doit éviter de se voir pris au dépourvu le jour où un concours de circonstances amènera la rupture entre les provinces canadiennes.²⁵

Drouin, Hamel et Grégoire lancent de sérieux avertissements aux libéraux fédéraux qui ont l'intention d'intervenir dans la campagne pour donner un coup de main à leurs homologues provinciaux. Ils ne se gênent pas pour demander impérativement aux libéraux d'Ottawa de se mêler de ce qui les regarde et de veiller davantage sur les droits des Canadiens français. C'est Grégoire qui les prévient le plus sèchement:

"Si les gens du fédéral veulent intervenir dans la présente lutte, ils rencontreront sur leur chemin le peuple de la province. Avant de venir nous dire pour qui voter, que les gens du fédéral s'occupent donc de nos intérêts à Ottawa. Qu'est-ce qu'ils ont fait du port de Montréal? Le port de Québec a eu le même sort, nous sommes aux mains des étrangers. Nos intérêts sont sacrifiés. Que ces gens s'occupent donc de leurs affaires à Ottawa. (...) Qu'ils s'occupent de voir à ce que l'élément canadien-français ait dans le service civil la représentation à laquelle nous avons droit."²⁶

Le maire parle même de la possibilité de voir un parti national se former dans la capitale fédérale: "Oui demain nous serons national à Ottawa si nos représentants à Ottawa continuent de se conduire en rouges et en bleus et de négliger nos intérêts. Laissons en paix les gens d'Ottawa et qu'en retour ils nous laissent la paix."²⁷

En désirant détruire les trusts de même que l'esprit de parti et en préconisant le système corporatiste tout en réprouvant celui du libéralisme économique, le quatuor nationaliste ne recherche que l'émancipation économique et sociale des Canadiens français. Pour Hamel et ses trois acolytes, cette domination étrangère doit disparaître pour le bien de la population canadienne-française. Celui qui va être le plus résolu, durant la campagne, à vouloir défendre les droits de ses compatriotes francophones est sans contredit René Chaloult. Dans presque tous ses discours, le candidat unioniste dans Kamouraska déplore que ses concitoyens de culture française soient sous la tutelle d'une minorité étrangère dans leur province et fait savoir que les jeunes en particulier ne veulent pas être les domestiques dans leur propre pays.²⁸ Lors d'une assemblée à L'Islet le 26 juillet, il demande: "Combien avons-nous de Canadiens français à la tête de nos industries? Nous sommes les domestiques dans notre province; il faut que cette servilité cesse; nous en avons assez d'être dominés par les étrangers."²⁹ Le lendemain à Saint-Pascal, il poursuit: "Nous sommes la majorité dans cette

25 AUL, FJEG, b. BP3755, ch.2, Discours du 5 août 1936 (ébauche), p.11-12.

26 "Le Dr Zénon Lesage ouvra sa campagne électorale dans Laurier", *Le Devoir*, 5 août 1936, p.10.

27 *Ibid.*

28 "M. René Chaloult lance un défi à M. P. Gagnon", *L'Action catholique*, 20 juillet 1936, p.11.

29 "Assemblée des bleus à L'Islet", *Le Soleil*, 27 juillet 1936, p.8.

province (...) et nous ne devons pas nous laisser dominer par la minorité.”³⁰

Par de telles affirmations, il est certain que Chaloult et ses confrères de l'Union nationale s'ingénient à raviver les sentiments nationalistes de l'électorat québécois. Cependant, le problème qui persiste est de savoir si le parti de Maurice Duplessis, et plus particulièrement le quatuor nationaliste, s'emploient également à faire appel aux sentiments antianglais des Canadiens français. Le politologue Herbert F. Quinn le pense. Il affirme dans son ouvrage sur l'Union nationale: “Perhaps one of the most telling aspects of the Union Nationale's campaign was its appeal to the nationalistic and anti-English sentiments of the French-Canadian population.”³¹ À l'appui de son point de vue, Quinn cite certains propos émis par Hamel et Grégoire au cours du mois d'août 1936. Le dentiste faisait alors part de la menace qui pesait sur la foi, les traditions et les libertés des Canadiens français et reprochait au gouvernement d'avoir vendu les richesses naturelles aux étrangers à un prix dérisoire. Le maire, de son côté, manifestait à ce moment-là son mécontentement face à cette exploitation du Canadien français par les étrangers. Ainsi, les citations utilisées par Quinn démontrent que Philippe Hamel et Ernest Grégoire sont des nationalistes convaincus. Toutefois, nous croyons qu'elles ne sont pas très concluantes lorsqu'il s'agit de savoir si l'Union nationale est anglophobe lors de la campagne électorale de 1936.

Quinn exagère lorsqu'il affirme que le parti de Maurice Duplessis est antianglais, car dans les documents que nous avons consultés pour rédiger ce mémoire, nous n'avons trouvé aucune trace d'animosité de la part des principaux membres de l'Union nationale à l'endroit de la minorité anglophone. C'est pourquoi nous estimons que le groupe nationaliste, sans faire une campagne de charme comme l'a faite leur chef, n'a jamais montré la moindre animosité à l'endroit de la minorité anglophone. D'ailleurs, les Hamel et autres vont tenter de rassurer cette dernière en lui disant que ses droits seront respectés et que l'Union nationale veut être juste envers tous les groupements ethniques de la province.³²

Mais alors comment expliquer que les quatre nationalistes, tout en se montrant déferents à l'égard de la minorité anglophone, puissent combattre les trusts dirigés généralement par des individus qui font partie de cette minorité? Selon Richard Lapointe, les revendications d'ordre économique que préconise Philippe Hamel ne visent pas les anglophones comme tels, mais le grand capital, la “dictature économique”. Si cette dernière est principalement anglo-saxonne, il ne s'agit pas du point central pouvant expliquer l'action d'Hamel.³³ D'ailleurs, le dentiste dira à la

30 “Assemblée de M. René Chaloult à St-Pascal”, *La Presse*, 28 juillet 1936, p.7.

31 Herbert F. Quinn, *The Union Nationale. Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p.70-71.

32 AUL, FJEG, b. BP3755, ch.2, Discours du 5 août 1936 (copie corrigée), p.11.

33 Lapointe, p.11.

minorité anglophone dans son discours du 11 août: "Les profiteurs, sans distinction de race, devront être enrayés."³⁴ Donc, nous pouvons dire que le ressentiment qu'ont Hamel et ses trois confrères envers les trusts, habituellement dirigés par des Anglo-Saxons, n'est pas accompagné d'une animosité à l'endroit de la minorité anglaise dans son ensemble. Nous avons même constaté que Philippe Hamel a des appuis au sein de la minorité anglophone au moment de l'élection de 1936. Par exemple, John Hearn, un avocat de Québec, lui remet 100\$ pour sa campagne. Un autre lui offre l'aide de ses fils pour son élection.³⁵

Ainsi, pour les nationalistes de l'Union nationale, il est possible de défendre les principes du nationalisme canadien-français sans pour autant bafouer les droits de la minorité anglo-saxonne. C'est le maire Grégoire qui s'exprime le mieux sur cette question :

"Certes, nous voulons être justes envers tous les groupements ethniques de la province, mais nous mettrons un terme à la politique économique du Régime Taschereau-Godbout-Bouchard, qui sacrifie notre droit d'aïnesse et constate sans la moindre douleur que la proportion des prolétaires grandit sans cesse au milieu de notre peuple canadien-français dont ils ont aliéné prématurément et sans conditions le riche patrimoine. La politique de Québec ne doit être ni anti-anglaise, ni anti-irlandaise, ni même anti-juive, je n'hésite pas à le proclamer; mais elle doit être intensément pro-canadienne-française (...)."³⁶

En somme, nous pouvons dire que le nationalisme défendu par les Hamel, Grégoire, Chaloult et Drouin correspond en tout point à celui des intellectuels nationalistes et des groupes d'action catholique. Ce sont les thèmes, que nous avons énumérés dans notre introduction, qui reviennent: la condamnation de l'esprit de parti, l'autonomie de la province, la lutte contre les trusts et l'émancipation économique et sociale des Canadiens français. Mais les nationalistes mettent surtout l'accent sur les deux derniers thèmes. Rarement, ils ont vanté les mérites de la société rurale et encouragé le retour à la terre comme le font les nationalistes les plus traditionalistes. Bref, le nationalisme tel que défendu par Hamel et ses trois confrères est d'abord et avant tout axé sur l'économique et le social, délaissant ainsi les autres aspects de cette idéologie.

Lorsque l'Union nationale triomphe le 17 août, Drouin, Hamel, Chaloult et Grégoire sont élus dans leur comté respectif. Pour Hamel, son rêve de briser les trusts est maintenant réalisable. Mais quelques jours après l'élection, il apprend que Duplessis a décidé de rompre son engagement de livrer une lutte sans merci aux puissances d'argent. De son rêve, Hamel devra faire son deuil. Ce sera le cas également pour Chaloult, Grégoire et Drouin qui avaient mis tous leurs espoirs en Duplessis afin de redonner aux Canadiens français leur économie et leurs richesses naturelles. Ainsi, le chef de l'Union nationale se servait du nationalisme à des fins électorales pendant que Drouin, Chaloult, Grégoire

34 AUL, FPH, Discours du 11 août 1936 (anglais), p.7.

35 AUL, FPH, W.P. Arkinson à Philippe Hamel, 31 juillet 1936.

36 AUL, FJEG, b. BP3755, ch.2, Discours du 5 août 1936 (ébauche), p.10.

et Hamel défendaient avec tant d'ardeur leur parti, convaincus que la libération économique des Canadiens français était imminente. Duplessis savait que la présence de nationalistes convaincus à ses côtés lui permettrait de décrocher quelques votes de plus.

5.2 L'optimisme des groupes nationalistes et le scepticisme de Groulx face à la volonté de la formation unioniste d'appliquer une politique nationale

L'Union nationale, en proposant un programme fortement inspiré par celui de l'ÉSP et en ayant dans ses rangs de fervents nationalistes comme Philippe Hamel, J.-E. Grégoire et René Chaloult, suscite un certain optimisme au sein des mouvements nationalistes et d'action catholique. En effet, ces derniers voient en l'Union nationale le parti qui sera le plus susceptible d'appliquer les mesures qu'ils prêchent depuis longtemps. Donc, l'optimisme est de rigueur en cet été 1936.

L'Église et les groupes d'action catholique, s'intéressant davantage aux réformes sociales que nationales, font connaître leur satisfaction non seulement envers le programme de l'Union nationale, mais également envers celui du Parti libéral. L'importance que l'on attache aux réformes sociales dans ces plates-formes et le fait que les chefs politiques forment le voeu d'instaurer une politique plus chrétienne, les enchantent grandement. Même le cardinal Rodrigue Villeneuve, lors de la Semaine sociale de Trois-Rivières, exprime sa joie de voir les politiciens se préoccuper davantage des problèmes sociaux. Il déclare:

"Heureusement, (...) nous constatons dans les programmes politiques, de part et d'autre, qu'on en est venu à sentir le besoin de promettre des réformes sociales, basées sur l'enseignement de la doctrine sociale de l'Église. Si les hommes publics se sentent le besoin de promettre ces réformes, c'est qu'il y a quelque chose de changé et ce changement il est dû aux enseignements sociaux de l'Église, aux semaines sociales."³⁷

De son côté, le quotidien L'Action catholique félicite les formations politiques de vouloir mettre en pratique une politique chrétienne. L'éditorialiste Eugène L'Heureux va même affirmer que le journal ne s'est jamais senti aussi à l'aise, au début d'une campagne électorale, car, quel que soit le groupe vainqueur, le 17 août, la politique marquera un progrès notable sur l'ancienne, à plusieurs points de vue.³⁸ Donc, pour ceux qui s'intéressent avant tout à la création d'une politique chrétienne et sociale, les programmes proposés par les deux partis les réjouissent amplement.

Par la plate-forme que propose le groupe unioniste, les intellectuels nationalistes sont confiants de voir une politique nationale être implantée dans la province par l'Union nationale.

³⁷ "Il y a quelque chose de changé dans la province de Québec", L'Action catholique, 23 juillet 1936, p.1.

³⁸ Eugène L'Heureux, "Un mot des trois partis politiques en présence". L'Action catholique, 8 juillet 1936, p.4.

Mais pour certains, le fait que Maurice Duplessis soit le chef de ce parti les rend sceptiques. Ils ne sont pas convaincus de sa sincérité et de sa détermination à vouloir pratiquer une politique pro-canadienne-française.

Parmi les plus sceptiques, nous retrouvons Arthur Laurendeau et plusieurs membres des Jeunes-Canada.³⁹ Mais le plus incroyablement d'entre tous les nationalistes est sans contredit Lionel Groulx. Ayant un profond mépris pour la plupart des politiciens et une indifférence envers la politique,⁴⁰ l'historien va éprouver de la méfiance, tout au long de la campagne, à l'égard de l'Union nationale et surtout envers Maurice Duplessis.

Lors de leur première assemblée de la campagne qui se tient à Trois-Rivières le 24 juin, les orateurs unionistes ne font rien pour apaiser les inquiétudes de l'abbé Groulx. En effet, dans leurs discours, ils insistent davantage sur les irrégularités commises par le régime que sur les bienfaits d'une politique nationale. Évidemment, cette stratégie ne plaît guère à l'historien qui s'empresse de faire part à Philippe Hamel de ses inquiétudes face à la tournure que prend la campagne électorale et lui demande sans détour s'il entend poursuivre l'élan national de la campagne de novembre 1935:

"J'ai constaté (...) que les discours de Trois-Rivières, ont, en général déçu, même nos amis. Trop de négatif pour ce qu'il y avait de positif. À la suite des attaques contre le régime et avec les promesses d'enquête, l'on eût voulu trouver l'assurance de votre fidélité au programme des dernières élections. Et c'est ici que nos très proches amis sont inquiets. La dénonciation du régime va-t-elle tout accaparer? Et votre prochaine campagne gardera-t-elle un peu de l'élan national de la première? On compte sur vous et sur M. Grégoire pour lui garder cet élan dont dépend en somme l'orientation de la politique québécoise. On estime que vous ne devez pas tarder à proclamer de nouveau votre adhésion au programme de politique nationale qui vous a fait victorieux le 25 novembre dernier. Il ne faut laisser à personne le temps de s'en emparer."⁴¹

Duplessis demeure toujours, aux yeux de l'historien, un inquiétant personnage. Groulx dira à Hamel qu'il n'a pas tout à fait confiance en Duplessis et qu'il n'apprécie guère voir ce dernier être plus disposé à dissiper les craintes des Anglais que d'aiguillonner les Canadiens français:

"En résumé, mon cher Docteur, ce qui inquiète l'opinion que vous savez, c'est la question de fond: quelle orientation donnerez-vous à votre campagne électorale? Prêcherez-vous franchement une politique nationale? Vous livrez-vous à l'ancien programme de la première Union nationale? Pour tout dire, aurez-vous le courage de vous prononcer pour une politique canadienne-française ainsi que Paul Gouin n'a pas craint lui-même de se prononcer? Je dois vous avouer que, sur ce point, Duplessis n'inspire pas une absolue confiance. Il veut bien une politique nationale; mais il paraît plus soucieux de rassurer les Anglais que de stimuler les Canadiens français. C'est par là qu'il reste vieux jeu (...). Paul Gouin avait plus à coeur de stimuler les Canadiens français que de rassurer les Anglais. De là venait sa force. Saurez-vous prendre le

39 Denis Chouinard, "Les Jeunes-Canada. Un mouvement contestataire des années 30", mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1984, p.155.

40 Groulx ne s'inquiète de la politique que pour la réalisation de ses objectifs nationalistes et conséquemment ses idées politiques ne peuvent être comprises qu'en relation avec ces derniers. Jean-Pierre Gaboury, *Le nationalisme de Lionel Groulx. Aspects idéologiques*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970, p.135.

41 AUL, FPH, b. BP3926, ch.9, Lionel Groulx à Philippe Hamel, 30 juin 1936.

même ton, la même attitude? (...) Vous le savez, je suis pour la paix entre les races, mais je suis convaincu que la bonne entente ne se fait point, à coups de discours. La bonne entente, nous l'imposerons quand nous serons en état de parler en maître dans notre province. Il faut que notre peuple se sente soulevé par un appel profond.⁴²

Donc, l'élection n'est pas véritablement commencée⁴³ que déjà l'abbé Groulx se montre inquiet; le silence des candidats unionistes, lors de l'assemblée de Trois-Rivières, sur la création d'une politique nationale ne le rassure guère. Il avoue d'ailleurs à Hamel après l'élection que cette assemblée, par un silence presque absolu sur l'idée nationale, lui paraissait une maladresse, du simple point de vue tactique, et que ce silence l'inquiétait aussi par sa singulière signification.⁴⁴ Sceptique, Groulx le demeurera jusqu'à la fin de la campagne. Cela lui vaudra les reproches de ses amis, qui eux, sont emballés par le vent de changements que procure l'Union nationale. À ce sujet, l'historien dira dans ses mémoires: "Certes, les mouvements de jeunesse se multipliaient, grossissaient; à coup sûr, un réveil s'annonçait. Autour de moi, des amis me gourmandaient. Ils me reprochaient mon scepticisme. 'Mais enfin, me disait-on, une aube se lève. Ne voyez-vous point ce qui s'en vient?' Oui quelque chose s'en venait. Mais au profit de qui?"⁴⁵

Lorsque le 17 août l'Union nationale triomphe, 58% des électeurs jubilent. Chez l'abbé Groulx, c'est toujours le doute qui persiste. Il avoue dans ses mémoires qu'il n'était pas des plus heureux à l'annonce de la victoire unioniste: "Et mes amis de me trouver, malgré tout, la mine peu réjouie, encore sceptique, renfrognée. Non je ne pouvais applaudir; je restais inquiet."⁴⁶ Ce qui provoque cette inquiétude chez l'historien, c'est Maurice Duplessis.

Si dans la soirée du 17 août, Groulx exprime de l'inquiétude face à la victoire de l'Union nationale, le lendemain, il n'en montre aucun signe dans la lettre qu'il envoie à Philippe Hamel pour le féliciter de sa victoire. Fait étonnant, l'historien va même afficher un certain optimisme comme en fait foi ce passage:

"Je me réjouis de votre victoire, de celle de M. Grégoire, de celle de notre ami Chalout. Je prierai le Bon Dieu maintenant qu'il vous accorde l'audace d'accomplir votre tâche géante. Il me semble que ma vie ne s'achèvera pas sur une nouvelle déception. Nous n'avons plus le temps d'attendre. Dieu nous accordera d'avoir enfin un grand gouvernement qui inaugurerait une grande époque."⁴⁷

Ce texte nous permet d'affirmer que Lionel Groulx, bien que l'on ne puisse douter de son scepticisme, fonde beaucoup plus d'espoir en l'Union nationale qu'il l'a laissé entendre tout au long

⁴² *Ibid.*

⁴³ Le rassemblement de Trois-Rivières s'est produit le 23 juin. L'inauguration de la campagne électorale, tant chez les unionistes que chez les libéraux, aura lieu le 12 juillet.

⁴⁴ CRLG, Fonds Lionel-Groulx (ci-après FLG), P1/A, 1714, Lionel Groulx à Philippe Hamel, 4 septembre 1936.

⁴⁵ Groulx, p.325.

⁴⁶ *Ibid.*, p.326.

⁴⁷ CRLG, FLG, P1/A, 1714, Lionel Groulx à Philippe Hamel, 18 août 1936.

de la campagne de 1936. La déception profonde qu'il éprouvera lorsque Duplessis va renoncer à ses engagements nationalistes et écarter du même coup Hamel et Grégoire du cabinet ministériel nous permet de corroborer notre affirmation. Bien qu'il appréhendait une telle trahison de la part de Duplessis, l'historien nationaliste sera profondément désappointé. D'ailleurs, il dira de ce qu'il appelle la déception-Duplessis⁴⁸ qu'elle lui apporta plus de désenchantement que de surprise.⁴⁹

Groulx ne peut s'empêcher de dire sa façon de penser de celui qui a bousillé ses espoirs et ceux des autres nationalistes. Lorsqu'il écrit à René Chaloult pour lui faire part de sa déception, l'historien brosse un portrait peu flatteur du chef unioniste:

"Cette victoire a eu hélas, son lendemain. Je m'en attriste profondément sans en être trop surpris. Je n'ai jamais pu partager, sur votre chef, à aucun moment ni la confiance optimiste du Dr Hamel, ni la confiance enthousiaste de M. Oscar Drouin à qui il plaisait d'en faire "le plus grand national". Non, cet homme m'a toujours paru vieux-jeu (sic), vieux monde. Il est resté de la génération des hommes de soixante ans, avec tous les bobards de la bonne-entente (sic) et de la "coopération entre les deux grandes races". (...) Nous aurons, je le crois bien, quelques réformes administratives, quelques essais dénués de politique économique et sociale. Il nous faire (sic) notre deuil de la grande politique nationale que nous avons rêvée. Quelle restauration en profondeur attendre de la part de gens qui n'entendent faire justice à leurs compatriotes que si la minorité anglaise l'a d'abord pour agréable? Oui c'est un grand désenchantement."⁵⁰

À Philippe Hamel, Groulx parle des impressions que lui a laissées la campagne de 1936: "J'ai suivi assez attentivement la campagne voyant chaque jour, avec peine, l'abaissement de l'atmosphère. Quelle différence de ton et d'allure pour ceux qui se rappelaient les discours de l'automne dernier, l'élan spirituel qui passait alors sur la province!"⁵¹ Évidemment, l'historien ne peut s'empêcher d'égratigner au passage Maurice Duplessis:

"Il m'a (Duplessis) toujours paru peu cultivé, en dépit de ses qualités de grand avocat. Et c'est une notable infirmité, pour un chef d'état (sic) que d'être incapable, par manque de culture, de prendre du problème national une vue vigoureusement synthétique. Il ne pourra jamais faire que de la politique de petits à-coup, (sic) une politique de rapiécages. (...) il porte aussi dans l'esprit une grande infirmité: il n'est pas de son temps, de sa génération. Il est resté vieux jeu. Il date d'il y a soixante ans; il considère comme chose normale l'actuelle dictature économique d'une poignée de Britanniques."⁵²

En somme, l'abbé Groulx ne pardonnera jamais au chef unioniste d'avoir réduit ses espoirs à néant. Vingt ans après les événements d'août 1936, il dit à Anatole Vanier, ami nationaliste, au sujet du député de Trois-Rivières: "(...) je ne puis lui (Duplessis) pardonner d'avoir tué le mouvement de 1935-1936 que tout ensemble, vous le savez, et lui avec nous, avons si péniblement déclenché."⁵³ Au lendemain de la campagne de 1936, Duplessis devient donc, aux yeux du chanoine, un traître, le

48 Groulx, p.325.

49 *Ibid.*

50 CRLG, FLG, P1/A, 705, Lionel Groulx à René Chaloult, 1er septembre 1936.

51 CRLG, FLG, P1/A, 1714, Lionel Groulx à Philippe Hamel, 4 septembre 1936.

52 *Ibid.*

53 Lionel Groulx à Anatole Vanier, 16 août 1956; cité par Gaboury, *Le nationalisme de Lionel Groulx*, p.148.

politicien qui a vulgairement trahi les aspirations nationalistes d'une génération de ses disciples.⁵⁴

Si la déception de l'historien est immense, son ressentiment pour le chef unioniste l'est tout autant. En effet, Groulx va se souvenir longtemps de cette déconvenue de 1936. Dans ses mémoires, il aborde le sujet avec une certaine tristesse comme le démontre ce passage:

"Et oui, nous nous sentions, aux environs de 1935, si près de la chance suprême, de l'unique chance peut-être de remonter la dure côte des malheurs accumulés depuis 1760. Et ce sont toutes ces espérances qu'il nous fallut rentrer, les ailes broyées. Qui n'a pas vécu notre déception de ces années-là ne peut se figurer le goût de cendre qu'elle nous a laissé."⁵⁵

En résumé, Groulx et les autres nationalistes du même acabit vont espérer beaucoup de la campagne de l'été 1936, car pour une des rares fois, ils ont la possibilité d'appuyer un parti politique qui partage pleinement leurs aspirations. Donc, par sa plate-forme électorale, l'Union nationale va s'attirer les bonnes grâces des nationalistes. Toutefois, nous estimons que ces derniers n'auraient pas donné leur appui à cette formation politique aussi facilement si elle n'avait pas eu dans ses rangs des candidats comme Philippe Hamel et Ernest Grégoire. En effet, les nationalistes, surtout ceux qui doutaient de la sincérité de Duplessis, étaient rassurés de voir un certain nombre des leurs arborer les couleurs unionistes. Comme le souligne Patricia Dirks, pour les tenants de l'idéologie nationaliste, Hamel et Grégoire sont leur espoir.⁵⁶

"Although the tone of Duplessis's 1936 campaign did nothing to allay the suspicions of nationalists like Abbé Groulx, they had no choice but to put their faith in candidates like Hamel and Grégoire and hope that, under their leadership, nationalists within the Union Nationale would be in a position to impose their will on Duplessis following the defeat of the "vendu" Liberal regime."⁵⁷

⁵⁴ Gaboury, p.148.

⁵⁵ Groulx, p.327.

⁵⁶ AUL, FJEG, b. BP3762, ch.7, Arthur Laurendeau à J.-E Grégoire, (1936) s.d.

⁵⁷ Patricia Dirks, *The Failure of l'Action libérale nationale*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, p.112.

CHAPITRE VI

LES RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE ET L'IMPORTANCE DU NATIONALISME DANS LE CHOIX DES ÉLECTEURS

Le 17 août 1936, c'est un jour de gloire pour les partisans unionistes, car ils voient leur parti remporter une victoire des plus convaincantes. Bien qu'il n'ait pas été la raison principale de ce triomphe, le nationalisme a permis au parti de Maurice Duplessis d'obtenir le soutien de certains électeurs. On peut penser entre autres aux jeunes et aux membres de mouvements patriotiques. De plus, l'Union nationale et ses idées nationalistes ne semblent pas avoir effrayé la minorité anglophone, car plusieurs comtés, où l'on retrouve un bon nombre d'électeurs anglo-saxons, donneront leur appui à ce parti.

6.1 Un véritable revirement électoral

Dans la soirée du 17 août 1936, la population attend avec impatience l'issue du scrutin. Afin de s'enquérir des derniers résultats, certaines personnes utilisent la radio pendant que d'autres vont se masser devant les édifices des grands quotidiens où l'on a aménagé des écrans géants. Finalement, le verdict populaire est rendu. Le parti de l'Union nationale est appelé à former le prochain gouvernement et Maurice Duplessis deviendra le seizième premier ministre de la province de Québec. Cette nouvelle n'a pas l'effet d'une bombe, puisque l'impression générale était que l'Union nationale remporterait la victoire malgré la campagne courageuse d'Adélard Godbout et l'intervention des libéraux du fédéral.¹

¹ Conrad Black, *Duplessis*, tome I: *L'ascension*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, p.228.

Mais ce qui surprend bon nombre d'observateurs, c'est de voir le groupe unioniste remporter une victoire aussi décisive. En effet, ce dernier s'empare de 76 des 90 sièges et obtient 57,5% des voix exprimées, soit 9,3% de plus qu'en 1935. De son côté, le Parti libéral récolte les quatorze sièges restants et ne recueille que 41,8% des voix, accusant un recul de 9,8% par rapport à l'élection précédente.² Bien qu'elle obtienne plus de 40% des voix, la formation libérale subit une cuisante défaite. La population, qui lui avait fait confiance depuis 1897, a décidé le 17 août 1936 de faire volte-face pour ainsi donner le pouvoir à un parti qui n'a même pas un an d'existence.

Godbout est sévèrement atteint par le raz-de-marée unioniste. Pendant que son parti essuie un revers de taille, le chef est défait dans son propre comté de L'Islet par le jeune avocat et ancien président du comité régional de l'ACJC, Joseph Bilodeau.³ Godbout reçoit la nouvelle de sa défaite sans mot dire. Seul un léger rictus facial révèle son étonnement et sa déception profonde.⁴

En plus du premier ministre sortant, cinq ministres tombent au combat. Seuls T.-D. Bouchard, C.-A. Bertrand, Cléophas Bastien et Frank L. Connors, tous avec des majorités infimes, surnagent. Le comté de Lotbinière, qui n'a élu que des libéraux depuis la Confédération,⁵ décide de rompre avec la tradition en optant pour le candidat de l'Union nationale. En plus de ce comté, d'autres bastions libéraux comme Arthabaska, Charlevoix, Kamouraska, Matane, Montmorency et Rimouski deviennent unionistes. Bref, les libéraux sont pratiquement rayés de la carte électorale. Ils perdent du terrain dans toutes les régions sauf dans un secteur assez restreint, celui de la vallée du Yamaska et du Richelieu, où ils remportent six de leurs 14 sièges.⁶ Selon Paul Cliche, le vote, dans ce secteur, s'explique par des raisons d'ordre régional.⁷

Contrairement à Adélard Godbout, Duplessis a pu bénéficier d'un appui solide dans son propre comté de Trois-Rivières. En effet, il pulvérise son adversaire avec 3 136 voix de majorité (5 628 contre 2 492). Ses trois principaux lieutenants, soit Philippe Hamel, Oscar Drouin et Ernest Grégoire, sont tous réélus avec des majorités plus élevées que celles obtenues à l'élection précédente. René Chaloult, qui en est à sa première élection comme candidat, remporte la victoire dans le comté de Kamouraska.

L'Union nationale obtient de l'électorat un appui catégorique. Les villes de Montréal et de

2 Jean-Louis Desrochers, "Analyse par régions des élections provinciales de 1935 à 1962", mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1965, p.20.

3 Robert Rumlily, *Maurice Duplessis et son temps*, tome I: (1890-1944), Montréal, Fides, 1973, p.259.

4 Jean-Guy Genest, *Godbout*, Sillery, Septentrion, 1996, p.99.

5 "Duplessis 75 et libéraux 15", *Le Journal*, 18 août 1936, p.1.

6 Paul Cliche, "Les élections provinciales dans la province de Québec de 1927 à 1956", mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1960, p.53.

7 *Ibid.*, p.54.

Québec, qui ont constitué les châteaux forts de l'opposition en 1935,⁸ vont l'être encore l'année suivante. Dans la métropole, le parti recueille 12 circonscriptions sur 15, mais le pourcentage des voix qu'il reçoit est inférieur à celui obtenu lors du scrutin précédent. En effet, il passe de 64,2 à 58,6%.⁹ Dans la ville de Québec, l'Union nationale parvient à obtenir la victoire dans 3 comtés sur 4. De plus, elle balaie le Saguenay, le Lac Saint-Jean et les Cantons-de-l'Est.

Les circonscriptions rurales avaient permis aux libéraux de se maintenir au pouvoir en 1935. Des régions telles que la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent avaient élu des "Rouges" dans tous leurs comtés. Mais en 1936, l'emprise du Parti libéral sur les comtés agricoles n'est plus, ce qui permet à l'Union nationale de s'attacher le vote des ruraux autant que celui des citadins. Tous les comtés de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent, à l'exception de Rivière-du-Loup, vont passer du Parti libéral à l'Union nationale. Il en sera de même également pour plusieurs autres comtés ruraux.

En somme, le résultat du scrutin de 1936 démontre que les électeurs de la province, peu importe le milieu d'où ils proviennent, préfèrent s'en remettre à l'Union nationale de Maurice Duplessis plutôt qu'au Parti libéral d'Adélard Godbout. Plusieurs facteurs ont pu inciter l'électorat à agir ainsi. On peut penser aux scandales, au programme unioniste, au nationalisme, à la forte popularité de Duplessis, à la droiture des Hamel et Crégoire ou bien à la mauvaise conjoncture économique. Notre intention, dans la prochaine partie, ne sera pas d'analyser l'impact de tous ces facteurs. Nous allons plutôt nous intéresser au rôle joué par le nationalisme dans la victoire de l'Union nationale.

6.2 L'impact du nationalisme dans l'issue du scrutin

Comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre, les idées nationalistes sont en vogue durant la décennie 1930. Les mouvements patriotiques foisonnent et les nationalistes n'ont jamais eu une aussi grande influence. Également, nous avons affirmé que cette forte poussée du nationalisme n'a pu être ignorée par les politiciens (surtout unionistes) lors de la campagne de 1936. Toutefois, nous estimons que cette idéologie ne sera pas un facteur déterminant dans la victoire unioniste du 17 août. L'électorat canadien-français, bien que l'idée d'une politique nationale ne lui déplaise guère, jettera son dévolu sur le parti de Maurice Duplessis pour d'autres motifs. Selon nous, ce sera surtout la jeunesse et l'élite canadienne-française qui voteront pour le groupe unioniste en raison de ses aspirations nationalistes. Quant à l'élément anglophone, le nationalisme de l'Union nationale ne semble pas l'effrayer outre mesure.

⁸ *Ibid.*, p.40.

⁹ *Ibid.*, p.53.

6.2.1 L'interprétation faite de l'élection de 1936 par les observateurs de l'époque et les chercheurs d'aujourd'hui.

Au lendemain du 17 août, les observateurs du milieu journalistique s'affairent à trouver les raisons qui ont incité la majorité de l'électorat à opter pour l'Union nationale. Si tous sont d'accord pour dire que cette dernière a triomphé d'une façon décisive lors de cette élection, il leur est cependant difficile de s'entendre sur le pourquoi. Le plus bel exemple de cette divergence d'opinions, on le retrouve chez les éditorialistes de la presse écrite. En effet, ces derniers ne donnent vraiment pas le même son de cloche lorsqu'il s'agit d'interpréter le choix des électeurs. Selon Louis Morneau du journal actionniste La Province, ce qui constitue, dans une large mesure, la cause de l'immense triomphe de l'Union nationale, c'est l'exploitation faite par cette dernière des scandales des comptes publics.¹⁰ Pour sa part, La Presse considère que l'électorat a clairement signifié qu'il désire un nouveau gouvernement qui va replacer définitivement la province de Québec dans la voie de la prospérité.¹¹ Charles Gautier du Droit estime, de son côté, que la victoire de l'Union nationale est une réaction contre l'esprit de parti et une réprobation des abus que la trop grande longévité d'un régime politique rend presque inévitables.¹²

Il n'est pas étonnant de constater que les journaux, qui se dévouent corps et âme pour la cause nationaliste, verront dans le résultat du scrutin un intérêt marqué de l'électorat pour le nationalisme de l'Union nationale. Clarence Hogue du Devoir affirme: "la population a démontré sa volonté de redresser la situation en endossant un programme préparé pour le bien général et qui doit faire disparaître le plus grand nombre des abus dont le groupe canadien-français est la principale victime, sinon la seule."¹³ Le journal séparatiste, La Nation, va prétendre que le vote donné par les électeurs le 17 août ne fut pas un vote de parti, mais un vote nationaliste.¹⁴

Certains chercheurs, sans être aussi catégoriques que La Nation, vont également affirmer que les aspirations nationalistes de l'Union nationale lui ont permis de s'attirer les bonnes grâces de l'électorat. Le politicologue Vincent Lemieux soutient que les positions nationalistes du groupe unionniste ne sont pas étrangères à sa victoire de 1936.¹⁵ D'après Maurice Thellend, la population aurait donné un sens nationaliste aux événements politiques d'alors et les traditionnelles divergences partisans qui divisaient d'ordinaire les gens dans le domaine politique auraient été

10 Louis Morneau, "Le scrutin de lundi", La Province, 22 août 1936, p.1-8.

11 "À l'oeuvre maintenant", La Presse, 18 août 1936, p.6.

12 Charles Gautier, "La victoire de l'Union nationale", Le Droit, 18 août 1936, p.3.

13 Clarence Hogue, "Au premier plan", Le Devoir, 22 août 1936, p.10.

14 Paul Talbot, "La victoire de l'Union nationale et les réactions de la presse ontarienne", La Nation, le 27 août 1936, p.1.

15 Vincent Lemieux, Le quotient politique vrai. Le vote provincial et fédéral au Québec, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, p.49.

ignorées.¹⁶ Mais le chercheur qui semble le plus convaincu de cette thèse est sans contredit Herbert F. Quinn. Dans son étude sur l'Union nationale, il soutient:

"The Union nationale's appeal to the nationalistic sentiments of the French Canadian, and its promises of economic, social and administrative reform, met with an unequivocal response from the electorate. (...) the success of this new nationalist movement was a clear indication of the strong opposition which had developed to the Liberal party's policy of promoting the industrialization of the province through the intervention of foreign capital. The defeat of the Liberals was a protest, not only against an economic system which had changed the traditional way of life and brought economic insecurity in its wake, but also against the dominant role played by English-speaking industrialists in that system. This protest was accompanied by a demand that the new capitalist economy be reformed and modified and that positive steps be taken to enable the French Canadian to regain control over the wealth and natural resources of his province."¹⁷

Les affirmations de Quinn sont, selon nous, fort discutables. D'une part, il oublie qu'il y a des électeurs anglophones qui vont appuyer l'Union nationale et il est fort probable que ce ne sera pas en raison de ses positions nationalistes! D'autre part, comme nous l'avons souligné dans notre introduction, plusieurs éléments tels que l'étiquette du parti, le programme ou la conjoncture économique, ont pu inciter l'électorat canadien-français à appuyer l'Union nationale plutôt que le Parti libéral. De plus, les électeurs, au moment où ils disposent de leur droit de vote, ont des attentes bien particulières du candidat et du parti qu'ils choisissent. Par exemple, certains souhaiteront des réformes sociales d'envergure alors que d'autres voudront une politique plus nationale ou bien un nouveau gouvernement.

Il est fort possible que le nationalisme, bien qu'il soit vu d'un oeil favorable par un bon nombre de Canadiens français, n'ait pas eu un très grand impact sur le choix des électeurs en 1936. L'importance que les politiciens unionistes accordent aux scandales des comptes publics et cette tendance qu'ils ont à vouloir minimiser l'aspect nationaliste de leur programme durant la campagne, nous incitent à formuler cette hypothèse. De plus, il ne faut pas oublier que les scandales passionnent une grande partie de l'électorat et il est fort probable qu'ils ont convaincu plusieurs votants de donner leur appui à l'Union nationale.

Toutefois, l'Union nationale, en prêchant certaines mesures teintées de nationalisme, a pu obtenir le vote de ceux qui se font les défenseurs de cette idéologie. On peut penser à l'élite canadienne-française qui est composée de membres du clergé, d'intellectuels, de notables, de commerçants et d'industriels. Également, la formation unioniste a reçu l'appui de ceux qui aspirent à faire partie de cette élite, c'est-à-dire les jeunes Canadiens français qui fréquentent les universités.

¹⁶ Maurice Thellend, "Les origines de l'Union nationale", mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1960, p.27-28.

¹⁷ Herbert F. Quinn, *The Union Nationale. Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p.71-72.

6.2.2 Le vote nationaliste: une affaire surtout d'élites et de jeunes

Dans notre chapitre initial, nous avons fait remarquer que la crise a permis aux milieux cléricaux et aux élites traditionnelles de se lancer dans une vaste campagne de réactivation et de mise à jour du nationalisme traditionaliste.¹⁸ Cette campagne porte fruit puisqu'elle rallie une majorité d'intellectuels, d'étudiants, de penseurs politiques et de spécialistes des sciences humaines ayant quelque influence dans le Québec francophone.¹⁹ Ainsi, Léon Dion est dans le vrai lorsqu'il affirme:

"le nationalisme conservatiste représente des émanations essentiellement élitistes. (...) ce sont les élites intellectuelles et politiques qui en sont les créateurs, les garants et les interprètes, la masse des individus recevant les idées nationalistes à la fois par les communicateurs professionnels, ceux des médias de masse notamment, et par les élites locales et régionales qui veillent sur son bien-être."²⁰

Toutefois, ce serait une erreur de prétendre que tous les individus appartenant à l'élite traditionnelle vont souscrire à l'idéologie nationaliste. Selon le sociologue Fernand Dumont: "L'Action nationale, le Programme de restauration sociale, les brochures de l'École sociale populaire, les idées de Philippe Hamel, de Lionel Groulx ou d'Arthur Laurendeau n'étaient sûrement pas l'écho de l'ensemble de la bourgeoisie professionnelle ou de la bourgeoisie des affaires des années 30."²¹ De plus, un bon nombre d'hommes politiques, qui font évidemment partie de cette élite, vont continuer, durant cette sombre décennie, de promouvoir le libéralisme plutôt que le nationalisme.

En épousant la cause du nationalisme canadien-français, l'Union nationale se gagne l'appui de plusieurs membres du clergé et de l'élite traditionnelle qui défendent avec tant d'énergie cette idéologie. Les nombreuses associations catholiques et nationalistes comme l'UCC et les syndicats catholiques vont se montrer favorables à l'Union nationale. Les marchands et hommes d'affaires canadiens-français, qui étouffent sous le poids des grandes compagnies étrangères et qui doivent se débattre pour surmager dans ce capitalisme monopolistique où les faibles n'ont pas leur place, vont probablement opter pour l'Union nationale en 1936 vu sa promesse de faire la guerre à la dictature économique étrangère.

Comme nous l'avons mentionné dans le premier chapitre, la jeunesse n'est pas épargnée par la crise économique. La dure réalité des années 1930 ne peut lui offrir d'autres avenues que celle du

18 Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, tome II: *Le Québec depuis 1930*, Nouv. éd. rév., Montréal, Boréal, [1989] (1979), p.116.

19 *Ibid.*

20 Léon Dion, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, p.148.

21 Fernand Dumont, "Les années 30: la première Révolution tranquille", *Ideologies au Canada français, 1930-1939*, (publié sous la direction de Fernand Dumont et al.), Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p.14.

chômage et l'avenir lui semble peu prometteur. En réaction à cette impasse, la jeune génération se met à rouspéter, à s'agiter et décide de prendre part au mouvement de contestation mené par les intellectuels et les notables. Dès lors, les mouvements de jeunesse foisonnent et leur dévouement pour la cause nationaliste est indéniable. La majorité des jeunes qui fondent ces associations ou qui y adhèrent proviennent de milieux relativement aisés et fréquentent ou ont fréquenté les collèges et les universités. C'est le cas entre autres du mouvement des Jeune-Canada dont la plupart des membres étaient des étudiants de l'Université de Montréal et diplômés du Collège Sainte-Marie dirigé par les jésuites.²²

Dans les chapitres antérieurs, nous avons vu que les chefs politiques, durant la campagne de 1936, ont tout fait pour séduire cette jeunesse aux espoirs déçus. En effet, Godbout et Duplessis ne tarissent pas d'éloges à son endroit et lui font de belles promesses. Cette bienveillance des deux chefs à l'égard de la jeunesse est si évidente que le journal *l'Action catholique* va affirmer dans son éditorial du 4 août qu'aucune classe de la société n'a été plus que la jeunesse assiégée, admirée, choyée, dorlotée, complimentée, puis comblée de promesses.²³

Malgré leurs promesses d'ordre nouveau, les libéraux échouent dans leur tentative d'obtenir l'appui de la jeunesse.²⁴ Cette dernière préfère jeter son dévolu sur l'Union nationale. Est-ce que ce sont ses positions nationalistes qui ont permis à la formation unioniste de gagner la faveur des jeunes? L'engouement de ces derniers pour l'idéologie nationaliste, comme en témoignent ces nombreux mouvements de jeunesse qui préconisent les idées de Lionel Groulx, ne peut que nous inciter à émettre l'hypothèse que plusieurs jeunes intellectuels ont opté pour l'Union nationale le 17 août 1936 parce qu'elle tend à promouvoir une politique nationaliste. De plus, le fait que l'Union nationale regroupe des individus aux origines politiques différentes a certainement plu à une jeunesse qui réprovoie au plus haut point cet esprit de parti qui anime ses aînés et les vieilles formations politiques comme le Parti libéral.²⁵

Cependant, plusieurs jeunes prosélytes du nationalisme canadien-français vont opter pour l'Union nationale faute de mieux. C'est le cas de cette poignée de jeunes qui prônent l'indépendance du Québec, convaincus que l'épanouissement économique et social des Canadiens français ne peut s'accomplir à l'intérieur de la Confédération canadienne. Ces partisans du séparatisme appartiennent à différentes associations de jeunes comme celles des Jeunesses Patriotes et des Jeune-

²² Mason Wade, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, tome II: 1911-1963, trad. de l'anglais par Adrien Venne, Ottawa, Le Cercle du livre de France, 1963, p.326.

²³ Louis-Philippe Roy, "Quand les politiciens parlent à la jeunesse", *l'Action catholique*, 4 août 1936, p.4.

²⁴ Robert Fumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXV: *Chute de Taschereau*, Montréal, Fides, 1966, p.219.

²⁵ En effet, les jeunes ne sont pas attachés au Parti libéral comme le sont leurs aînés. Le fait que leur grand-père et leur père aient voté pour les libéraux depuis 1897 ne veut pas dire qu'ils feront de même.

Canada.²⁶

Comme le parti de Maurice Duplessis ne projette pas d'établir un État français en Amérique, les jeunes séparatistes forment, pendant la campagne, Le Comité central du "Mouvement séparatiste" et envisagent de présenter des candidats afin de faire valoir leur cause. Ce comité, dans lequel on retrouve entre autres Walter O'Leary des Jeunesses Patriotes, Paul Bouchard du journal *La Nation* et Dostaler O'Leary des Jeune-Canada, propose d'instaurer un État corporatiste canadien-français indépendant afin de mater les forces capitalistes et communistes qui divisent les forces nationales.²⁷ Comme ils songent à présenter seulement quatre candidats, les membres de ce comité s'engagent à donner leur appui à l'Union nationale dans les comtés où il n'y aura pas de candidats séparatistes et demandent aux jeunes électeurs canadiens-français de les imiter.

Malgré leur bon vouloir, les défenseurs de la thèse séparatiste ne mettront pas de candidats sur les rangs et vont appuyer l'Union nationale dans tous les comtés de la province. Peut-être que l'engouement de la jeunesse pour la formation unioniste n'a pu qu'inciter ces jeunes, au nationalisme foncièrement radical, à se désister. De plus, il faut souligner qu'en dépit de cette forte poussée que connaît le nationalisme durant les années 1930, le séparatisme demeure toujours un projet utopique aux yeux de bien des gens.

Si une grande partie de la jeunesse instruite a probablement opté pour l'Union nationale en raison de son nationalisme, qu'en est-il de la jeunesse populaire? Est-ce qu'elle a le même engouement, que les jeunes élites, pour le nationalisme canadien-français et, si oui, va-t-elle appuyer l'Union nationale parce qu'elle préconise cette idéologie? Malheureusement, les documents existants ne nous permettent pas de répondre à ces questions.

Il est possible que l'idéologie nationaliste ait séduit un bon nombre de jeunes gens faisant partie de la classe populaire. Prenons en exemple les Jeune-Canada. En 1932, ils recueillent 75 000 signatures, surtout de jeunes, qui apportent leur assentiment aux idées exprimées.²⁸ Comme il nous apparaît peu probable que ce soit uniquement des élites et des jeunes instruits qui ont signé, nous pouvons donc présumer que des membres de la classe populaire font partie du nombre. D'ailleurs, Denis Chouinard va affirmer, au sujet de l'assistance aux assemblées des Jeune-Canada, qu'elle ne pouvait tout de même pas être composée que de soutanes et de togas.²⁹

²⁶ Ce serait toutefois une erreur d'affirmer que le mouvement des Jeune-Canada est séparatiste. Ce ne sont que quelques membres seulement qui vont adhérer à l'idée d'un Québec indépendant.

²⁷ "Un 3ème parti aura des candidats sur les rangs", *L'Action catholique*, 28 juillet 1936, p.12.

²⁸ Lucienne Fortin, "Les Jeunes-Canada", *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, (publié sous la direction de Fernand Dumont et al.), Québec, Presses de l'Université Laval, 1979, p.216.

²⁹ Denis Chouinard, "Les Jeune-Canada. Un mouvement contestataire des années 30", mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1984, p.164.

Alors, s'il est possible que le discours des Jeune-Canada ait plu à certains jeunes des milieux populaires, il est donc probable que ces derniers vont appuyer le parti de Maurice Duplessis, le 17 août 1936, étant donné qu'il est nationaliste. Évidemment, cela est une hypothèse impossible à vérifier vu l'inexistence de preuves certaines. Mais Everett C. Hugues, dans sa monographie sur Drummondville fait une observation sur l'attitude prise par des jeunes ouvriers et des jeunes chômeurs lors de la campagne de 1936 qui donne de la crédibilité à cette hypothèse:

"L'élection, en fait, prit parmi certains groupes de la population, l'allure d'une croisade nationaliste. (...) Aux coins de rue et dans les tavernes, les jeunes ouvriers et les jeunes chômeurs attaquaient le parti libéral, les propriétaires de moulins et leurs compatriotes aînés. (...) Pour les jeunes gens, l'Union n'était pas un parti mais un mouvement destiné à assurer aux ouvriers Canadiens français et aux gens de condition modeste en général un traitement équitable de la part des industries possédées par les étrangers. À tout propos on les entendait répéter qu'ils ne voteraient pas *Conservateur* mais *National* (...). On ne cessait de répéter que les gens âgés étaient trop partisans; qu'ils s'en tenaient au parti de leurs pères de la campagne et qu'ils s'attendaient à ce que leurs fils fassent la même chose, ne se rendant pas compte que le parti libéral ne faisait rien pour libérer les ouvriers canadiens-français de la ville du joug des industries anglaises."³⁰

Bien qu'il soit difficile d'établir vraiment si le nationalisme en est la cause, il ne fait pas doute que l'Union nationale, en 1936, bénéficie du soutien d'une grande partie de la jeunesse canadienne française. L'*Action catholique*, dans son numéro du 20 août 1936, souligne la contribution de cette jeunesse à la victoire unioniste:

"La jeunesse a pris une part plus active que jamais à la dernière lutte politique provinciale. (...) Sans manquer d'impartialité, on peut affirmer que la plus grande partie de la jeunesse s'est rangée sous l'étendard de l'Union nationale. Elle y voyait plus de nouveau, plus d'enthousiasme, plus d'audace. Elle y rejoignait plusieurs de ceux qui furent les premiers à réclamer un ordre économique-social plus humain, plus en harmonie avec les directives de l'Église, plus conforme à nos aspirations religieuses et nationales. Dans certains comités, c'est cette participation de la jeunesse à la lutte qui a assuré la victoire. L'on a même vu, moins de trois semaines avant le scrutin, de véritables régiments de jeunes se lancer à l'assaut de vieilles forteresses libérales à une allure enflammée, à la suite de tougueux candidats et emporter la place après avoir épaté, puis entraîné les adultes et les vieux."³¹

Si c'est par son nationalisme que l'Union nationale obtient l'appui d'un certain nombre d'élites et de jeunes, nous croyons que c'est surtout par sa dénonciation des scandales des comptes publics qu'elle parvient à se procurer le soutien de la classe populaire. En effet, les gens du peuple, dont bon nombre vivent dans des conditions de grande misère, ne peuvent que s'indigner des méfaits du régime libéral. C'est pourquoi ils vont lui en tenir rigueur durant toute la campagne pour finalement lui rendre la monnaie de sa pièce le 17 août en donnant le pouvoir à Duplessis.

Est-ce que le nationalisme a eu un grand impact sur le choix des électeurs canadiens-français

³⁰ Everett C. Hughes, *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*, trad. de l'anglais par J.-C. Falardeau, Montréal, Boréal Express, 1972, p.158.

³¹ Louis-Philippe Foy, "La jeunesse et les élections de lundi", *L'Action catholique*, 20 août 1936, p.4.

des milieux populaires dans leur ensemble? Encore là, il nous est très difficile de répondre à une telle question étant donné l'inexistence de preuves. Mais selon nous, il convient d'en douter. Tout d'abord, parce que le nationalisme canadien-français se distingue par son côté très élitiste et, comme nous l'avons souligné plus haut, parce qu'un grand nombre d'électeurs vont porter une attention toute spéciale aux scandales des comptes publics durant la campagne.

On peut toutefois penser que les électeurs de la classe populaire vont apprécier de voir l'Union nationale afficher un certain nationalisme. On pourrait même prétendre que cela n'a pu que les inciter davantage à opter pour cette formation. D'ailleurs, comment ces électeurs ne pourraient-ils pas être favorables à un parti qui s'engage à protéger leurs intérêts et à reprendre les richesses naturelles, que les libéraux ont cédées aux étrangers, pour les placer entre les mains de Canadiens français. Mais il n'en demeure pas moins que l'importance que le peuple accorde aux méfaits des libéraux et que d'ailleurs les candidats de l'Union nationale se plaisent à ressasser, ne peut que nous inciter à minimiser l'importance du nationalisme dans l'issue du scrutin.

Plus tôt, nous avons mentionné que le nationalisme canadien-français est le fait d'une certaine élite. La grande partie de cette élite réside dans les grandes régions urbaines de Montréal et de Québec et il en est de même pour cette jeunesse instruite, qui vénère l'idéologie nationaliste, puisque les universités et plusieurs collèges s'y trouvent. Alors, il n'est pas étonnant de constater que c'est dans les villes, et plus particulièrement dans la métropole, que l'on retrouve les groupes et les publications à saveur nationaliste comme la revue L'Action nationale, fondée par Lionel Groulx en 1933, le quotidien Le Devoir, l'École sociale populaire et les nombreux mouvements de jeunesse. De plus, ce sont les grands centres qui vont être le théâtre d'assemblées nationalistes. Bref, c'est surtout dans les grandes villes où ils sont fort nombreux que les principaux défenseurs du nationalisme vont tenter de vulgariser leur idéologie. C'est pourquoi nous croyons que s'il y a des électeurs de la classe populaire qui ont pu jeter leur dévolu sur l'Union nationale tout simplement parce qu'elle était nationaliste, il est fort probable qu'ils aient habité dans les régions urbaines de Montréal et de Québec.

Dans les campagnes, ce sont également les élites qui s'efforcent de propager les principes du nationalisme canadien-français. On retrouve les thèmes et les discours nationalistes dans la presse régionale, dans les syndicats de la CTCC (Confédération des travailleurs catholiques du Canada), à l'UCC (Union catholique des cultivateurs), dans le monde des coopératives et des caisses populaires, c'est-à-dire partout où le clergé et la petite bourgeoisie exercent une influence prépondérante.³² Cependant, il est peu probable que les gens de la campagne, à l'exception de ceux

³² Linteau *et al.*, p.116.

qui appartiennent à l'élite locale ou régionale, aient accordé beaucoup d'importance à la question nationale durant la campagne de 1936. Comme un grand nombre d'entre eux vivent des années de vaches maigres depuis le début de la grande crise, on peut présumer: qu'ils se sont plutôt intéressés aux réformes agraires que proposent les deux partis. On peut penser également que les multiples scandales étalés sur la place publique par l'Union nationale ont passionné plusieurs électeurs du monde rural.

Lors des dix consultations électorales tenues entre 1897 et 1935, le Parti libéral va obtenir l'appui d'un grand nombre de circonscriptions rurales. Mais en août 1936, on assiste à un revirement. En effet, la plupart des comtés agricoles qui avaient fait confiance aux libéraux en novembre 1935 vont décider, neuf mois plus tard, de suivre le parti de l'Union nationale. Selon nous, ces circonscriptions n'ont pas fait volte-face principalement parce que le parti de Maurice Duplessis était nationaliste. D'ailleurs, à l'élection de 1935, la coalition ALN-conservateur proposait le même programme nationaliste et réformiste que celui que va soumettre l'Union nationale en 1936 et ces comtés ont malgré tout élu des libéraux. Selon nous, la question des scandales des comptes publics va être beaucoup plus responsable que le nationalisme des revirements qui surviennent dans les comtés ruraux. Bien qu'ils aient appuyé le Parti libéral depuis des années, pour ne pas dire des décennies, on peut présumer que ces comtés ne pourront faire de nouveau confiance à un parti apparaissant corrompu et dont la crédibilité avait été grandement entachée.

Dans son ouvrage sur le Parti libéral, Vincent Lemieux émet une hypothèse qui nous paraît fort plausible. Selon lui, les considérations de favoritisme ne sont pas étrangères au volte-face des comtés ruraux en 1936.³³ Comme nous l'avons souligné plus haut, durant le long règne du Parti libéral à la tête de la province, les circonscriptions rurales vont élire, presque à chacune des élections, les candidats de ce parti. En guise de reconnaissance, le gouvernement libéral va accorder certaines faveurs à ces comtés. Mais lors de la campagne de 1936, les électeurs de ces circonscriptions réalisent que la défaite du Parti libéral est imminente et qu'avec elle vont disparaître leurs privilèges. Donc, on peut penser que certains électeurs vont opter pour l'Union nationale, c'est-à-dire pour le futur gouvernement, afin de conserver les privilèges dont ils disposent depuis bon nombre d'années. D'ailleurs Robert Rumilly, en prenant comme référence la Gaspésie (l'une des régions rurales de la province qui est fortement libérale) affirme: "La Gaspésie comme la plupart des régions pauvres, aime à renforcer le gagnant probable pour se trouver du côté du manche. Et ce n'est pas Godbout, mais Duplessis, qui apparaît comme le gagnant probable, en août 1936."³⁴

³³ Vincent Lemieux, *Le Parti libéral. Alliance, rivalité et neutralité*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, p.78.

³⁴ Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, p.250.

En plus de l'appui des Canadiens français des milieux ruraux et urbains, l'Union nationale, en août 1936, obtient du succès auprès de l'électorat de langue anglaise. En effet, la majorité des circonscriptions anglophones de Montréal³⁵ et de celles ailleurs dans la province vont élire des unionistes.³⁶ Comment peut-on expliquer que de nombreux électeurs de langue anglaise aient appuyé un parti qui arbore les couleurs du nationalisme canadien-français? Tout d'abord, il est clair comme de l'eau de roche qu'ils n'ont pas jeté leur dévolu sur l'Union nationale pour cette raison. Cependant, les positions nationalistes que défend un Duplessis ou un Hamel ne menacent en rien les droits des anglophones québécois. De plus, comme nous l'avons fait remarquer dans le chapitre précédent, Duplessis et ses candidats nationalistes se montrent déférents à l'égard de la minorité anglaise et vont même s'efforcer, tout au long de la campagne, de la rassurer en lui promettant de protéger ses droits. Donc, l'élément anglophone ne se sent pas menacé par les idées nationalistes de l'Union nationale; c'est ce facteur qui explique, d'après nous, la victoire des candidats unionistes dans les comtés où l'on retrouve un grand nombre de Québécois de langue anglaise.

Dans son ouvrage sur le Québec anglophone, Ronald Rudin soutient que les Québécois anglais firent constamment preuve d'un abstentionnisme relativement élevé lors des élections provinciales, pour marquer leur éloignement d'une arène politique dans laquelle ils formaient la minorité linguistique.³⁷ Le faible pourcentage de participation dans les circonscriptions à majorité anglophone de Montréal en 1936 corrobore les propos de Rudin. En effet, les comtés de Montréal-Saint-Laurent (45,8%), Westmount (47,8%) et Montréal-Saint-Georges (48,3%) ont les taux de participation les plus bas de toute la province.

Cet abstentionnisme des électeurs anglophones de la métropole est la preuve que la minorité anglo-québécoise ne se sent pas menacée par les vues nationalistes de l'Union nationale. Si les anglophones avaient ressenti une menace, il est fort probable que le pourcentage de participation dans ces comtés aurait été plus élevé, et ce, au profit des libéraux qui étaient peu nationalistes. C'est d'ailleurs ce qui va se produire durant la campagne de 1939. Les anglophones de la province vont aller aux urnes en plus grand nombre afin d'écarter Duplessis du pouvoir parce qu'il défendait une position nationaliste qui ne leur plaisait guère: il s'opposait à la participation du Canada au conflit mondial.

En résumé, le parti de l'Union nationale de 1936 obtient l'appui d'agriculteurs, d'ouvriers, de chômeurs, d'anglophones, de jeunes, de l'élite traditionnelle, etc. Bref, ce sont les gens de toutes

³⁵ Ronald Rudin, *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*, trad. de l'anglais par Robert Paré, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1986, p.274.

³⁶ En effet, l'Union nationale parvient à enlever aux libéraux la circonscription de Brôme et à conserver celle de Huntingdon. Seul le comté de Pontiac reste fidèle au Parti libéral.

³⁷ Rudin, p.277.

conditions et de tous les milieux qui se prononcent en sa faveur le 17 août. Cependant, comme nous l'avons affirmé plus haut, il est peu probable que l'électorat canadien-français, à l'exception d'un bon nombre d'élites et de jeunes, ait attaché beaucoup d'importance à la question nationale durant la campagne et ait choisi l'Union nationale principalement parce qu'elle est nationaliste. En un mot, le nationalisme canadien-français n'a pas été le plus grand atout du groupe unioniste lors de la campagne électorale de 1936.

CONCLUSION

La crise économique brutale et interminable que fut celle des années 1930 ainsi que la forte montée du nationalisme traditionaliste font prendre conscience aux partis politiques que le vieux libéralisme à la Taschereau est dépassé et qu'il ne fait plus l'unanimité dans la province. Le Parti conservateur en 1933 et l'Action libérale nationale en 1934 adoptent presque en entier les réformes sociales, politiques et économiques que proposent le clergé et les nationalistes pour combattre les effets de la crise. Le Parti libéral et l'Union nationale, durant la campagne de l'été 1936, ne peuvent donc faire autrement que de suivre le courant réformiste s'ils escomptent remporter une victoire électorale.

Afin de redonner à son Parti libéral une certaine crédibilité, Adélard Godbout doit montrer à l'électorat qu'il y a tout un monde qui sépare sa politique de celle de son prédécesseur. C'est en partie pour cette raison qu'il adopte plusieurs mesures du programme de l'ÉSP et qu'il s'engage, dans une causerie radiophonique, à appliquer une politique chrétienne qui consiste à guérir le capitalisme de ses abus afin d'améliorer le sort des moins nantis. Cependant, nous avons pu démontrer que le Parti libéral de 1936, malgré son penchant pour la réforme, n'arbore pas les couleurs du nationalisme canadien-français et se garde même de prendre position sur une question aussi brûlante que celle des trusts étrangers.

De son côté, l'Union nationale, en 1936, dispose d'un programme nationaliste et réformiste qui a fait ses preuves lors de l'élection de l'année précédente. Il lui aurait été d'autant plus difficile d'y renoncer étant donné que le nationalisme connaît un nouvel essor et que les demandes de réformes se font de plus en plus pressantes. En demeurant fidèle à un programme qui propose la nationalisation des trusts, la formation d'un Conseil économique ainsi que maintes réformes sociales et politiques, l'Union nationale semble être le parti qui va amener un ordre nouveau dans la province. Mais en dépit de ses promesses de réformes que l'on pourrait qualifier de révolutionnaires pour l'époque, l'Union nationale préconise un nationalisme très conservateur. En effet, grâce au pamphlet Les fondateurs de l'Union nationale, nous avons pu constater que la formation de Maurice Duplessis reprend les vieux thèmes du nationalisme traditionaliste que nous avons définis dans notre

introduction, à savoir, le retour à la terre, la préservation de la langue française et de la religion catholique et le maintien des traditions.

Il est clair que l'Union nationale n'exploite pas ses idées nationalistes à leur pleine mesure durant la campagne. Conscients qu'un sujet comme celui des scandales des comptes publics intéresse plus les électeurs que le nationalisme, Maurice Duplessis et ses candidats se présentent davantage comme des redresseurs de torts que comme des nationalistes passionnés. En mettant à l'avant-scène la mauvaise gestion du régime, les représentants de l'Union nationale (surtout Duplessis) peuvent ainsi faire oublier leur programme réformiste et nationaliste.

Toutefois, on ne peut reprocher à Duplessis et à ses candidats d'avoir mené la bataille électorale de 1936 sur le terrain des comptes publics. D'une part, ce sujet leur permet de se démarquer d'un adversaire qui propose, à une ou deux exceptions près, le même programme. D'autre part, ils croient, avec raison, que les méfaits du régime vont leur être plus bénéfiques, sur le plan électoral, que les réformes et le nationalisme. En d'autres mots, Duplessis et ses candidats savent que leur nationalisme ne pourra leur procurer l'appui que d'une certaine partie de l'électorat canadien-français fortement dévouée à la cause de cette idéologie alors que l'affaire des comptes publics va leur permettre d'obtenir le soutien d'électeurs pauvres et riches, anglophones et francophones, citadins et ruraux.

Nous avons aussi voulu montrer dans ce mémoire que Duplessis défend certaines idées nationalistes pendant la campagne de 1936. Il s'engage entre autres à préserver l'autonomie de la province et à combattre les trusts étrangers afin que les Canadiens français puissent reprendre possession de leurs richesses naturelles et aussi pour qu'ils prennent en main les différents secteurs de l'économie québécoise. Cependant, nous avons pu constater que le chef de l'Union nationale se montre avare de détails lorsqu'il traite de ses intentions nationalistes. De cette façon, il peut discourir plus longuement sur son sujet de prédilection: celui des scandales des comptes publics.

Au lendemain de l'élection, Duplessis affiche ses vraies couleurs. Philippe Hamel, qui s'attendait à obtenir un ministère qui lui permettrait d'entreprendre la nationalisation du trust de la houille blanche, est stupéfié lorsque Duplessis lui offre la présidence de la Chambre et lui affirme, par la même occasion, que le gouvernement n'a pas les ressources financières nécessaires pour réaliser un projet de cette envergure.¹ Profondément déçu, le député de Québec-Centre ne peut que décliner l'offre de son chef. Ernest Grégoire fait part au nouveau premier ministre de son refus d'occuper un ministère si son compagnon d'armes Hamel n'entre pas au cabinet. De son côté, René

¹ Herbert F. Quinn, *The Union Nationale: Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p.77.

Chaloult, qui ne peut accepter l'idée que Philippe Hamel ne soit pas ministre dans le nouveau gouvernement, proteste vivement auprès de Duplessis.² Mais rien n'y fait. Hamel et Grégoire ne feront pas partie du cabinet unioniste. Il faudra quelques mois de plus à Oscar Drouin pour s'apercevoir que Duplessis n'envisage pas de créer une hydro provinciale. Drouin donne sa démission de ministre et d'organisateur en chef le 22 février 1937. Ainsi, en abandonnant l'idée de démanteler les puissances d'argent, Duplessis a pu, en l'espace de quelques mois, se défaire des nationalistes convaincus qui l'ont soutenu tout au long de la campagne.

Si nous avons prétendu dans le dernier chapitre que le nationalisme canadien-français n'a eu que très peu d'influence sur le choix des électeurs, on peut donc penser que l'éviction des Hamel, Chaloult, Grégoire et Drouin n'a guère eu d'effets dommageables sur la popularité de l'Union nationale et sur celle de Duplessis. D'ailleurs, Richard Jones et Denis Chouinard affirment que même en reniant Chaloult et les ultra-nationalistes, Duplessis a réussi à garder l'appui de la très grande majorité de la députation comme celui de la population qui l'a élu.³ L'existence éphémère du Parti national fondé au début de 1937 par les dissidents nationalistes et surtout la défaite écrasante que l'Union nationale fait subir à ce parti lors d'une élection partielle dans la Beauce le 17 mars de la même année, corroborent les propos de Jones et Chouinard.

Au cours de son mandat, le gouvernement de l'Union nationale, tout en apportant certaines modifications à la loi des pensions de vieillesse, instaure les allocations aux mères nécessiteuses, les pensions aux aveugles et un crédit agricole provincial. De plus, il affecte 8\$ millions à la colonisation, abroge la loi Dillon et interdit aux ministres d'être administrateurs dans les entreprises faisant affaires avec l'État. En dépit de tous ces gestes posés par son gouvernement, le chef de l'Union nationale ne remplit pas, au cours de son mandat, un grand nombre de ses engagements. Les réformes sociales et du travail telles que l'élimination des taudis, l'assurance maladie, le code du travail et d'autres mesures qui renforcent la position économique du travailleur ne seront pas appliquées.⁴ Le Conseil économique, qui devait être le premier pas vers le système corporatiste, ne verra jamais le jour. Les promesses de détruire la dictature économique et de permettre aux Canadiens français de participer plus activement à l'économie québécoise seront rapidement oubliées,⁵ car Duplessis entend pratiquer la même politique que Taschereau, axée sur la coopération avec les entreprises étrangères et l'exploitation privée des richesses naturelles.⁶ On

2 Richard Jones et Denis Chouinard, "La carrière politique de René Chaloult: l'art de promouvoir une politique nationaliste tout en sauvegardant son avenir politique," *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, no 1 (été 1985), p.29.

3 *Ibid.*, p.30.

4 Quinn, p.78.

5 *Ibid.*, p.77.

6 Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, tome II: *Le Québec depuis 1930*, Nouv. éd. rév., Montréal, Boréal, [1989] (1979), p.135.

peut donc dire que le chef de l'Union nationale est parvenu, tout au long de la campagne de 1936, à tromper l'électorat et ses alliés nationalistes sur ses intentions.

Pendant que Duplessis fait de l'Union nationale un parti conservateur,⁷ Godbout poursuit la restauration du Parti libéral qu'il avait entreprise juste avant la campagne de l'été 1936. Au congrès de juin 1938, les libéraux confirment Godbout à la tête du parti et adoptent un programme plus réformiste que celui qu'ils avaient soumis à l'électorat deux ans auparavant. Dans cette plate-forme marquée par un désir de réforme, on va même jusqu'à exprimer le désir de nationaliser les entreprises hydroélectriques.

Au cours de ses années au pouvoir, soit de 1939 à 1944, Godbout demeure fidèle à ce programme réformiste. Il va accorder le droit de vote aux femmes et rendre la fréquentation scolaire obligatoire. De plus, il tente de placer le gouvernement québécois à l'heure de l'État-providence en créant une Commission d'étude sur l'assurance-santé et un Conseil d'orientation économique.⁸

En 1944, Godbout nationalise la Montréal Light, Heat and Power Consolidated et crée du même coup Hydro-Québec. Selon l'historien Jean-Guy Genest, Godbout poursuit un but nationaliste en étatisant ce géant de l'industrie hydroélectrique. Le chef libéral désire mettre un terme à cette grande industrie parce qu'elle fonctionne en anglais, réserve les postes de commande aux anglophones et impose des taux exorbitants aux consommateurs.⁹ De plus, il veut permettre aux Canadiens français d'occuper les postes les plus importants dans le domaine de l'hydroélectricité. Si Godbout limite les étatisations à la MLH and P et ses compagnies affiliées, c'est en raison du coût énorme qu'a dû déboursier son gouvernement pour réaliser un projet de cette envergure. Il aurait été difficile pour l'État de nationaliser d'un seul coup toutes les compagnies exploitant et distribuant de l'électricité dans la province.

Malheureusement, le chef libéral ne pourra continuer de mettre en application les principales mesures de son programme réformiste, car il subit la défaite à l'élection de 1944. Duplessis, qui reprend les rênes du pouvoir après avoir siégé cinq ans dans l'opposition, va préférer appliquer sa politique traditionaliste plutôt que de poursuivre l'oeuvre de son prédécesseur. Le projet d'étatiser les compagnies hydroélectriques restantes va demeurer en suspens jusqu'en 1962, au moment où René Lévesque, dans ce climat d'enthousiasme qu'est celui de la Révolution tranquille, va le mener à terme. C'est aussi à cette époque que les Canadiens français vont commencer à prendre leur place dans le monde de l'industrie et du commerce et que l'État va, de plus en plus, intervenir dans le

⁷ Richard Jones, *Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale*, Ottawa, Société historique du Canada, 1983, p.9.

⁸ Linteau *et al.*, p.153.

⁹ Jean-Guy Genest, *Godbout*, Sillery, Septentrion, 1996, p.193.

domaine social. Bref, il faudra attendre presque un quart de siècle pour que certaines réformes, qui ont été proposées par l'Union nationale en août 1936, soient réalisées.

Pour les chercheurs d'aujourd'hui, l'élection de l'été 1936 demeure simplement l'événement qui a marqué le début de l'ère duplessiste. On peut toutefois se demander quelle place ce scrutin aurait tenue dans l'histoire et quelle interprétation en auraient faite les chercheurs si Duplessis avait accompli toutes les réformes que l'on retrouve dans son programme de 1936. Selon nous, il est fort possible que cette élection ne serait pas seulement le point de départ d'un régime, mais celui d'une ère de changements; ce qui en aurait fait un événement important de l'histoire de la province. Car si Duplessis avait tenu parole en 1936, il est probable que le Québec aurait eu moins besoin d'une Révolution tranquille au début des années 1960 pour se moderniser.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

1- SOURCES MANUSCRITES

A) Archives nationales du Québec

Fonds Téléphore-Damien-Bouchard (P10)

Fonds René-Chaloult (P659)

Fonds Maurice-Duplessis (microfilm 4MOO7606-4MOO7614)

Fonds Adélar-Godbout (P712)

Fonds Louis-Alexandre-Taschereau (P350)

B) Archives de l'Université Laval

Fonds Joseph-Ernest-Grégoire (P136)

Fonds Philippe-Hamel (P160)

C) Centre de recherche Lionel-Groulx

Fonds Lionel-Groulx (P1)

Fonds André-Laurendeau (P2)

Fonds Anatole-Vanier (P29)

2- SOURCES IMPRIMÉES

A) Documents publics

Annuaire statistique / Statistical Year Book, Édition de 1936, Québec, Imprimerie du Roi, 1936.

Rapport sur les élections générales de 1936 / Report on the general election of 1936. Québec, Imprimeur du Roi, 1936.

B) Mémoires

Barrette, Antonio. Mémoires. Montréal, Beauchemin, 1966. 448 p.

Bouchard, T.-D. Mémoires. Tome III: Quarante ans dans la tourmente politico-religieuse. Préf. de Claude-Henri Grignon. Montréal, Beauchemin, 1960. 254 p.

Chaloult, René. Mémoires politiques. Montréal, Éditions du Jour, 1969. 294 p.

Grenon, Hector. Notre peuple découvre le sport de la politique. Chroniques vécues, 1930-1940. Montréal, Éditions de l'Homme, 1967. 363 p.

Groulx, Lionel. Mes mémoires. Tome III: 1926-1939. Montréal, Fides, 1972. 412 p.

Lapalme, Georges-Émile, Mémoires. Tome I: Le bruit des choses réveillées. Ottawa, Léméac, 1969. 356 p.

Paquette, Albiny. Hon. Albiny Paquette, soldat-médecin-maire-député-ministre. 33 années à la Législature de Québec. s.l., s.é., 1977. 346 p.

Pinault, Jacques. Dans les coulisses du pouvoir. Montréal, Les Éditions Québécois, 1980. 110 p.

Raynault, Adhémar. Témoin d'une époque. Préf. de Jean Hamelin. Montréal, Éditions du Jour, 1970. 237 p.

Ward, Norman, dir. A Party Politician. The Memoirs of Chubby Power. Toronto, Macmillan, 1966. 419 p.

C) Brochures

Le catéchisme des électeurs. D'après l'ouvrage de A. Gérin-Lajoie. Éd. de 1936. Montréal, J.-B. Thivierge et Fils, 1936. 159 p.

Les Fondateurs de l'Union nationale. s.l., s.é., 1936. 15 p.

Parti Union nationale. Élections 1935-36. s.l., s.é., 35 p.

Pie XI. Quadragesimo Anno. 1931, s.l., s.é., 30 p.

D) Journaux

Période consultée: 11 juin (date de la démission du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau) au 27 août 1936 (jour où Duplessis annonce la composition de son gouvernement). Il est important de dire au lecteur que nous avons fait une étude systématique de chaque journal.

L'Action catholique

L'Ère nouvelle

L'Événement

L'Illustration nouvelle

La Boussole

La Nation

La Patrie

La Presse

La Province

La Revue Politique

La Terre de chez nous

Le Canada

Le Devoir

Le Droit

Le Journal

Le Soleil

The Gazette

The Montreal Daily Star

The Quebec Chronicle-Telegraph

3- ÉTUDES

A) Ouvrages généraux

- Bilodeau, Rosario, et al. Histoire des Canadas. Montréal, Hurtubise HMH, 1971. 676 p.
- Durocher, René, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert. Histoire du Québec contemporain. Tome I: De la Confédération à la crise (1867-1929). Nouv. éd. ref. et mise à jour. Montréal, Boréal, 1989 (1979). 758 p.
- _____, et al. Histoire du Québec contemporain. Tome II: Le Québec depuis 1930. Nouv. éd. rev. Montréal, Boréal, 1989 (1979). 834 p.
- Ouellet, Fernand, et al. Canada: Unité et diversité. Montréal, Holt, Rinehart et Winston Limitée, 1968. 578 p.
- Trofimenkoff, Susan Mann. Visions nationales: Une histoire du Québec. Trad. de l'anglais par Claire et Maurice Pergnier. Ville Saint-Laurent, Trécaré, 1986 (éd. angl., 1983). 455 p.

B) Études spécialisées

- Balthazar, Louis. Bilan du nationalisme au Québec. Montréal, l'Hexagone, 1986. 212 p.
- Bélanger, André-J. "Les idéologies et leur désert politique". Dans Idéologies au Canada français, 1930-1939, sous la dir. de Fernand Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 29-39.
- _____. L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974. 392 p.
- Bernard, André. La politique au Canada et au Québec. 2^e éd. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977. 536 p.
- Black, Conrad. Duplessis. Tome I: L'ascension. Trad. de l'anglais par Monique Benoît. Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977. 487 p.
- Cardinal, Mario, Vincent Lemieux et Florian Sauvageau. Si l'Union nationale m'était contée.... Montréal, Boréal Express, 1978. 348 p.
- Comeau, Robert. "L'idéologie petite-bourgeoise des indépendantistes de La Nation, 1936-1938". Dans Idéologies au Canada français, 1930-1939, sous la dir. de Fernand Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 201-214.
- Cook, Ramsay. "Triomphe et revers du matérialisme, 1900-1945". Dans Histoire générale du Canada, édition française sous la direction de Paul-André Linteau, Montréal, Boréal, 1990, p.449-566.
- Couture, Claude. Le mythe de la modernisation: des années 1930 à la Révolution tranquille. Montréal, Éditions du Méridien, 1991. 132 p.

- Dion, Léon. Nationalismes et politique au Québec. Montréal, Hurtubise HMH, 1975. 177 p.
- Dirks, Patricia. The Failure of L'Action libérale nationale. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991. 199 p.
- Drouilly, Pierre. Statistiques électorales du Québec, 1867-1989. 3^e éd., Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (Bibliographie et documentation, n^o 10), 1990. 692 p.
- Drouilly, Pierre. Atlas des élections au Québec, 1867-1985. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (Bibliographie et documentation, n^o 32), 1989. circa 300 cartes.
- Dumont, Fernand, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, dir. Idéologies au Canada français, 1930-1939. Québec, Presses de l'Université Laval, 1978. 361 p.
- Dumont, Fernand. "Les années 30: la première Révolution tranquille". Dans Idéologies au Canada français, 1930-1939, sous la dir. de Fernand Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 1-20.
- Dupont, Antonin. Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau, 1920-1936. Montréal, Guérin, 1972. 366 p.
- Ferland, Philippe. Paul Gouin. Montréal, Guérin, 1991. 604 p.
- Fortin, Lucienne. "Les Jeunes-Canada" (sic). Dans Idéologies au Canada français, 1930-1939, sous la dir. de Fernand Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 215-231.
- Gaboury, Jean-Pierre. Le nationalisme de Lionel Groulx. Aspects idéologiques. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970. 227 p.
- Genest, Jean-Guy. Godbout. Sillery, Septentrion, 1996. 390 p.
- Gougeon, Gilles. Histoire du nationalisme québécois. Entrevues avec sept spécialistes. Montréal, VLB Éditeur, 1993. 171 p.
- Hamelin, Jean et Marcel Hamelin. Les mocurs électorales dans le Québec de 1791 à nos jours. Montréal, Les Éditions du Jour, 1962. 124 p.
- Horn, Michiel. La grande dépression des années 1930 au Canada. Trad. de l'anglais par Marie-France Proulx. Ottawa, Société historique du Canada, 1984. 27 p. (brochure historique n^o 39)
- Hughes, Everett C. Rencontre de deux mondes: la crise d'industrialisation du Canada français. Montréal, Boréal Express, 1972. 390 p.
- Jones, Richard. Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale. Ottawa, Société historique du Canada, 1983. 24 p. (brochure historique n^o 35)
- . "Le Journal:1929-1932". Dans Idéologies au Canada français, 1930-1939, sous la dir. de Fernand Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 165-175.
- L'Union nationale: son histoire, ses chefs, sa doctrine. Québec, Éditions du Mercredi, 1969. 183 p.

Lahaise, Robert. La fin d'un Québec traditionnel, 1914-1939. Tome I: Histoire. Du Canada à «Notre État français». Montréal, l'Hexagone, 1994. 238 p.

Laporte, Pierre. Le vrai visage de Duplessis. 4^e éd. Montréal, Éditions de l'Homme, 1960. 141 p.

Lemieux, Vincent. Le Parti libéral du Québec: Alliances, rivalités et neutralités. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993. 257 p.

_____. Le quotient politique vrai. Le vote provincial et fédéral au Québec. Québec, Presses de l'Université Laval, 1973. 275 p.

Lovink, Johannes A.A. "Le pouvoir au sein du Parti libéral provincial du Québec, 1897-1936". Dans Partis politiques au Québec, sous la dir. de Réjean Pelletier, Montréal, Hurtubise HMH, 1977, p. 91-116.

Monière, Denis. Le développement des idéologies au Québec. Des origines à nos jours. Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1977. 381 p.

Neatby, Blair. "Maurice Duplessis et "la survivance". Dans La grande dépression des années '30. La décennie des naufragés. Trad. de l'anglais par Lucien Parizeau. Montréal, Éditions La Presse, 1975, p.113-128.

Oliver, Michael. The Passionate Debate. The Social and Political Ideas of Quebec Nationalism, 1920-1945. Montréal, Vehicule Press, 1991. 284 p.

Quinn, Herbert F. "L'idéologie de l'Union nationale, 1936-1976". Dans Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome III: Les partis politiques-L'Église, sous la dir. de Fernand Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, p. 153-184.

_____. The Union Nationale: Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque. Toronto, University of Toronto Press, 1979 (1963). 342 p.

Roby, Yves. Les Québécois et les investissements américains: 1918-1929. Québec, Presses de l'Université Laval, 1976. 250 p.

Rocher, Guy. Introduction à la sociologie générale: Regards sur la réalité sociale. Tome III: Le changement social. Montréal, Hurtubise HMH, 1969. 562 p.

Roy, Fernande. Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles. Montréal, Boréal, 1993. 127 p.

Roy, Jean-Louis. Les programmes électoraux du Québec. Un siècle de programmes politiques québécois. Tome II: 1931-1966. Montréal, Léméac, 1971. 458 p.

Rudin, Ronald. Histoire du Québec anglophone, 1759-1980. Trad. de l'anglais par Robert Paré. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986. 332 p.

Rumilly, Robert. Histoire de la province de Québec. Tome XXXII: La dépression. Montréal, Fides, 1959. 262 p.

_____. Histoire de la province de Québec. Tome XXXIII: La plaie du chômage. Montréal, Fides, 1961. 261 p.

_____. Histoire de la province de Québec. Tome XXXIV: L'Action libérale nationale. Montréal, Fides, 1963. 238 p.

_____. Histoire de la province de Québec. Tome XXXV: Chute de Taschereau. Montréal, Fides, 1966. 252 p.

_____. Maurice Duplessis et son temps. Tome I: 1890-1944. Montréal, Fides, 1978. 722 p.

Saint-Aubin, Bernard. Duplessis et son époque. Montréal, La Presse, 1979. 278 p.

Vigod, Bernard L. Taschereau. Trad. de l'anglais par Jude Des Chênes. Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1996. 393 p.

Wade, Mason. Les Canadiens français de 1760 à nos jours. Tome II: 1911-1963. Trad. de l'anglais par Adrien Venne. Ottawa, Le Cercle du Livre de France, 1963. 579 p.

C) Mémoires et thèses

Black, Conrad. "The Career of Maurice Duplessis as viewed through his correspondence, 1927-1939". Mémoire de maîtrise, Montréal, Université McGill, 1973. 712 p.

Chouinard, Denis. "Les Jeune-Canada. Un mouvement contestataire des années 30". Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1984. 172 p.

Cliche, Paul. "Les élections provinciales dans la province de Québec de 1927 à 1956". Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1960. 2 vol.

Desrochers, Jean-Louis. "Analyse par régions des élections provinciales de 1935 à 1962". Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1965. 185 p.

Dirks, Patricia G. "The Origins of the Union Nationale". Thèse de doctorat, Toronto, Université de Toronto, 1974. 520 p.

Fortin, Gérard. "An Analysis of the Ideology of a French Canadian Nationalist Magazine: 1917-1954". Thèse de doctorat, Ithaca, New-York, Université Cornell, 1956. 251 p.

Lapointe, Richard. "La politique au service d'une conviction. Philippe Hamel: deux décennies d'action politique". Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1987. 154 p.

Provencher, Jean. "Joseph-Ernest Grégoire, quatre années de vie politique". Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1969. 169 p.

Reid, Patricia G. "The Action libérale nationale, 1934-1939". Mémoire de maîtrise, Kingston, Queen's University, 1966. 298 p.

Thellend, Maurice. "Les origines de l'Union nationale". Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1960. 42 p.

Thomas, Donald. "La carrière politique de René Chaloult de 1936 à 1952". Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 1980. 200 p.

Weatherston, Richard. "A Reformist-Nationalist Political Opposition to Maurice Duplessis, 1936-1939". Mémoire de maîtrise, Ottawa, Université d'Ottawa, 1981. 117 p.

D) Articles de périodiques

Bélanger, André-J. et Vincent Lemieux. "Le nationalisme et les partis politiques". Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 22, n° 4 (mars 1969), p. 541-563.

Chaloult, René. "Le docteur Philippe Hamel". L'Action nationale, vol. 43, n° 3 et 4 (mars-avril 1954), p. 314-327.

Chouinard, Denis et Richard Jones. "La carrière politique de René Chaloult: l'art de promouvoir une politique nationaliste tout en sauvegardant son avenir politique". Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 39, n° 1 (été 1985), p. 25-50.

Desrosiers, Richard. "Duplessis et l'idéologie dominante". Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 25, n° 3 (décembre 1971), p. 385-388.

Dumas, Sylvio. "L'élection du 17 août 1936". La revue électorale. Québec, Directeur général des élections du Québec, 1992, 63 p.

Dupont, Antonin. "Louis-Alexandre Taschereau et la législation sociale au Québec, 1920-1936". Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 26, n° 3 (décembre 1972), p. 397-426.

Durocher, René. "L'histoire partisane: Maurice Duplessis et son temps vus par Robert Rumilly et Conrad Black". Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 31, n° 3, (décembre 1977), p. 407-426.

Durocher, René. "Maurice Duplessis et sa conception de l'autonomie provinciale au début de sa carrière politique". Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 23, n° 1 (juin 1969), p. 13-34.

Fortin, Gérald. "Le nationalisme canadien-français et les classes sociales". Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 22, n° 4 (mars 1969), p. 525-535.

Hamelin, Jean, Marcel Hamelin et Jacques Letarte. "Les élections provinciales dans le Québec". Cahiers de géographie du Québec, vol. 4, n° 7 (octobre 1959-mars 1960), p. 5-207.

Jedwab, Jack. "Uniting Uptowners and Downtowners: The Jewish Electorate and Quebec Provincial Politics: 1927-1939". Études ethniques au Canada, vol. 18, n° 2 (1986), p. 7-19.

Quinn, Herbert F. "The Role of the Union Nationale Party in Quebec Politics: 1935-1948". Canadian Journal of Economics and Political Science, vol. 15, n° 4 (novembre 1949), p. 523-532.

Rioux, Marcel. "Sur l'évolution des idéologies au Québec". Revue de l'Institut de sociologie, vol. 1, (1968), p. 95-124.

INDEX

A

Abitibi, 2, 19.
Action catholique (L'), 10, 36, 78, 89, 91.
Action française (L'), 2, 19.
Action libérale nationale (ALN), 6, 8, 27, 28, 29, 32, 36, 39, 44, 52, 62, 70, 93, 96.
Action libérale, 27, 28.
Action nationale (L'), 10, 71, 88, 92.
Anglais, 67, 79.
Angleterre, 3, 15, 55, 56.
Anglo-Saxons, 25, 52, 66, 77, 83.
Arthabaska, 84.
Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC), 84.

B

Bas-Saint-Laurent, 85.
Bastien, Cléophas, 84.
Beauce, 72, 98.
Bennett, Richard Bedford, 29, 61, 62.
Bertrand, Charles-Auguste, 84.
Bilodeau, Joseph, 84.
Bouchard, Paul, 90.
Bouchard, Téléphore-Damien, 8, 71, 72, 77, 84.
Bourassa, Henri, 19.
Brôme, 94.

C

Cantons-de-l'Est, 85.
Cartier, George-Étienne, 47.
Casgrain, Léon, 32.
Chaloult, René, 6, 8, 28, 69, 70, 71, 73, 75, 76, 77, 78, 80, 81, 84, 97, 98.
Chandler, 60.
Charlevoix, 84.
Chicoutimi, 72.
Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), 92.
Connors, Frank L., 84.
Cormier, Calixte, 27.

D

Dansereau, Pierre, 25.
Devoir (Le), 9, 36, 86, 92.
Dillon (loi), 36, 98.
Dominion Stores, 64.
Droit (Le), 9, 36, 86.
Drouin, Oscar, 33, 69, 70, 71, 73, 75, 77, 78, 81, 84, 98.
Drummondville, 56, 91.
Duplessis, Maurice, 5, 7, 8, 12, 13, 28-33, 44, 46, 47, 52, 56-74, 76-85, 89-91, 93, 94, 96-100.

E

École sociale populaire (ÉSP), 5, 29, 34, 36, 39, 44, 70, 71, 78, 88, 92, 96.

Écossais, 67.

États-Unis, 2, 3, 15.

Éthiopie, 55.

Europe, 16.

F

Filion, Gérard, 25, 35.

Français, 67.

G

Gagnon, Wilfrid, 40, 41.

Gaspésie, 15, 19, 85, 93.

Gatineau, Oscar, 36.

Gautier, Charles, 86.

Gazette (The), 47, 56.

Godbout, Adélard, 7, 8, 12, 13, 32, 34-43, 46, 61, 64, 71, 72, 74, 77, 83, 84, 85, 89, 93, 96, 99.

Gordon (plan), 18.

Gouin, Paul, 8, 27-33, 44, 59, 70, 71, 79.

Grande-Bretagne, 67.

Gravel, abbé Pierre, 30.

Grégoire, Joseph-Ernest, 6, 8, 27, 28, 30, 33, 69, 70, 71, 73-82, 84, 85, 97, 98.

Groulx, Lionel, 9, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 47, 67, 69, 70, 78-82, 88, 89, 92.

H

Hamel, Philippe, 6, 8, 21, 22, 25, 27, 28, 30, 33, 69-73, 75-82, 84, 85, 88, 94, 97, 98.

Hearn, John, 77.

Hogue, Clarence, 86.

Houde, Camillien, 58.

Hull, 41.

Huntingdon, 94.

Hydro-Québec, 99.

I

Italie, 55.

J

Jésuites, 89.

Jeune-Canada, 24, 25, 26, 30, 31, 79, 89, 90, 91.

Jeunesses Patriotes, 89, 90.

Juifs, 20, 21, 34.

K

Kamouraska, 70, 75, 84.

L

Lacroix, Édouard, 72.

Lafontaine, Louis-Hippolyte, 47.

Lamontagne, Léopold, 25.

Larouche, Arthur, 72.

Laurendeau, André, 8, 25.

Laurendeau, Arthur, 71, 79, 88.

Lavergne, abbé Édouard-Valmore, 30, 48.

Lavergne, Armand, 26, 47.

Léon XIII (pape), 22.

Lévesque, René, 99.

L'Heureux, Eugène, 78.

L'Islet, 35, 38, 41, 42, 61, 75, 84.

Lotbinière, 84.

M

Martineau, Jean, 27.

Matane, 84.

Mauricie, 2.

Mercier, Honoré, 4, 47.

Minville, Esdras, 26.

Monk, Fred, 27.

Montmagny, 73.

- Montmorency, 84.
- Montréal, 16, 25, 27, 64, 65, 75, 84, 89, 92, 93, 94.
- Montréal, Light, Heat and Power, 99.
- Montréal-Saint-Georges (comté), 94.
- Montréal-Saint-Laurent (comté), 94.
- Morneau, Louis, 86.
- N**
- Nation (La), 86, 90.
- O**
- O'Leary, Dostaler, 90.
- O'Leary, Walter, 90.
- Ottawa, 18, 39, 40, 61, 62, 75.
- Quinet, Roger, 27.
- P**
- Papineau, Louis-Joseph, 4, 47.
- Parti canadien, 4.
- Parti conservateur (fédéral), 7, 29, 61, 62.
- Parti conservateur (provincial), 6, 8, 28, 29, 31, 32, 33, 44, 52, 58, 61, 62, 67, 70, 73, 93, 96, 99.
- Parti de la Reconstruction, 29.
- Parti libéral (fédéral), 7, 29, 39, 75, 83.
- Parti libéral (provincial), 1, 2, 5, 6, 12, 13, 27-29, 31-36, 38-44, 48, 49, 51, 52, 58-61, 69, 71, 72, 73, 78, 84, 85, 87, 89, 92-96, 99.
- Parti national (Hamel), 98.
- Parti national (Mercier), 4.
- Pelletier, Georges, 36.
- Pie XI (pape), 22, 23, 39, 46, 49, 74.
- Presse (La), 86.
- Programme de restauration sociale, 24, 28, 30, 36, 71, 74, 88.
- Province (La), 28, 36, 86.
- Q**
- Québec (ville), 18, 27, 39, 70, 74, 75, 77, 85, 92.
- R**
- Richelieu, 84.
- Richer, Léopold, 36.
- Rimouski, 84.
- Rioux, Albert, 6, 71.
- Rivière du Loup, 41, 85.
- S**
- Saguenay Lac Saint-Jean, 2, 19, 85.
- Saint-Hyacinthe, 39, 71.
- Sherbrooke, 29, 67.
- Soleil (Le), 8.
- Stevens, H.H., 29.
- T**
- Taschereau, Louis-Alexandre, 2, 3, 6, 7, 17, 18, 27-36, 45, 46, 57, 58, 59, 62, 64, 68, 70, 72, 73, 77, 96, 98.
- Thetford-Mines, 65.
- Toronto, 65.
- Tribune (La), 8.
- Trois-Rivières, 33, 58-63, 66, 71, 78, 79, 80, 81, 84.
- U**
- Union catholique des cultivateurs (UCC), 15, 71, 88, 92.
- Union nationale, 4-10, 12, 13, 27, 29, 30, 32, 33, 34, 36, 44-57, 60, 61, 62, 64, 65, 67, 68, 69, 71, 72, 76-100.
- V**
- Valleyfield, 62.
- Vanier, Anatole, 8, 81.

Vautrin, Irénée, 18, 45, 59.

Villeneuve, cardinal Rodrigue, 78.

W

Webster, Lorne C. 63, 65.

Westminster (statut), 56.

Westmount, 94.

Y

Yamaska, 84.